

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 150
N° 33

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 16
no Atete 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

Décret n° 2001-666 du 25 juillet 2001 relatif aux dispositions concernant l'application des peines applicables outre-mer (Arrêté de promulgation n° 458 DRCL du 8 août 2001)	2019
Arrêté interministériel du 21 juin 2001 relatif aux équipements de communication, de navigation, de surveillance et d'anti-abordage installés à bord des aéronefs volant dans les espaces aériens d'outre-mer exploités par l'administration française. (Arrêté de promulgation n° 458 DRCL du 8 août 2001)	2020

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 390 MAC du 17 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 987 MAC du 26 novembre 1996 portant attribution d'une subvention au titre de la section générale du F.I.D.E.S., chapitre 68-90, article 10, équipement des communes, à la commune de Papeete, îles du Vent, rénovation de l'éclairage public du cours de l'Union-Sacrée et de la servitude Lagarde	2024
Arrêté n° 1091 IDV du 25 juillet 2001 portant abrogation de l'agrément en date du 18 octobre 1990 de M. Damien Omitai, agent de police dans la commune de Papeete	2025
Arrêté n° 418 DRCL du 26 juillet 2001 portant convocation du collège électoral pour l'élection des juges du tribunal mixte de commerce de Papeete	2025
Arrêté n° 424 MAC du 26 juillet 2001 accordant une aide financière à la commune de Mahina, au titre des "Travaux divers d'intérêt local" au titre de la réserve parlementaire 2000 pour la réfection de la toiture de la salle omnisports	2026
Arrêtés n° 5-01 à n° 7-01 MARQ du 30 juillet 2001 annulant les opérations intitulées "Acquisition d'un 3e groupe électrogène pour la vallée de Vaitahu", "Acquisition de deux groupes électrogènes pour les vallées de Hapatoni et Motopu" et "Réfection de la centrale hydroélectrique de Hanatetena - 2e tranche" de la commune de Tahuata	2026
Arrêté n° 448 CAB du 1er août 2001 portant commissionnement de certains agents de la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil - aéroport international de Tahiti-Faaa) pour assurer la surveillance des installations de l'aéroport de Tahiti-Faaa	2029
Arrêté n° 449 MIDCR du 2 août 2001 portant attribution à la Polynésie française d'une subvention pour la réalisation de l'opération "Etudes relatives à la transformation du G.O.D. de Makemo en collège", ministère de l'éducation nationale, chapitre 66-33, article 5 (exercice 2001)	2029
Arrêté n° 824 MAC du 6 août 2001 fixant le calendrier de l'élection des présidents de groupements de communes à la commission d'élus relative à la dotation globale d'équipement (2e part) des communes de la Polynésie française.	2030

Arrêté n° 456 CAB/DPC du 7 août 2001 relatif à l'adoption des règles applicables aux sapeurs-pompiers volontaires de Polynésie française.	2031
EXTRAITS	
Arrêté n° 335 CAB/DPC du 20 juin 2001 fixant les résultats de l'examen pour un certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, le 18 juin 2001, au centre de secours de Tumaraa (Raïatea)	2033
Arrêté n° 403 MASC du 19 juillet 2001 soldant l'opération "Mise à niveau des équipements techniques de l'hôpital de Uturoa" engagée par arrêté n° 805 MASC du 4 novembre 1997 au profit de la Polynésie française au titre de la section générale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-90, article 10), programme 1997	2033
Décision n° 414 SATP du 25 juillet 2001 constatant l'arrivée à Papeete de M. Jacques Grassian, commandant de police de la police nationale, matricule 642.525, nommé en qualité de chef du poste de surveillance du territoire en Polynésie française.	2033
Arrêté n° 195 DAF/PERS du 31 juillet 2001 fixant la liste des lauréats des concours externe et interne pour le recrutement de dix secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2000.	2033
Arrêté n° 430 CAB/DPC du 31 juillet 2001 fixant les résultats de l'examen pour un certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, le 5 juin 2001, au centre de secours de Fare (Huahine)	2033
Arrêté n° 450 CAB/DPC du 3 août 2001 fixant les résultats de l'examen pour un certificat de formation aux activités de premiers secours routiers, le 3 juillet 2001, au centre de secours de Punaauia (Tahiti)	2033
Arrêté n° 451 CAB/DPC du 3 août 2001 fixant les résultats de l'examen pour un certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, le 6 juillet 2001, au centre de secours de Papara (Tahiti)	2034
Rectificatif à l'arrêté n° 41 CAB/B.DEF du 21 janvier 2001 portant institution et composition de la commission contentieuse des soins gratuits de Polynésie française, paru au J.O.P.F. n° 6 du 8 février 2001, page 333	2034
Rectificatif à l'arrêté n° 1090 IDV du 4 juillet 2001 déclarant nul de plein droit l'article 2 de la délibération n° 20-2001 du 10 avril 2001 annulant la délibération n° 7-2001 du 21 février 2001 et levant la prescription quadriennale relative aux factures téléphoniques de l'Office des postes et télécommunications, paru au J.O.P.F. n° 29 du 19 juillet 2001, page 1782	2034

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délibérations n° 2001-95 à n° 2001-101 APF du 2 août 2001 portant approbation des comptes financiers, exercice 1999, de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, du Centre polynésien des sciences humaines, du Conservatoire artistique territorial, du Centre des métiers d'art, de l'Institut de la statistique de la Polynésie française, de l'Institut médico-éducatif Rai-manutea-Tearama et de l'Ecole de formation et d'apprentissage maritime	2035
---	------

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1017 CM du 3 août 2001 portant nomination de M. Alain Aymard en qualité de délégué à l'environnement . . .	2038
Arrêtés n° 1018 et n° 1019 CM du 3 août 2001 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Gérard Sachet et à la société Ledler Corporation pour la réalisation de murs de clôture à Pirae	2039
Arrêté n° 1021 CM du 3 août 2001 portant modification de l'arrêté n° 697 CM du 8 juillet 1996 relatif à la commercialisation du pain en Polynésie française	2040
Arrêté n° 1026 CM du 3 août 2001 fixant le programme, la nature et le coefficient de l'examen du certificat de capacité à la conduite des taxis et des voitures de remise	2040
Arrêté n° 1029 CM du 3 août 2001 portant nomination du directeur par intérim de Tahiti Nui Manureva	2042
Arrêté n° 1030 CM du 3 août 2001 portant tarification applicable au navire Tahiti Nui du service du Groupement d'interventions de la Polynésie	2042

Arrêté n° 1038 CM du 6 août 2001 portant nomination de Mme Marie-Paule Tearaitua Varet épouse Morgant en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'artisanat	2043
Arrêté n° 1040 CM du 7 août 2001 fixant les conditions d'indemnisation des rebuts par le service de la perliculture en application de la délibération n° 2001-88 APF du 12 juillet 2001 portant définition des produits tirés de l'activité de la perliculture en Polynésie française et fixation des règles relatives à la classification, à la commercialisation et aux formalités d'exportation de la perle de culture de Tahiti	2043
EXTRAITS	
Arrêté n° 1020 CM du 3 août 2001 nommant certains membres de la commission de contrôle de l'appellation d'origine "Monoï de Tahiti"	2044
Arrêté n° 1022 CM du 3 août 2001 déclassant un délaissé de la route de ceinture sis à hauteur du P.K. 42 à Hitiaa (commune de Hitiaa O Te Ra), d'une superficie de 373 mètres carrés, et autorisant son aliénation au profit de Mme Ida Taata	2044
Arrêtés n° 1023 et n° 1024 CM du 3 août 2001 autorisant la Polynésie française à aliéner les parcelles cadastrées section N n° 72 et n° 73 détachées du domaine Labbé (commune de Pirae), d'une superficie de 408 et 717 mètres carrés, au profit de MM. Paulin et Jean Tamarii	2045
Arrêté n° 1025 CM du 3 août 2001 portant autorisation de conclure une convention d'occupation temporaire d'un terrain sis à Paofai, consentie par la Caisse de prévoyance sociale au profit de la Polynésie française	2045
Arrêté n° 1027 CM du 3 août 2001 modifiant la liste des matières actives de pesticides dont l'importation et la vente sont autorisées en Polynésie française, fixée par l'arrêté n° 1701 ER du 2 septembre 1980 modifié	2045
Arrêté n° 1028 CM du 3 août 2001 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 4-2000 CA.RNS adoptée par le conseil d'administration du régime des non-salariés dans sa séance du 18 août 2000	2045
Arrêté n° 1031 CM du 6 août 2001 portant affectation de la terre Tearamahipa 19 cadastrée commune de Manihi, au profit de la direction de l'équipement	2045
Arrêté n° 1032 CM du 6 août 2001 autorisant l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à Fakarava, commune de Fakarava, au profit de la S.C.I. Fakarava Dream	2045
Arrêté n° 1033 CM du 6 août 2001 portant modification de l'article 4 de l'arrêté n° 1176 CM du 31 août 1999 définissant les modalités d'attribution d'une aide à la création ou au développement d'entreprises	2046
Arrêté n° 1034 CM du 6 août 2001 autorisant la Polynésie française à acquérir plusieurs parcelles dépendant du domaine Rose sis à Teahupoo (commune de Taiarapu-Ouest)	2046
Arrêté n° 1035 CM du 6 août 2001 autorisant la création d'une hélistation en terrasse sur le Centre hospitalier de Tahiti, Taaone, Pirae	2046
Arrêté n° 1039 CM du 7 août 2001 portant affectation des terres Raautaratara, Ahototaeae et parties des terres Tavana II et Faoo cadastrées commune de Papeete, au profit de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs (O.T.E.S.S.E.)	2049
Arrêté n° 1041 CM du 7 août 2001 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 10-2001 IME du 3 juillet 2001 adoptant la décision modificative n° 2 du budget 2001 de l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Tearama	2049
Arrêté n° 1042 CM du 7 août 2001 adoptant le compte financier 2000 et affectation du résultat de l'exercice 2000 de l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Tearama	2049
Arrêté n° 1043 CM du 7 août 2001 approuvant la fermeture des locaux de l'établissement dit "Raimanutea" avec transfert des sections I.M.E. sur un nouveau site, adoptée par délibération n° 9-2001 IME du 3 juillet 2001	2049
Arrêté n° 1045 CM du 9 août 2001 portant nomination du chef du service de l'inspection générale de l'administration du territoire par intérim	2049
Arrêtés n° 1046 et n° 1047 CM du 10 août 2001 approuvant et rendant respectivement exécutoires les délibérations n° 4-2001 et n° 5-2001 TNM du 10 août 2001 : - portant modification du budget primitif de Tahiti Nui Manureva pour l'exercice 2001 ; - approuvant l'avenant n° 1 à la convention de délégation de service public entre la Polynésie française, Tahiti Nui Manureva et Air Tahiti Nui	2049
Arrêté n° 1048 CM du 10 août 2001 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de délégation de service public entre la Polynésie française, Tahiti Nui Manureva et Air Tahiti Nui	2049

Arrêté n° 1049 CM du 10 août 2001 portant suspension provisoire de la délivrance des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins pericolas sur diverses îles et irrecevabilité des demandes versées à ce titre	2049
--	------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 1860 PR du 3 août 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la solidarité et de la famille	2049
Arrêté n° 1895 PR du 6 août 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel	2050
Arrêté n° 1916 PR du 6 août 2001 portant désignation des commissaires enquêteurs dans le cadre de l'enquête parcellaire prévue par le code de l'expropriation, concernant l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea	2050
Arrêté n° 1922 PR du 6 août 2001 portant enregistrement de déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie dénommée "Pharmacie Royale" sise P.K. 4,900, Arue, Tahiti, exploitée par la Société en nom collectif "Pharmacie Royale" représentée par MM. Alberto Bono et Franck Mulot, pharmaciens cogérants (enregistrement n° 4-2001)	2051
Arrêté n° 1957 PR du 7 août 2001 portant modification de l'arrêté n° 332 PR du 22 février 2001 modifié constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et associations représentés au Conseil économique, social et culturel de Polynésie française	2051

EXTRAITS

Arrêté n° 1842 PR du 2 août 2001 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime aux îles Sous-le-Vent	2052
Arrêté n° 1843 PR du 2 août 2001 portant autorisation d'occupation du domaine public maritime à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de Mme Chantal Raita Vahinerii Martin (n° exploitant 381)	2052
Arrêté n° 1844 PR du 2 août 2001 rectifiant les dispositions de l'arrêté n° 837 MLD du 12 mars 2001 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime aux îles Sous-le-Vent en ce qu'elles concernent Mme Pascale Renée Simone Kostecki à Raiatea, commune de Taputapuata	2052
Arrêtés n° 1845 à n° 1848 PR du 2 août 2001 accordant le renouvellement des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à : - Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Jean-Marie Opeta (n° exploitant 142) et de M. Bernard Gabriel Félix Henry (n° exploitant 76) ; - Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Kelly Christophe Taia Fareata (n° exploitant 10) ; - Takaroa, commune de Takaroa, au profit de M. Julien Teuapiko (n° exploitant 110)	2052
Arrêtés n° 1849 et n° 1850 PR du 2 août 2001 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à : - Mangareva, commune des Gambier, au profit de M. Marcel Ascension Mauru (n° exploitant 188) ; - Atiaoa-Gatavake, commune des Gambier, au profit de M. François Teakarotu (n° exploitant 188)	2053
Arrêté n° 1851 PR du 2 août 2001 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime dans les îles Tuamotu	2054
Arrêté n° 1852 PR du 2 août 2001 portant autorisation d'occupation du domaine public maritime à Takaroa, commune de Takaroa, au profit de M. Lee Ré Temahaga (n° exploitant 382)	2054
Arrêtés n° 1853 à n° 1855 PR du 2 août 2001 ordonnant la déconsignation de sommes dues aux marins de la Société de navigation des Tuamotu (navire Saint-Xavier-Marie-Stella), de la Société Te Niu O Temehani (navire Temehani 2) et de la Société Teremoana (navire Teremoana)	2055
Arrêté n° 1856 PR du 2 août 2001 modifiant l'arrêté n° 359 PR du 26 février 2001 portant délivrance des autorisations administratives d'exercer la profession d'entrepreneur de taxis dans les îles Sous-le-Vent	2057
Arrêté n° 1857 PR du 2 août 2001 accordant le concours financier du territoire à la commune de Pirae pour l'extension de la salle de boxe de la maison des jeunes et de la culture (M.J.C.)	2057
Arrêté n° 1894 PR du 6 août 2001 accordant le concours financier du territoire à la commune de Taiarapu-Est pour le renforcement de la conduite d'adduction d'eau de Pueu	2057

16 Août 2001

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

2015

Arrêté n° 1904 PR du 6 août 2001 accordant un acompte à l'Union sportive de l'enseignement du 1er degré (U.S.E.P.) sur la subvention 2001 du territoire pour la participation au fonctionnement des classes de mer et classes vertes.	2058
Arrêté n° 1908 PR du 6 août 2001 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes des îles Marquises de M. Ternatai Lecordier	2058
Arrêté n° 1909 PR du 6 août 2001 accordant diverses aides individuelles dans le cadre du développement des activités de la pêche.	2058
Arrêté n° 1910 PR du 6 août 2001 portant nomination de M. Damas Tumg en tant que clerk d'huissier de justice assermenté (étude de Me Michel Bruno).	2059
Arrêté n° 1915 PR du 6 août 2001 habilitant et commissionnant certains agents du service du développement rural à constater les infractions relatives à la réglementation sur la protection des végétaux dans l'ensemble de la Polynésie française.	2059
Arrêté n° 1923 PR du 6 août 2001 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah	2059
Arrêté n° 1924 PR du 6 août 2001 portant commissionnement de 3 agents de la direction de l'équipement pour constater les infractions à la réglementation sur le domaine public routier, maritime et fluvial, et à la réglementation des extractions de matériaux en Polynésie française	2059
Arrêté n° 1927 PR du 6 août 2001 accordant une subvention allouée par le territoire, au titre de l'année 2001, à l'Association du sport scolaire de l'enseignement privé (A.S.S.E.P.) pour la participation aux frais de déplacement des sportifs scolaires	2059
Arrêté n° 1950 PR du 7 août 2001 rapportant l'arrêté n° 1163 PR du 4 août 2000 accordant une indemnité de sujétions spéciales à certains agents de la direction de l'équipement.	2059
Arrêtés n° 1955 et n° 1956 PR du 7 août 2001 accordant le versement de subventions respectivement à Mme Corine Tetard pour la création d'un hébergement touristique dénommé "Pension La plage" à Punaauia, île de Tahiti, et à Mme Cécile Ariihohoa épouse David pour la remise à niveau de l'hébergement touristique dénommé "Pension Henri" à Avatoru, Rangiroa	2059
Arrêté n° 1966 PR du 9 août 2001 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation	2060

Ministère des transports et de l'énergie

EXTRAITS

Arrêté n° 3049 MTR du 3 août 2001 fixant les quotas de gazole relevant de la codification douanière 27.10.00.37 à attribuer aux transporteurs publics routiers réguliers de personnes organisés en groupements professionnels conventionnés de l'île de Tahiti pour la période de janvier à août 2001	2060
Arrêté n° 3059 MTR du 3 août 2001 portant nomination des membres à voix délibérative représentant les intérêts professionnels au sein du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire (C.C.N.M.I.).	2060
Arrêté n° 3072 MTR du 7 août 2001 portant nomination des membres à voix délibérative représentant les intérêts professionnels au sein de la commission d'examen des tarifs maritimes interinsulaires (C.E.T.M.I.).	2060

Ministère du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine

Arrêté n° 3074 MTE du 7 août 2001 portant délégation de signature à M. Alain Aymard, délégué à l'environnement ...	2060
Arrêtés n° 3086 et n° 3087 MTE du 7 août 2001 autorisant la direction de la santé à installer et exploiter des dépôts d'hydrocarbures sis dans les îles de Rapa et de Raivavae, îles Australes (établissements de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits)	2061

EXTRAITS

Arrêtés n° 1837 et n° 1838 PR du 2 août 2001 autorisant à capturer, baguer puis relâcher une population de Monarques de Tahiti (<i>Pomarea nigra</i>), 20 bécasseaux polynésiens (<i>Prosobonia cancellata</i>) et 20 gallicolombes de la Société (<i>Gallicolumba erythroptera</i>).	2063
--	------

Ministère de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises

Arrêté n° 3114 MPI du 8 août 2001 portant délégation de signature du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises.	2064
--	------

Ministère de l'agriculture et de l'élevage**EXTRAITS**

Arrêté n° 3116 MAE du 8 août 2001 autorisant la cession à titre gratuit de semences de noix de coco et plants de "uru" produits par le service du développement rural à la commune de Rapa Nui (île de Pâques)	2064
Arrêtés n° 3117 à n° 3120 MAE du 8 août 2001 autorisant la cession à titre gratuit de plants fruitiers produits par le service du développement rural respectivement à la paroisse de Papenoo, au Centre d'éducation de l'ouïe et de la parole, à l'association "Te Rani Hei No Maire Nui" et à l'Amicale de l'administration pénitentiaire de Faaa	2064

Ministère du travail, du dialogue social, de la fonction publique, de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative**EXTRAITS**

Arrêté n° 3060 MTD du 3 août 2001 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association Te Niu O Te Huma	2065
--	------

ARRETES DE LA PRESIDENTE DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° 87 PR.APF du 6 août 2001 portant délégation de signature à M. Robert Tanseau, 1er vice-président de l'assemblée de la Polynésie française	2065
---	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Arrêté interministériel du 4 juillet 2001 portant adaptation de la valeur en euros d'un montant exprimé en francs dans l'arrêté interministériel du 4 août 1993 portant déconcentration en matière d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation dans les territoires d'outre-mer. (J.O.R.F. du 21 juillet 2001, page 11772)	2066
Avenant n° 95-01 du 26 juillet 2001 à la convention de financement n° 66-01 du 27 juin 2001 concernant de grosses réparations des sanitaires de l'internat du C.S.P. de Hakahau à Ua Pou	2066
Avenants n° 1 du 30 juillet 2001 aux conventions de financement n° 2 à n° 4 MARQ/FIDES du 12 décembre 2000 concernant respectivement le bétonnage de routes dans les vallées Hoata et Meau, l'acquisition d'un véhicule de secours aux asphyxiés et aux blessés tout-terrain (V.S.A.B), et la construction d'une salle polyvalente à Aakapa	2067
Avenant n° 1 du 30 juillet 2001 à la convention de financement n° 5 MARQ/FIDES du 15 décembre 2000 concernant le cimentage des routes du village de Atuona - 2e tranche du lotissement Motutapu	2068

EXTRAITS

Arrêté interministériel du 11 juillet 2001 fixant le nombre de places offertes aux concours pour le recrutement d'agents de constatation des douanes du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (J.O.R.F. du 20 juillet 2001, page 11674)	2068
Arrêté interministériel du 11 juillet 2001 fixant le nombre de places offertes au concours interne pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirectes du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (J.O.R.F. du 21 juillet 2001, page 11755)	2069
Arrêté interministériel du 20 juillet 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'infirmière en chef et d'infirmier en chef des services médicaux des administrations de l'Etat pour la Polynésie française (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 28 juillet 2001, page 12217)	2069
Convention de financement n° 1-01 MARQ du 19 juin 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Fatu Hiva pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Bétonnage de la route principale de Hanavave"	2069

Convention de financement n° 69-01 du 28 juin 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat et le F.I.P. apportent leur soutien financier à la commune de Uturoa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un lot d'habillement"	2069
Conventions de financement n° 58-01 à n° 60-01 IDV du 26 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Arue pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Aménagement des accès et stationnement autour des écoles Arue 1", "Aménagement du carrefour des écoles Erima" et "Couverture du plateau sportif de l'école Arue 1"	2070
Conventions de financement n° 61-01 à n° 64-01 IDV du 26 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte respectivement son soutien financier aux associations : - Te U'i Rau (opération "Formations au permis de conduire") ; - Ecole de voile de Arue (opération "Saga Painapo 2001") ; - Jeunesse de Pirae Uta (opération "Construction et équipement d'une maison de quartier") ; - Te U'i Rau (opération "Insertion par l'économie de publics en difficulté")	2071
Conventions de financement n° 93-01 et n° 96-01 IDV du 26 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte respectivement son soutien financier aux communes de : - Papeete (opération "Acquisition de matériels de lutte contre les risques chimiques") ; - Moorea (opération "Simulation de facture du service de l'eau potable")	2072
Convention de financement n° 98-01 du 26 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat et le F.I.P. apportent leur soutien financier à la commune de Nukutavake pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Eau potable - programme citerne 1999-2000"	2073
Conventions de financement n° 99-01 et n° 100-01 IDV du 27 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte respectivement son soutien financier aux communes de : - Anaa (opération "Réfection des toitures de l'école primaire de Anaa") ; - Gambier (opération "Réfection des sanitaires et installation de deux buvettes à la cantine de Rikitea")	2073
Conventions de financement n° 3-01 et n° 4-01 MARQ du 30 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Hiva Oa pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Desserte téléphonique du lotissement Paepaenui à Atuona" et "Construction des réseaux électriques et hydrauliques du lotissement Paepaenui à Atuona"	2074
Convention de financement n° 65-01 IDV du 30 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'Association sportive Yacht Club de Tahiti pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Rénovation et extension des installations nautiques"	2074
Convention de financement n° 66-01 IDV du 31 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Faaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction d'une salle polyvalente à Puurai"	2075
Convention de financement n° 67-01 IDV du 1er août 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'Union chrétienne des jeunes gens (U.C.J.G.) de Tooa O Te Ra pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de petits matériels"	2075
Convention de financement n° 102-01 du 2 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles le F.I.P. apporte son soutien financier à la commune de Faaa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction de murs de soutènement à l'école primaire Teroma"	2075
Conventions n° 103-01 à n° 105-01 MAC/AEP du 2 août 2001 relatives à la bonification des prêts souscrits par les communes de Moorea-Maiao, Tahaa et Teva I Uta pour un programme d'adduction d'eau potable	2075
Conventions de financement n° 68-01 et n° 69-01 MARQ du 3 août 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Papeete pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Aménagements de trottoirs pour la desserte du collège Pomare et de l'école Viénot" et "Protection des stationnements pour handicapés"	2076

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service de l'urbanisme.— 1° Certificat de conformité n° 1141 MLA.AU du 9 août 2001 concernant les travaux du lotissement "Bel Air" sis à Moorea	2077
2° Certificat de conformité n° 1142 MLA.AU du 9 août 2001 concernant les travaux du lotissement "Punavai Nui" sis à Punaauia	2077
3° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Australes pour le mois de juillet 2001	2077
Délégation à l'environnement.— Enquête de commodo et incommodo : - M. Jean-Hugues Tricard, représentant du groupement Bouygues, commune de Pirae	2078

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales 2079

Annonces diverses 2082



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 458 DRCL du 8 août 2001 portant promulgation du décret n° 2001-666 du 25 juillet 2001 et de l'arrêté du 21 juin 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Décret n° 2001-666 du 25 juillet 2001 relatif aux dispositions concernant l'application des peines applicables outre-mer, paru au J.O.R.F. du 27 juillet 2001 à la page 12083 ;

— Arrêté du 21 juin 2001 relatif aux équipements de communication, de navigation, de surveillance et d'anti-abordage installés à bord des aéronefs volant dans les espaces aériens d'outre-mer exploités par l'administration française, paru au J.O.R.F. du 25 juillet 2001 à la page 11986.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2001.

Le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

DECRET n° 2001-666 du 25 juillet 2001 relatif aux dispositions concernant l'application des peines applicables outre-mer.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de procédure pénale, et notamment ses articles 722, 722-1 et 722-1-A ;

Vu la loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes, et notamment son article 140 ;

Vu la loi n° 2000-1354 du 30 décembre 2000 tendant à faciliter l'indemnisation des condamnés reconnus innocents et portant diverses dispositions de coordination en matière de procédure pénale ;

Vu le décret n° 2000-1213 du 13 décembre 2000 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : Décrets) et relatif à l'application des peines ;

Vu le décret n° 2000-1388 du 30 décembre 2000 relatif à l'application des peines ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 22 février 2001 ;

Vu l'avis du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 19 février 2001 ;

Vu la saisine du conseil des ministres de la Polynésie française en date du 9 février 2001 ;

Vu la saisine du conseil régional de Guadeloupe en date du 8 février 2001 ;

Vu la saisine du conseil général de Guadeloupe en date du 8 février 2001 ;

Vu la saisine du conseil régional de Guyane en date du 6 février 2001 ;

Vu la saisine du conseil général de Guyane en date du 6 février 2001 ;

Vu la saisine du conseil régional de Martinique en date du 7 février 2001 ;

Vu la saisine du conseil général de Martinique en date du 7 février 2001 ;

Vu la saisine du conseil régional de la Réunion en date du 7 février 2001 ;

Vu la saisine du conseil général de la Réunion en date du 7 février 2001,

Décrète :

Article 1er.— Il est inséré, après l'article 8 du décret du 30 décembre 2000 susvisé, un article 8-1 ainsi rédigé :

"Art. 8-1.— Les dispositions du présent décret sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et à Mayotte."

Art. 2.— L'article 18 du décret du 13 décembre 2000 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

I. - Au premier alinéa, après les mots : "à Mayotte", sont ajoutés les mots : "à l'exception de celles créant l'article D. 116-13 du code de procédure pénale".

II. - Après le deuxième alinéa, sont ajoutés quatre alinéas ainsi rédigés :

"Pour l'application des dispositions de l'article D. 116-9 du code de procédure pénale dans les départements d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et à Mayotte, le greffier du juge de l'application des peines peut être désigné comme interprète pour l'une des langues en usage localement ; il est, dans ce cas, dispensé de serment.

"Pour l'application des dispositions des articles D. 116-15 et D. 528 du même code dans les départements d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et à Mayotte, le greffier de la juridiction peut être désigné comme interprète pour l'une des langues en usage localement ; il est, dans ce cas, dispensé de serment. Tout fonctionnaire peut également servir d'interprète devant les juridictions intervenant en matière d'application des peines.

"Pour son application dans les départements d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'article D. 520 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

"Art. D. 520.— Le premier président de la cour d'appel ou le président du tribunal supérieur d'appel désigne, par ordonnance, le magistrat du siège de la cour d'appel ou du tribunal supérieur d'appel chargé, avec le juge de l'application des peines de la juridiction dans le ressort de laquelle est situé l'établissement pénitentiaire où le condamné est écroué, des fonctions d'assesseur de la juridiction régionale de la libération conditionnelle. Il désigne dans les mêmes conditions un magistrat suppléant. Cette ordonnance peut être modifiée en cours d'année, en cas d'absence ou d'empêchement de ces magistrats."

Art. 3.— La garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux,
ministre de la justice,
Marylise LEBRANCHU.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

ARRETE INTERMINISTÉRIEL du 21 juiln 2001 relatif aux équipements de communication, de navigation, de surveillance et d'anti-abordage installés à bord des aéronefs volant dans les espaces aériens d'outre-mer exploités par l'administration française.

Le ministre de l'équipement, des transports et du logement et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, ensemble les protocoles qui l'ont modifiée, et notamment le protocole du 24 septembre 1968 concernant le texte authentique trilingue de la convention relative à l'aviation civile internationale ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment les articles R. 133-7, D. 131-1 à D. 131-10 et leurs annexes I et II, telles qu'elles résultent du décret n° 91-660 du 11 juillet 1991 modifié, et les articles D. 133-19 à D. 133-19-10 ;

Vu le décret n° 96-319 du 10 avril 1996 modifié relatif à la définition des espaces aériens dans lesquels sont assurés des services de la circulation aérienne ;

Vu l'arrêté du 25 février 1985 relatif aux conditions d'utilisation des hélicoptères exploités par une entreprise de transport aérien ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1991 modifié relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale ;

Vu l'arrêté du 22 février 1993 portant extension aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon de textes réglementaires relatifs à l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 13 septembre 2000 portant adaptation des dispositions de l'arrêté du 12 mai 1997 relatif aux conditions techniques d'exploitation d'avions par une entreprise de transport aérien public (OPS1) dans les territoires d'outre-mer, les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte et la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'accord du ministre de la défense en date du 27 avril 2001 ;

Vu l'avis du directoire de l'espace aérien en date du 27 avril 2001,

Arrêtent :

Article 1er.— Sont soumis aux dispositions du présent arrêté tous les aéronefs appartenant à la circulation aérienne générale (CAG) et volant dans les espaces aériens d'outre-mer exploités par l'administration française.

Art. 2.— Les normes et obligations d'emport des équipements de communication, de navigation, de surveillance et d'anti-abordage installés à bord des aéronefs désignés à l'article premier sont fixées en annexe au présent arrêté.

Art. 3.— Le présent arrêté est applicable aux départements et territoires d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Art. 4.— Le directeur général de l'aviation civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de

l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juin 2001.

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'aviation civile,
P. GRAFF.*

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'outre-mer,
M. VIZY.*

ANNEXE

PREAMBULE

Les normes fixées par le présent arrêté relatives aux équipements de communication, de navigation, de surveillance et d'anti-abordage à bord des aéronefs sont issues de l'annexe 10 (Télécommunications aéronautiques) - amendement 74 - à la convention relative à l'aviation civile internationale (1).

Les différences entre les dispositions du présent arrêté et celles de l'annexe 10 à la convention relative à l'aviation civile internationale sont signalées par le symbole ☒.

Glossaire

ACAS :	Système embarqué d'anti-abordage/Airborne Collision Avoidance System
ADF :	Radiocompas automatique/Automatic Direction Finder
DME :	Dispositif de mesure de distance/Distance Measuring Equipment
FM :	Modulation de fréquence/Frequency Modulation
HF :	Haute fréquence/High Frequency
ILS :	Système d'atterrissage aux instruments/Instrument Landing System
LLZ :	Radiophare d'alignement de piste/Localizer
NDB :	Radiophare non directionnel/Non Directional Radio Beacon
OACI :	Organisation de l'aviation civile internationale/International Civil Aviation Organisation
RNAV :	Navigation de surface/Area Navigation
RNP :	Qualité de navigation requise/Required Navigation Performance
RVSM :	Minimum de séparation verticale réduit/Reduced Vertical Separation Minimum
SEAC :	Service d'Etat de l'aviation civile
SID :	Départ normalisé aux instruments/Standard Instrument Departure
STAR :	Arrivée normalisée aux instruments/Standard Instrument Arrival
UHF :	Ultra haute fréquence/Ultra High Frequency
VHF :	Très haute fréquence/Very High Frequency
VOR :	Radiophare omnidirectionnel VHF/VHF Omnidirectional Radio Range

1. Equipements de communication

1.1. Normes

Les équipements de communication installés à bord des aéronefs répondent aux normes en vigueur de l'annexe 10 à la convention relative à l'aviation civile internationale, à savoir :

Volume III. - 2e partie :

§ 2.2.1. Fonction émission ;

§ 2.3.1. Fonction émission (caractéristiques de système de l'installation de bord) ;

§ 2.3.2. Fonction réception (caractéristiques de système de l'installation de bord) ;

Note : les équipements sont compatibles avec les systèmes à porteuses décalées (systèmes CLIMAX).

§ 2.4. Caractéristiques du système de télécommunication HF à Bande latérale unique (BLU) à utiliser dans le service mobile aéronautique ;

Volume V :

§ 4.1. Utilisation de la bande 117,975 - 137 MHz.

1.2. Obligations d'emport

1.2.1. Aéronefs en vol IFR

Tout aéronef dispose de l'équipement de communication permettant une liaison bilatérale permanente avec les organismes au sol désignés.

(☒ OACI. - Annexe 10. - Volume III. - § 2.3.3. - Les aéronefs en vol IFR ont obligation depuis le 1er janvier 1998 de disposer d'équipements de communication conformes aux normes d'immunité FM.)

1.2.2. Aéronefs en vol VFR

Tout aéronef dispose de l'équipement de communication permettant une liaison bilatérale permanente avec les organismes au sol désignés :

- lorsqu'il effectue un vol contrôlé, c'est-à-dire un vol dont les évolutions sont subordonnées à une clairance ;
- lorsqu'il évolue dans des portions d'espace aérien ou sur des itinéraires portés à la connaissance des usagers par la voie de l'information aéronautique ;
- lorsqu'il utilise certains aérodromes portés à la connaissance des usagers par la voie de l'information aéronautique ;
- lorsqu'il quitte la vue du sol ou de l'eau ;
- lorsqu'il effectue un vol de nuit ;
- dans les autres cas où un texte réglementaire rend obligatoire un tel équipement.

(☒ OACI. - Annexe 10. - Volume III. - § 2.3.3. - Les aéronefs en vol VFR ont obligation depuis le 1er janvier 1998 de disposer d'équipements de communication conformes aux normes d'immunité FM.)

2. Equipements de navigation

2.1. Normes

Les équipements de radionavigation installés à bord des aéronefs répondent aux normes en vigueur de l'annexe 10 à la convention relative à l'aviation civile internationale, à savoir :

Volume I :

§ 3.1. Spécifications du système ILS ;

§ 3.3. Spécifications du radiophare omnidirectionnel VHF (VOR) ;

§ 3.4. Spécifications des radiophares non directionnels (NDB) ;

§ 3.5. Spécifications du dispositif UHF de mesure de distance (DME) ;

§ 3.6. Spécifications des radiobornes VHF de navigation en route (75 MHz) ;

§ 3.9. Caractéristiques de système des systèmes récepteurs ADF de bord.

2.2. Obligations d'emport

2.2.1. Aéronefs en vol IFR

2.2.1.1. Précision longitudinale :

Pour voler en espace aérien supérieur et dans certaines portions désignées de l'espace aérien inférieur, tout aéronef est équipé d'un dispositif de mesure de distance de type DME ou donnant une précision longitudinale au moins équivalente.

2.2.1.2. Navigation en route :

a) Equipement pour suivre des routes conventionnelles (2) :

Précision latérale :

Tout aéronef est équipé d'un système de navigation capable d'exploiter les informations fournies par les aides radioélectriques au sol balisant la route, ou d'un système de navigation équivalent, lui permettant, pendant plus de 95 % du temps, de suivre l'axe nominal de la route sans s'en écarter au-delà d'une distance D, définie ci-après :

- cas des routes ou segments de route balisés par deux aides radioélectriques au sol, distantes de moins de 100 milles marins (NM) : D = 5 milles marins (NM) ;
- cas des routes ou segments de route balisés par deux aides radioélectriques au sol, distantes de 100 milles marins (NM) ou plus : D = 5 % de la longueur de la route.

b) Equipement pour suivre des routes RNAV :

Obligation :

Tout aéronef est équipé d'un système de navigation de surface (RNAV) pour suivre des routes RNAV avec la qualité de navigation requise (RNP). Ces informations sont portées à la connaissance des usagers par la voie de l'information aéronautique.

Exemption :

Les aéronefs d'Etat sont exemptés de cette obligation. Ils se conforment alors à des procédures particulières établies avec l'autorité compétente de la circulation aérienne.

2.2.1.3. Procédures de départ, d'arrivée, d'attente et d'approche aux instruments :

Tout aéronef dispose des équipements de bord lui permettant d'exploiter les moyens radioélectriques sur lesquels est établie la procédure suivie (SID, STAR, attente, approche).

2.2.1.4. RVSM :

Polynésie française :

Tout aéronef évoluant dans le volume d'espace aérien compris entre les niveaux de vol 290 et 410, inclusivement, dans la région d'information de vol de Tahiti, est homologué RVSM (3).

Mesure transitoire :

Des dérogations, dont la validité ne peut excéder le 31 décembre 2001, peuvent être accordées par l'autorité compétente des services de la circulation aérienne, sur demande motivée des intéressés. Une séparation verticale de 600 mètres (2 000 pieds) est alors appliquée.

Dérogation occasionnelle :

Des dérogations occasionnelles peuvent être accordées par l'autorité compétente des services de la circulation aérienne, sur demande motivée des intéressés. Une séparation verticale de 600 mètres (2 000 pieds) est alors appliquée.

Les conditions de délivrance de ces dérogations et la procédure à suivre sont portées à la connaissance des usagers par la voie de l'information aéronautique.

Exemption :

Les aéronefs d'Etat sont exemptés de cette obligation. Ils se conforment alors à des procédures particulières établies avec l'autorité compétente des services de la circulation aérienne.

2.2.1.5. Immunité FM :

a) Définition :

Immunité FM : Immunité des équipements récepteurs de bord embarqués vis à vis des brouillages générés par les stations de radiodiffusion en modulation de fréquences (FM).

b) Dispositions jusqu'au 31 décembre 2001 :

Jusqu'au 31 décembre 2001, l'utilisation de certaines procédures de départ normalisé aux instruments (SID), d'arrivée normalisée aux instruments (STAR) et d'approche aux instruments (ILS, LLZ et VOR) peut être interdite aux aéronefs dont les équipements de radionavigation VHF ne sont pas conformes aux normes d'immunité FM de l'annexe 10 de l'OACI.

Ces restrictions sont portées à la connaissance des usagers par la voie de l'information aéronautique.

c) Performances d'immunité des récepteurs VOR à l'égard du brouillage :

A compter du 1er janvier 2002, tout système récepteur VOR embarqué assure une immunité suffisante à l'égard du brouillage FM conformément aux normes OACI. - Annexe 10. - Volume I. - § 3.3.8. - Performances d'immunité des récepteurs VOR à l'égard du brouillage.

(☒ OACI. - Annexe 10. - Volume I. - § 3.3.8. - Cette obligation est en vigueur depuis le 1er janvier 1998.)

d) Performances d'immunité des récepteurs d'alignement de piste ILS à l'égard du brouillage :

A compter du 1er janvier 2002, tout système récepteur d'alignement de piste ILS embarqué assure une immunité suffisante à l'égard du brouillage FM conformément aux normes OACI. - Annexe 10. - Volume I. - § 3.1.4. - Caractéristiques d'immunité des récepteurs d'alignement de piste ILS à l'égard du brouillage.

(☒ OACI. - Annexe 10. - Volume I. - § 3.1.4. - Cette obligation est en vigueur depuis le 1er janvier 1998.)

e) Exemption :

A compter du 1er janvier 2002, les aéronefs d'Etat sont exemptés des dispositions des paragraphes c et d ci-dessus. Ils se conforment alors à des procédures particulières prévues à cet effet.

2.2.2. Aéronefs en vol VFR

Tout aéronef dispose de moyens de navigation adaptés à la route à suivre :

- lorsqu'il quitte la vue du sol ou de l'eau ;
- lorsqu'il effectue un vol sur certains itinéraires ou dans certaines portions d'espace portés à la connaissance des usagers par la voie de l'information aéronautique ;
- lorsqu'il effectue un vol de nuit autre qu'un vol local ;
- dans les autres cas où un texte réglementaire rend obligatoire un tel équipement.

(☒ OACI. - Annexe 10. - Volume III. - § 3.3.8 et § 3.1.4. - Les aéronefs en vol VFR ont obligation depuis le 1er janvier 1998 de disposer d'équipements conformes aux normes d'immunité FM.)

3. Equipements de surveillance

3.1. Normes

Les équipements de surveillance (transpondeurs) installés à bord des aéronefs répondent aux normes en vigueur de l'annexe 10 à la convention relative à l'aviation civile internationale, à savoir :

Volume 4 :

- § 2.1.3. Mode de réponse du transpondeur (dans le sens air-sol) ;
- § 2.1.4. Mode A - Codes de réponse (impulsions d'information) ;
- § 2.1.5. Possibilités de l'équipement embarqué mode S ;
- § 2.1.6. Adresse SSR mode S (adresse d'aéronef) ;
- § 3.1.1. Systèmes fonctionnant seulement en mode A et en mode C ;
- § 3.1.2. Systèmes fonctionnant en mode S.

3.2. Obligations d'emport

3.2.1. Aéronefs en vol IFR

3.2.1.1. Antilles, Guyane :

Tout aéronef est équipé d'un transpondeur mode A + C avec alticodeur ou d'un transpondeur mode S niveau 2 au moins avec alticodeur.

3.2.1.2. Réunion, Mayotte et îles Eparses :

A compter du 1er janvier 2003, tout aéronef est équipé d'un transpondeur mode A + C avec alticodeur ou d'un transpondeur mode S niveau 2 au moins avec alticodeur.

3.2.1.3. Polynésie française :

A compter du 1er janvier 2003, tout aéronef est équipé d'un transpondeur mode A + C avec alticodeur ou d'un transpondeur mode S niveau 2 au moins avec alticodeur.

3.2.1.4. Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna :

A compter du 1er janvier 2003, tout aéronef est équipé d'un transpondeur mode A + C avec alticodeur ou d'un transpondeur mode S niveau 2 au moins avec alticodeur.

3.2.1.5. Saint-Pierre-et-Miquelon :

Néant.

3.2.2. Aéronefs en vol VFR

3.2.2.1. Antilles, Guyane :

A l'exception de certains itinéraires ou portions d'espace aérien publiés par la voie de l'information aéronautique, tout aéronef évoluant à l'intérieur des zones de contrôle et régions de contrôle terminales de Fort-de-France et Pointe-à-Pitre et

à l'intérieur des régions d'information de vol de Rochambeau est équipé d'un transpondeur mode A + C avec alticodeur ou d'un transpondeur mode S niveau 2 au moins avec alticodeur.

Des dérogations, sous réserve de l'observation de certaines conditions, peuvent être accordées par l'autorité compétente sur demande motivée des intéressés.

3.2.2.2. Réunion, Mayotte et îles Eparses :

Néant.

3.2.2.3. Polynésie française :

Néant.

3.2.2.4. Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna :

Néant.

3.2.2.5. Saint-Pierre-et-Miquelon :

Néant.

4. ACAS

4.1. Normes

Les systèmes d'anti-abordage (ACAS) installés à bord des aéronefs répondent aux normes en vigueur de l'annexe 10 à la convention relative à l'aviation civile internationale, à savoir : le volume 4. - Chapitre 4. - Système anticollision embarqué.

4.2. Configuration en sièges passagers

La configuration maximale approuvée en sièges passagers est la capacité maximale en sièges passagers d'un aéronef particulier, à l'exclusion des sièges pilotes ou des sièges du poste de pilotage et des sièges des membres d'équipage de cabine, selon le cas, utilisée par un exploitant, approuvée par l'autorité compétente et incluse dans le manuel d'exploitation ou, à défaut, dans le manuel de vol.

4.3. Obligations d'emport

4.3.1. Antilles

A compter du 1er janvier 2002, tout aéronef civil à voilure fixe et à propulsion par turbine est équipé d'un système d'anti-abordage de type ACAS II au moins, lorsque la masse maximale certifiée au décollage est supérieure à 15 000 kg ou lorsque la configuration maximale approuvée en sièges passagers est supérieure à 30.

A compter du 1er janvier 2005, tout aéronef civil à voilure fixe et à propulsion par turbine est équipé d'un système d'anti-abordage de type ACAS II au moins, lorsque la masse maximale certifiée au décollage est supérieure à 5 700 kg ou lorsque la configuration maximale approuvée en sièges passagers est supérieure à 19.

4.3.2. Guyane

Néant.

4.3.3. Réunion, Mayotte et îles Eparses

A compter du 1er janvier 2003, tout aéronef civil à voilure fixe et à propulsion par turbine est équipé d'un système d'anti-abordage de type ACAS II au moins, lorsque la masse maximale certifiée au décollage est supérieure à 15 000 kg ou lorsque la configuration maximale approuvée en sièges passagers est supérieure à 30.

A compter du 1er janvier 2005, tout aéronef civil à voilure fixe et à propulsion par turbine est équipé d'un système d'anti-abordage de type ACAS II au moins, lorsque la masse maximale certifiée au décollage est supérieure à 5 700 kg ou lorsque la configuration maximale approuvée en sièges passagers est supérieure à 19.

4.3.4. Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna

A compter du 1er janvier 2003, tout aéronef civil à voilure fixe et à propulsion par turbine est équipé d'un système d'anti-abordage de type ACAS II au moins, lorsque la masse maximale certifiée au décollage est supérieure à 15 000 kg ou lorsque la configuration maximale approuvée en sièges passagers est supérieure à 30.

A compter du 1er janvier 2005, tout aéronef civil à voilure fixe et à propulsion par turbine est équipé d'un système d'anti-abordage de type ACAS II au moins, lorsque la masse maximale certifiée au décollage est supérieure à 5 700 kg ou lorsque la configuration maximale approuvée en sièges passagers est supérieure à 19.

4.3.5. Saint-Pierre-et-Miquelon

Néant.

(1) Cette annexe est disponible auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), 3 bis, villa Emile-Bergerat, 92522 Neuilly-sur-Seine.

(2) Route conventionnelle : route s'appuyant sur des moyens de navigation conventionnels (VOR, VOR/DME, NDB).

(3) "Homologation RVSM" : cf. procédures complémentaires régionales de l'OACI (Doc 7030 PAC).

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 390 MAC du 17 juillet 2001 modifiant l'arrêté n° 987 MAC du 26 novembre 1996 portant attribution d'une subvention au titre de la section générale du F.I.D.E.S., chapitre 68-90, article 10, équipement des communes, à la commune de Papeete, îles du Vent, rénovation de l'éclairage public du cours de l'Union-Sacrée et de la servitude Lagarde.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 72-408 du 7 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 91-900 du 6 septembre 1991 fixant la liste et le classement des investissements du ministère des départements et territoires d'outre-mer dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-758 du 4 août 1992 modifié portant réforme du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer ;

Vu la délégation d'autorisation de programme de 11.000.000 FF (visa n° 2.381 du 10 juin 1996) dont 10.800.000 FF pour l'équipement des communes ;

Vu l'arrêté n° 987 MAC du 26 novembre 1996 portant attribution d'une subvention au titre de la section générale du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.), équipement des communes, commune de Papeete, îles du Vent - rénovation de l'éclairage public du cours de l'Union-Sacrée et de la servitude Lagarde, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu le courrier n° 70 DST/MAR en date du 17 janvier 2000 du maire de la commune de Papeete ;

Vu le courrier n° 480 IDV en date du 6 mars 2000 du chef de la subdivision administrative des îles du Vent favorable au renouvellement de l'arrêté attributif de subvention ;

Considérant les motifs recevables ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'aide financière d'un montant forfaitaire de 165.000 FF (3.000.000 F CFP) accordée à la commune de Papeete par arrêté n° 987 MAC du 26 novembre 1996 est affectée à la rénovation de l'éclairage public du cours de l'Union-Sacrée et de la servitude Lagarde.

Art. 2.— Cette aide revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant des travaux	275.000 FF	5.000.000 F CFP
- taux de la subvention	60 %	
- montant de la subvention	165.000 FF	3.000.000 F CFP

Art. 3.— Dans la limite des crédits disponibles, le versement du concours financier de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- sur présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...), une avance de 30 % ;
- des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation des états de mandatement visés par le receveur municipal. Ces acomptes interviendront dans la limite de 80 % du montant total de la subvention ;

- le solde, soit 20 %, sera versé sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté, visée par le chef de la subdivision administrative des îles du Vent.

Art. 4.— L'article 4 de l'arrêté n° 987 MAC du 26 novembre 1996 relatif à la rénovation de l'éclairage public du cours de l'Union-Sacrée et de la servitude Lagarde est modifié comme suit :

Au lieu de : "Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque";

Lire : "Si à l'expiration d'un délai de trois années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque".

Art. 5.— L'exécution de cette opération se fera dans un délai maximum d'un an à partir de la date de signature de l'avenant.

Art. 6.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

ARRETE n° 1091 IDV du 25 juillet 2001 portant abrogation de l'agrément en date du 18 octobre 1990 de M. Damien Omitai, agent de police dans la commune de Papeete.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des communes de Polynésie française et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu l'arrêté n° 318 DAF/PERS du 20 novembre 2000 par lequel M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française, a donné délégation de signature à M. Marcel Renouf, chef de la subdivision administrative des îles du Vent ;

Vu l'arrêté n° 88-109 du 8 août 1988 portant recrutement de M. Damien Omitai au grade de commis principal stagiaire de 10e classe du cadre des agents du service municipal et affecté à la police municipale ;

Vu l'agrément de M. Damien Omitai en date du 18 octobre 1990 en qualité d'agent de police municipale ;

Vu la décision n° 2001-39 RH du 17 juillet 2001 portant affectation de M. Damien Omitai, agent du cadre municipal, à la direction des services techniques,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément de M. Damien Omitai en date du 18 octobre 1990 en qualité d'agent de police municipale est abrogé.

Art. 2.— MM. le chef de la subdivision des îles du Vent, le maire de la commune de Papeete et le commandant de la brigade de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera remis à M. Damien Omitai.

Fait à Papeete, le 25 juillet 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,*
Marcel RENOUF.

ARRETE n° 418 DRCL du 26 juillet 2001 portant convocation du collège électoral pour l'élection des juges du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 92-1440 du 31 décembre 1992 portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 92-11 du 4 janvier 1992 d'habilitation relative à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'ordonnance n° 92-1150 du 12 octobre 1992 relative à l'organisation judiciaire des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 93-955 du 26 juillet 1993 pris pour l'application de l'ordonnance précitée ;

Vu le décret n° 93-1090 du 15 septembre 1993 fixant le nombre de juges élus des tribunaux mixtes de commerce de Nouméa et Papeete ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le collège électoral du tribunal mixte de commerce de Papeete est convoqué le jeudi 11 octobre 2001 en vue de procéder à l'élection des six juges de ce tribunal.

Art. 2.— Les déclarations de candidatures devront être déposées ou adressées au haut-commissariat de la République, direction de la réglementation et du contrôle de la légalité, rue Jeanne-d'Arc, B.P. 115 Papeete. Elles seront recevables jusqu'au vendredi 21 septembre 2001 à 16 heures au plus tard.

Art. 3.— Le scrutin ne durera qu'un jour. Il sera ouvert le jeudi 11 octobre 2001 de 8 heures à 16 heures. Il se déroulera dans les locaux de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers, rue Cassiau, à Papeete, salle des délibérations, 1er étage.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

ARRETE n° 424 MAC du 26 juillet 2001 accordant une aide financière à la commune de Mahina, au titre des "Travaux divers d'intérêt local", au titre de la réserve parlementaire 2000 pour la réfection de la toiture de la salle omnisports.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi de finances pour 1999 n° 98-1266 du 30 décembre 1998 ;

Vu le décret n° 98-1291 du 30 décembre 1998 portant répartition par chapitre des crédits ouverts au budget du secrétariat d'Etat à l'outre-mer au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital, par la loi de finances pour 1999 ;

Vu l'arrêté n° 1 AAF des affaires financières du secrétariat d'Etat à l'outre-mer du 5 janvier 1999 portant répartition par article des crédits ouverts pour 1999 au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital au secrétariat d'Etat à l'outre-mer par le décret précité ;

Vu la délégation portant ouverture d'une autorisation de programme n° 3319 du 7 février 2001 d'un montant global de 606.000 FF affecté sur le chapitre 67-51, article 10 ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 13-2000 du 28 juin 2000 décidant les travaux de réfection et aménagement de la salle omnisports Te Niu Toa ;

Vu l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal modifiant la délibération n° 13-2000 du 28 juin 2000 ;

Vu le dossier technique du projet établi ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur l'autorisation de programme n° 3319 du 7 février 2001 d'un montant de 606.000 FF (11.024.356 F CFP) sur le chapitre 67-51, article 10, il est alloué à la commune de Mahina une aide financière d'un montant forfaitaire de 606.000 FF (11.024.356 F CFP) pour les travaux de réfection et aménagement de la salle omnisports Te Niu Toa.

Cette aide revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

Montant des travaux :	1.026.996,98 FF	18.683.136 F CFP
Taux de l'aide financière :	59,01 %	
Montant de l'aide :	606.000 FF	11.024.356 F CFP

Art. 3.— Dans la limite des crédits disponibles, le versement du concours financier de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- sur présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...), une avance de 30 % ;
- des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation des états de mandatement visés par le receveur municipal. Ces acomptes interviendront dans la limite de 80 % du montant total de la subvention ;
- le solde, soit 20 %, sera versé sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté visée par le chef de la subdivision administrative des îles du Vent et sur présentation des états de mandatement visés par le receveur municipal.

Art. 4.— Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Art. 5.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juillet 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

ARRETE n° 5-01 MARQ du 30 juillet 2001 annulant l'opération intitulée "Acquisition d'un 3e groupe électrogène pour la vallée de Vaitahu" de la commune de Tahua, OP 00 90 059, dont une subvention a été attribuée par convention de financement au titre du F.I.D.E.S. par l'autorisation de programme n° 3111 du 26 juillet 2000 d'un montant de 16.000.000 FF délégué sur le chapitre 68-90, article 10, du secrétariat d'Etat à l'outre-mer.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 modifiée tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu les lois n° 96-312 et n° 96-313 du 12 avril 1996 relatives au statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la résolution n° 51 du 22 décembre 1977 du comité directeur du F.I.D.E.S. établissant une déconcentration des procédures des subventions aux communes des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 84-411 du 29 mai 1984 portant classement des investissements du ministère de l'intérieur et de la décentralisation dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 86-419 du 12 mars 1986 pris en application de la loi du 20 décembre 1985 susvisée ;

Vu le décret n° 91-900 du 6 septembre 1991 fixant la liste et le classement des investissements du ministère des départements et territoires d'outre-mer dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-758 du 4 août 1992 modifié portant réforme du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer ;

Vu l'autorisation de programme n° 3111 du 26 juillet 2000 d'un montant de 16.000.000 FF délégué sur le chapitre 68-90, article 10, du secrétariat d'Etat à l'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 288 DAF/PERS du 17 octobre 2000 portant délégation de signature au chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Vu la convention de financement engagée sous le numéro d'opération 00 90 059 ;

Considérant que le service de l'électricité de la commune de Tahuata, auquel cette subvention était destinée, est amené à être concédé à une société privée ;

Considérant que cette concession risque de se réaliser par cession à titre gracieux des actifs du service au concessionnaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La participation de l'Etat destinée à financer l'opération "Acquisition d'un 3e groupe électrogène pour la vallée de Vaitahu" pour un montant de 1.581.255 F CFP, soit 86.920,36 FF au titre du F.I.D.E.S., chapitre 68-90, article 10, est annulée.

Il sera donc procédé à un retrait d'engagement de 1.581.255 F CFP, soit 86.920,32 FF.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le chef de la subdivision administrative des îles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire original sera adressé au trésorier-payeur général.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Marquises,*
Marc-Henri BEGUIN.

ARRETE n° 6-01 MARQ du 30 juillet 2001 annulant l'opération intitulée "Acquisition de deux groupes électrogènes pour les vallées de Hapaton et Motopu" de la commune de Tahuata, OP 00 90 060, dont une subvention a été attribuée par convention de financement au titre du F.I.D.E.S. par l'autorisation de programme n° 3111 du 26 juillet 2000 d'un montant de 16.000.000 FF délégué sur le chapitre 68-90, article 10, du secrétariat d'Etat à l'outre-mer.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 modifiée tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu les lois n° 96-312 et n° 96-313 du 12 avril 1996 relatives au statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la résolution n° 51 du 22 décembre 1977 du comité directeur du F.I.D.E.S. établissant une déconcentration des procédures des subventions aux communes des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 84-411 du 29 mai 1984 portant classement des investissements du ministère de l'intérieur et de la décentralisation dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 86-419 du 12 mars 1986 pris en application de la loi du 20 décembre 1985 susvisée ;

Vu le décret n° 91-900 du 6 septembre 1991 fixant la liste et le classement des investissements du ministère des départements et territoires d'outre-mer dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 92-758 du 4 août 1992 modifié portant réforme du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer ;

Vu l'autorisation de programme n° 3111 du 26 juillet 2000 d'un montant de 16.000.000 FF délégué sur le chapitre 68-90, article 10, du secrétariat d'Etat à l'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 288 DAF/PERS du 17 octobre 2000 portant délégation de signature au chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Vu la convention de financement engagée sous le numéro d'opération 00 90 060 ;

Considérant que le service de l'électricité de la commune de Tahuata, auquel cette subvention était destinée, est amené à être concédé à une société privée ;

Considérant que cette concession risque de se réaliser par cession à titre gracieux des actifs du service au concessionnaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La participation de l'Etat destinée à financer l'opération "Acquisition de deux groupes électrogènes pour les vallées de Hapaton et Motopu" pour un montant de 2.135.900 F CFP, soit 117.408,71 FF au titre du F.I.D.E.S., chapitre 68-90, article 10, est annulée.

Il est donc procédé à un retrait d'engagement de 2.135.900 F CFP, soit 117.408,71 FF.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le chef de la subdivision administrative des îles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire original sera adressé au trésorier-payeur général.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2001.

Pour le haut-commissaire,
et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Marquises,*
Marc-Henri BEGUIN.

ARRETE n° 7-01 MARQ du 30 juillet 2001 annulant l'opération intitulée "Réfection de la centrale hydroélectrique de Hanatetena, 2e tranche" de la commune de Tahuata, dont une subvention a été attribuée par convention de financement au titre de la D.G.E. par l'autorisation de programme n° 41 du 7 février 2000 d'un montant de 15.179.710 FF délégué sur le chapitre 67-52, article 20, du ministère de l'intérieur.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 modifiée tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu les lois n° 96-312 et n° 96-313 du 12 avril 1996 relatives au statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1352 du 20 décembre 1985 relative à la dotation globale d'équipement dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 84-411 du 29 mai 1984 portant classement des investissements du ministère de l'intérieur et de la décentralisation dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 86-419 du 12 mars 1986 pris en application de la loi du 20 décembre 1985 susvisée ;

Vu le décret n° 91-900 du 6 septembre 1991 fixant la liste et le classement des investissements du ministère des départements et territoires d'outre-mer dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'autorisation de programme n° 41 du 7 février 2000 d'un montant de 15.179.710 FF délégué sur le chapitre 67-52, article 20, du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté n° 288 DAF/PERS du 17 octobre 2000 portant délégation de signature au chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Vu la convention de financement engagée sous le numéro d'opération 00 90 014 ;

Considérant que le service de l'électricité de la commune de Tahuata, auquel cette subvention était destinée, est amené à être concédé à une société privée ;

Considérant que cette concession risque de se réaliser par cession à titre gracieux des actifs du service au concessionnaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— La participation de l'Etat destinée à financer l'opération "Réfection de la centrale hydroélectrique de Hanatetena, 2e tranche" pour un montant de 5.292.000 F CFP, soit 290.896,99 FF au titre du D.G.E., chapitre 67-52, article 20, est annulée.

Il est donc procédé à un retrait d'engagement de 5.292.000 F CFP, soit 290.896,99 FF.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le chef de la subdivision administrative des îles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire original sera adressé au trésorier-payeur général.

Fait à Papeete, le 30 juillet 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Marquises,*
Marc-Henri BEGUIN.

ARRETE n° 448 CAB du 1er août 2001 portant commissionnement de certains agents de la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétif - aéroport international de Tahiti-Faaa) pour assurer la surveillance des installations de l'aéroport de Tahiti-Faaa.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret du 7 janvier 1966 concédant l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faaa à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétif), notamment en son article 20 du titre IV ;

Vu l'article R 213-7 du code de l'aviation civile ;

Vu les articles 22 à 29 du code de procédure pénale ;

Vu la demande du directeur général de la Sétif,

Arrête :

Article 1er.— MM. Iriti Haumani, Roger Ly Sing Sao, Douglas Pehau, Daniel Tahimanarii, Jacob Taehau, Juliano Teauna, Douglas Teheira, Huhig Tiatia, Léo Tung et Gerald Vaimeho sont commissionnés pour assurer la "police d'exploitation" de la Sétif dans le cadre de l'aéroport international de Tahiti-Faaa, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables en Polynésie française.

Art. 2.— A cet effet, les agents cités ci-dessus prêteront le serment prescrit par la loi devant le tribunal de première instance de Papeete.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de l'aviation civile, le procureur général près la cour d'appel de Papeete sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er août 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 449 MIDCR du 2 août 2001 portant attribution à la Polynésie française d'une subvention pour la réalisation de l'opération "Etudes relatives à la transformation du G.O.D. de Makemo en collège", ministère de l'éducation nationale, chapitre 66-33, article 5 (exercice 2001).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996, portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-1063 du 15 décembre 1982 portant déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-1069 du 15 décembre 1982 fixant la liste et le classement des investissements du ministère de l'éducation dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le contrat de développement 2000-2003 signé entre l'Etat et le territoire le 31 octobre 2000, et notamment son article 5, sous-article 2 ;

Vu la délégation d'autorisation de programme d'un montant de 40.000.000 FF (visa du contrôleur financier n° 21 du 7 février 2001) imputable sur le chapitre 66-33, article 5, du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le dossier technique et financier du projet établi ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Objet et description de l'opération

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation des crédits, d'un montant de 1.374.229,92 FF, soit 209.500 euros (25.000.000 F CFP), affectés à la Polynésie française pour les études relatives à la transformation du G.O.D. de Makemo en collège dans le cadre de la programmation 2001 des constructions scolaires.

Art. 2.— Coût de l'opération

Cette opération est estimée à un montant global H.T.V.A. de 1.374.229,92 FF, soit 209.500 euros (25.000.000 F CFP).

L'utilisation de ces crédits devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier susvisé, transmis pour l'engagement de l'opération.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 6 mois à compter du démarrage de l'opération.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

Etat : 1.374.229,92 FF (209.500 euros) (25.000.000 F CFP)
soit 100 %.

Art. 4.— Montant de la subvention

a) L'Etat s'engage à apporter son concours financier à la Polynésie française pour la réalisation de l'opération décrite à l'article 1er ci-dessus, par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-33, article 5, du ministère de l'éducation nationale.

Son calcul est établi sur les bases suivantes :

Montant de
l'opération H.T.V.A. : 1.374.229,92 FF (209.500 euros) (25.000.000 F CFP)
Taux : 100 %
Montant de la
subvention : 1.374.229,92 FF (209.500 euros) (25.000.000 F CFP)

b) En tout état de cause, il est précisé que cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable :

- dans le cas où le coût effectif de l'opération serait supérieur au coût estimé à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours financier de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant exprimé à l'alinéa a) ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé à l'article 2 ci-dessus, le montant du concours financier de l'Etat sera plafonné à hauteur du coût réel de l'opération exprimé dans l'attestation de fin d'études.

Art. 5.— Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé, le versement du concours financier de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % sera versée sur présentation des justificatifs de démarrage de l'opération (copie de la notification du marché ou lettre de commande) ;
- un acompte pourra être versé à la demande du bénéficiaire, sur présentation des justificatifs financiers de l'état d'avancement de l'opération (états de mandatement visés par le payeur du territoire). Ces acomptes interviendront dans la limite de 80 % du montant total de la subvention ;
- le versement du solde s'effectuera sur justification physique et financière de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celle du dossier technique et financier susvisé (attestation de fin d'études, états de mandatements complémentaires visés par le payeur du territoire).

Art. 6.— Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire sera tenu de :

- réaliser selon les règles de l'art l'opération définie à l'article 1er ci-dessus ;
- ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit de l'Etat (arrêté modificatif) ;
- démarrer cette opération dès signature du présent arrêté ;
- exécuter cette opération dans le délai maximum prévu à l'article 2 ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles.

Art. 7.— Contrôle

En application des dispositions de l'article 22.9, alinéa 2 du chapitre 5 du contrat de développement 2000-2003, les services techniques de l'Etat assureront, sous l'autorité du haut-commissaire de la Polynésie française, le contrôle de l'opération. Il sera justifié, à cette occasion, la réalisation de l'opération et la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par le présent arrêté.

Art. 8.— Conséquences du non-respect des engagements

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle ou non conforme de l'opération dans les délais et conditions prévus, l'Etat se réserve le droit de mettre fin à son aide et d'exiger le

remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Au cas où tout ou partie des sommes versées ne serait pas utilisée ou utilisée à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'Etat exigera le remboursement de tout ou partie des sommes perçues par le bénéficiaire.

Aucun versement ne peut être effectué si le commencement de l'opération subventionnée est intervenu antérieurement à la signature de l'arrêté.

Art. 9.— Durée de l'arrêté et caducité

Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et prendra fin après le versement du solde de l'opération, dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 3 mois après la date d'achèvement prévue à l'article 2, faute de quoi l'arrêté sera considéré comme caduc et seront mises en œuvre les dispositions de l'article 8 du présent arrêté.

Art. 10.— Exécution

Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au trésorier-payeur général et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

ARRETE n° 824 MAC du 6 août 2001 fixant le calendrier de l'élection des présidents de groupements de communes à la commission d'élus relative à la dotation globale d'équipement (2e part) des communes de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires d'outre-mer ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 7 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1352 du 20 décembre 1985 relative à la dotation globale d'équipement ;

Vu le décret n° 86-419 du 12 mars 1986 relatif à la dotation globale d'équipement des communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité de Mayotte, modifié par le décret n° 86-1112 du 15 octobre 1986 ;

Considérant le renouvellement général des conseils municipaux des communes de Polynésie française intervenu les 11 et 18 mars 2001 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le calendrier relatif à l'élection des représentants des présidents de groupements de communes au sein de la commission d'élus de la dotation globale d'équipement (D.G.E.) est fixé comme suit :

La date limite de dépôt des listes de candidatures est fixée au vendredi 10 août 2001 avant 15 heures, délai de rigueur.

Les listes des candidatures doivent être déposées, par lettre, télécopie ou par tout autre moyen rapide d'acheminement, au haut-commissariat, mission d'aide financière et de coopération régionale, mission des affaires communales.

Les candidats éligibles et les électeurs sont les présidents de groupements de communes.

Art. 2.— La date limite d'envoi des bulletins de vote à la mission d'aide financière et de coopération régionale, mission des affaires communales, pour l'élection des représentants des présidents de groupements de communes à ladite commission est fixée au vendredi 14 septembre 2001 avant 12 heures, délai de rigueur.

Les bulletins de vote doivent être adressés par lettre recommandée au haut-commissariat de la République en Polynésie française, mission d'aide financière et de coopération régionale, mission des affaires communales, B.P. 115 - 98713 Papeete.

Art. 3.— La date du dépouillement est fixée au mardi 18 septembre 2001 à 9 heures dans les services du haut-commissariat, mission d'aide financière et de coopération régionale.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de la mission d'aide financière et de coopération régionale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 août 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.*

ARRETE n° 456 CAB/DPC du 7 août 2001 relatif à l'adoption des règles applicables aux sapeurs-pompiers volontaires de Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu le code des communes applicable en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5978 du 29 décembre 1978 portant création de la direction de la protection civile, chargée des services d'incendie et de secours ;

Vu l'arrêté n° 7711 du 20 octobre 1980 portant organisation du service de secours et de lutte contre l'incendie dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 560 DPC du 15 novembre 1999 relatif à l'adoption du règlement de mise en œuvre opérationnelle des moyens des services d'incendie et de secours des îles du Vent ;

Considérant que le concours de sapeurs-pompiers volontaires est nécessaire au service public de secours et de lutte contre l'incendie, considérant qu'il convient dès lors de définir les conditions de service du volontariat dans le corps de sapeurs-pompiers de Polynésie française ;

Considérant la volonté exprimée de personnes souhaitant servir bénévolement par une démarche citoyenne dans les corps de sapeurs-pompiers ;

Vu la consultation des conseils municipaux conformément aux dispositions des articles L 121-26 et L 121-28 du code des communes ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux dispositions générales du règlement de mise en œuvre opérationnelle des moyens des services d'incendie et de secours (R.M.O.), les corps de sapeurs-pompiers de la Polynésie française peuvent comprendre des sapeurs-pompiers volontaires, sur délibération du conseil municipal ou du conseil d'un établissement inter-communal compétent en matière de service d'incendie et de secours.

Les sapeurs-pompiers volontaires sont des citoyens d'une commune qui décident par esprit civique et à titre bénévole de se mettre à disposition de la collectivité pour participer aux interventions des services d'incendie et de secours.

Art. 2.— Pour pouvoir souscrire un engagement de sapeur-pompier volontaire, tout candidat doit :

- être âgé de 18 ans au moins et de 45 ans au plus ;
- être reconnu apte médicalement par un médecin sapeur-pompier (ou un médecin habilité par la direction de la protection civile, sur proposition du médecin-chef) ;

- être de bonne moralité, jouir de ses droits civiques et n'avoir subi aucune condamnation de nature à faire obstacle à la réception de l'engagement dans un corps de troupe ou à entraîner la privation de droit électoral ;
- s'engager à accomplir son activité bénévole avec obéissance, discrétion et responsabilité.

Art. 3.— La fonction de sapeur-pompier volontaire est incompatible avec celle de maire, d'adjoint au maire ou de membre du conseil d'un établissement intercommunal compétent en matière de service d'incendie et de secours.

Art. 4.— Les sapeurs-pompiers volontaires sont recrutés par un acte d'engagement d'une durée de 5 ans selon le modèle joint en annexe et par un arrêté du maire ou du président d'un établissement public intercommunal compétent en matière de service d'incendie et de secours.

La première année du premier engagement constitue une année probatoire permettant la formation initiale du sapeur-pompier volontaire.

Au cours ou au terme de l'année probatoire, l'autorité territoriale compétente peut résilier d'office l'engagement en cas d'insuffisance de l'intéressé sur proposition du chef de corps.

Art. 5.— L'engagement est de tacite reconduction tous les 5 ans.

Art. 6.— Les formations initiales et continues sont obligatoires pour les sapeurs-pompiers volontaires. Le refus de suivre ces formations constitue un motif de résiliation de l'engagement par l'autorité compétente.

Art. 7.— Durant l'année probatoire, le sapeur-pompier volontaire doit acquérir les qualifications permettant de le rendre apte opérationnel.

Cette formation initiale comporte :

- l'attestation de formation aux premiers secours (A.F.P.S.) ;
- le certificat de formation aux premiers secours en équipe (C.F.A.P.S.E.) ;
- les unités de valeur incendie niveau 1 (INC 1) et techniques opérationnelles niveau 1 (TOP 1).

La participation aux missions de secours à personnes ne peut être effective qu'après l'obtention par le sapeur-pompier volontaire de l'A.F.P.S. et du C.F.A.P.S.E. Les autres missions de secours peuvent être accomplies après l'obtention des unités de valeur INC 1 et TOP 1.

Les sapeurs-pompiers permanents, professionnels ainsi que les anciens sapeurs-pompiers volontaires de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, du bataillon des marins pompiers de Marseille et des unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile sont dispensés de formation initiale lorsqu'ils prennent un engagement de sapeur-pompier volontaire et lorsqu'ils sont titulaires des formations requises.

Art. 8.— L'accès à des grades et fonctions supérieurs est possible après l'obtention de nouvelles qualifications agréées délivrées par la direction de la protection civile, conformément au référentiel emploi formation du règlement de mise en œuvre opérationnelle.

Les sapeurs-pompiers volontaires doivent suivre un entraînement mensuel de 4 heures minimum pour permettre le maintien de leurs acquis techniques.

Art. 9.— La commune, l'établissement public ou le syndicat intercommunal a l'obligation vis-à-vis des sapeurs-pompiers volontaires :

- de leur dispenser une formation initiale (A.F.P.S., C.F.A.P.S.E., INC 1 et TOP 1) ;
- de leur fournir les équipements individuels de protection (annexe 1) ;
- de les assurer pour l'ensemble de leurs actions dans le cadre du service de secours et de lutte contre l'incendie ;
- de procéder à la vérification annuelle de leur aptitude physique par un médecin sapeur-pompier ou un médecin agréé par la direction de la protection civile sur proposition du médecin-chef des sapeurs-pompiers ;
- de faire procéder à leur vaccination contre le tétanos et l'hépatite B.

Art. 10.— Les missions de formation, d'interventions et de renfort donnent droit au versement de vacations horaires complémentaires des frais engagés par des sapeurs-pompiers volontaires. Elles ne constituent en aucun cas une rémunération salariale.

Art. 11.— Le montant des vacations horaires versées aux sapeurs-pompiers volontaires est fixé par délibération du conseil municipal ou de l'établissement intercommunal compétent en matière de service d'incendie et de secours.

Ce montant tient compte de la qualification et des responsabilités tenues par le sapeur-pompier volontaire au sein du centre de secours.

Art. 12.— L'engagement de sapeur-pompier volontaire prend fin à la date anniversaire de 55 ans.

Sous réserve de contrôle de l'aptitude opérationnelle prévue à l'article 2, l'âge limite peut être repoussé à cinq reprises d'un an au maximum.

L'engagement d'un sapeur-pompier volontaire peut être prolongé jusqu'à l'âge de soixante ans malgré une inaptitude opérationnelle pour l'exercice des fonctions de conseiller technique auprès du chef de centre.

Art. 13.— L'autorité d'emploi sur proposition du chef de corps peut suspendre à titre conservatoire un sapeur-pompier volontaire auteur d'une faute grave, faisant l'objet de poursuites pénales.

Le chef de corps peut proposer la résiliation de l'acte de volontariat par arrêté motivé du maire ou du président d'établissement public compétent en matière de service d'incendie et de secours.

Art. 14.— MM. le secrétaire général de la Polynésie française, les chefs des subdivisions administratives, le directeur de cabinet, les maires des communes de Polynésie française, le directeur de la protection civile, chargé des services d'incendie et de secours, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 août 2001.
Jean ARIBAUD.

ANNEXE 1

ARMEMENT MINIMAL D'UN CORPS
DE SAPEURS-POMPIERS*Equipements individuels de protection*

Combinaisons ou treillis F 1 de couleur bleue
Tee-shirt ou polo F 1
Casques de type F 2 ou F 1
Bottes ou rangers
Gants de travail
Vestes de protection
Casquettes
Ceinturons
Clés tricoises

Nota :

- Tous ces équipements doivent être conformes aux règles émises par la direction de la défense et de la sécurité civiles du ministère de l'intérieur ;
- Ces équipements sont mis à la disposition des sapeurs-pompiers pour l'accomplissement de leur service et restent propriété de la commune ;
- Ces équipements ne doivent être utilisés que dans le seul cadre des activités du service.

ANNEXE 2

DEMANDE D'ENGAGEMENT
DE SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE

Je, soussigné
(Nom - prénoms)

demande à pouvoir être inscrit comme sapeur-pompier
volontaire au centre de secours de :

.....
(Commune)

J'atteste que je n'ai fait l'objet d'aucune condamnation
pénale ou judiciaire et que je suis de bonne moralité.

Je reconnais que la fonction de sapeur-pompier volontaire
ne me donne aucun droit pour exiger un recrutement de
sapeur-pompier permanent auprès de la commune.

Je reconnais avoir pris connaissance des dispositions de
l'arrêté n° CAB/DPC du

Fait à , le
.....
(Signature)

Par arrêté n° 335 CAB/DPC du haut-commissaire de la
République en Polynésie française en date du 20 juin 2001.—
Sont admis à l'examen du certificat de formation aux
activités de premiers secours en équipe, qui s'est déroulé le
18 juin 2001 au centre de secours de Tumaraa (Raïatea), les
candidats dont les noms suivent :

Mlle Abiven Murielle, M. Hutia Marc, Mme Opura
Elisabeth et Mlle Wong-Foen Caroline Rimoe.

Par arrêté n° 403 MASC du haut-commissaire de la
République en Polynésie française en date du 19 juillet
2001.— La participation de l'Etat d'un montant de
3.717.811,07 FF (67.596.565 F CFP) destinée à financer

l'opération "Mise à niveau des équipements techniques de
l'hôpital de Uturoa", engagée par arrêté n° 805 MASC du
4 novembre 1997 au profit de la Polynésie française au titre
de la section générale du F.I.D.E.S. (chapitre 68-90,
article 10), est soldée à hauteur de 3.110.266,81 FF. Il est
donc procédé à un retrait d'engagement de 607.544,26 FF.

Par décision n° 414 SATP du haut-commissaire de la
République en Polynésie française en date du 25 juillet
2001.— Est constatée l'arrivée à Papeete, le 19 juillet 2001,
de M. Jacques Grassian, commandant de police de la police
nationale, matricule 642.525, 5e échelon, nommé en qualité
de chef du poste de surveillance du territoire en Polynésie
française, à compter du 18 juillet 2001.

Dépense imputable au budget de l'Etat, chapitre 31-41,
article 10, paragraphe 11.

Par arrêté n° 195 DAF/PERS du haut-commissaire de la
République en Polynésie française en date du 31 juillet
2001.— Les candidats dont les noms suivent sont déclarés
définitivement admis aux concours externe et interne pour le
recrutement de dix secrétaires administratifs du corps de
l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre
de l'année 2000 :

1° Concours externe

a) *Liste principale* : 1 - Mme Sylvie Jarles ; 2 - Mlle Sandra
Clark ; 3 - Mme Maud Rouault ; 4 - Mlle Stéphanie Bardon ;
5 - Mlle Marie-Pierre Debbah ; 6 - Mme Herenui Teihotaata.

b) *Liste complémentaire* : 1 - Mlle Anne-Gaël Daniel ;
2 - Mlle Maeva Richard ; 3 - Mlle Sylvie Huynh Van Phuong ;
4 - Mlle Albertine Anuu ; 5 - Marie-Jeanne Cérant-
Jérusalem ; 6 - Mlle Isabelle Tchang.

2° Concours interne

a) *Liste principale* : 1 - M. Benoît Lee Chip Sao ;
2 - M. Glen Tin Hin ; 3 - Mlle Jeannine Levin ; 4 - Mme Léna
Temaui.

b) *Liste complémentaire* : 1 - Mlle Vaiana Souche ;
2 - Mme Marguerite Williamu ; 3 - Mlle Antonina Chong
Hue ; 4 - Mlle Taiana Hervé.

Par arrêté n° 430 CAB/DPC du haut-commissaire de la
République en Polynésie française en date du 31 juillet
2001.— Sont admis à l'examen du certificat de formation aux
activités de premiers secours en équipe, qui s'est déroulé le
5 juin 2001 au centre de secours de Fare (Huahine), les
candidats dont les noms suivent :

MM. Dauphin Faanui, Hiro Noël, Huui Jacques, Mai
Patrick, Maro Jean, Naea Maiti, Paimata Alfred, Pau Steeve,
Raurea Vaiarii, Stergios Matahi, Tahema Hans, Tai Wilfrid,
Taputu Bruno, Temeharo Peni, Tereua Tama, Tufafau
Gérard et Vaiho Lenny.

Par arrêté n° 450 CAB/DPC du haut-commissaire de la
République en Polynésie française en date du 3 août 2001.—
Sont admis à l'examen du certificat de formation aux activi-
tés de premiers secours routiers, qui s'est déroulé le
3 juillet 2001 au centre de secours de Punaauia (Tahiti), les
candidats dont les noms suivent :

M. Fenuaiti César, Mlle Gaudard Françoise, MM. Grand
Rino Haumana, Mu Kwai Chuan Jean-Luc, N'Guyen Cung
Tam Franck, Pahio Heimanu, Piquet Edouard, Salmon Ben,
Mlle Tauhiro Heidi Mihiura, MM. Tearoha Tapoa James,
Teriipaia Mataira Steeve, Tuaiva Frédéric, Tuaiva Tamatoa
Johnny et Vallet Rudy.

Par arrêté n° 451 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 août 2001.— Sont admis à l'examen du certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, qui s'est déroulé le 6 juillet 2001 au centre de secours de Papara (Tahiti), les candidats dont les noms suivent :

MM. Aiamu Pascal, Ariioehau Hans, Gaudot Christophe, Hatitio Pedro, Lee Jérôme, Lesourd Moana, Peretia Matahei, Sanford Carl, Taraihou John, Mlle Teriitaumihau Augustine, Mme Tiapatai Emélie, MM. Tiapatai Milton et Tuhiti Poata.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 41 CAB/B.DEF du 21 janvier 2001 portant institution et composition de la commission contentieuse des soins gratuits de Polynésie française, paru au J.O.P.F. n° 6 du 8 février 2001 à la page 333.

Au paragraphe "PENSIONNES", *au lieu de lire* : "M. Gerd Dhuez, titulaire", *lire* : "M. Gerd Dehez, titulaire".

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 1090 IDV du 4 juillet 2001 déclarant nul de plein droit l'article 2 de la délibération n° 20-2001 du 10 avril 2001 annulant la délibération n° 7-2001 du 21 février 2001 et levant la prescription quadriennale relative aux factures téléphoniques de l'Office des postes et télécommunications, paru au J.O.P.F. n° 29 du 19 juillet 2001 à la page 1782.

Dans le titre, ajouter : "...du conseil municipal de la commune de Pirae" après "la délibération n° 20-2001 du 10 avril 2001" ;

Dans le huitième visa, ajouter : "...du conseil municipal de la commune de Pirae" après "la délibération n° 20-2001 du 10 avril 2001" ;

Dans le dixième avis, ajouter : "du conseil municipal de la commune de Pirae" après "de la délibération n° 7-2001 du 21 février 2001" ;

Dans l'article 1er, ajouter : "...du conseil municipal de la commune de Pirae" après "de la délibération n° 20-2001 du 10 avril 2001".

Le reste sans changement.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2001-95 APF du 2 août 2001 portant approbation du compte financier de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, exercice 1999.

NOR : TFF0001595DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1347 CM du 22 septembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 886-2001 APF/CP du 16 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 85-2001 du 2 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 2 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du budget de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, exercice 1999, est arrêté à la somme de 426.269.063 F CFP (*quatre cent vingt-six millions deux cent soixante-neuf mille soixante-trois francs CFP*), se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement	366.137.629 F CFP
- section d'investissement	<u>60.131.434 F CFP</u>
Total	426.269.063 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du budget de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, exercice 1999, est arrêté à la somme de 422.902.872 F CFP (*quatre cent vingt-deux millions neuf cent deux mille huit cent soixante-deux francs CFP*), se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement	387.320.288 F CFP
- section d'investissement	<u>35.582.584 F CFP</u>
Total	422.902.872 F CFP

Art. 3.— Le résultat du budget de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, pour l'exercice 1999, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	Section II	Total
En recettes	366.137.629	60.131.434	426.269.063
En dépenses	387.320.288	35.582.584	422.902.872
En résultat			
Excédent		24.548.850	3.366.191
Déficit	21.182.659		

Art. 4.— Le résultat de la section de fonctionnement pour l'exercice 1999, soit un déficit de 21.182.659 F CFP, est affecté comme suit :

- compte 119 : Report à nouveau (solde débiteur) 21.182.659 F CFP

Le résultat global, soit un excédent de 3.366.191 F CFP, vient en augmentation du fonds de roulement de l'établissement.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-96 APF du 2 août 2001 portant approbation du compte financier, exercice 1999, du Centre polynésien des sciences humaines.

NOR : SCH0001929DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 1598 CM du 20 novembre 2000 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 886-2001 APF/CP du 16 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 86-2001 du 2 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 2 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du Centre polynésien des sciences humaines pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *deux cent trois millions six cent trente-quatre mille sept cent trente-quatre francs CFP* (203.634.734 F CFP) se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement	197.419.479 F CFP
- section d'investissement	6.215.255 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du Centre polynésien des sciences humaines pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de 227.108.926 F CFP (*deux cent vingt-sept millions cent huit mille neuf cent vingt-six francs CFP*), se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement	205.081.191 F CFP
- section d'investissement	22.027.735 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du Centre polynésien des sciences humaines pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	Section II	Total
Recettes	197.419.479	6.215.255	203.634.734
Dépenses	205.081.191	22.027.735	227.108.926
Total déficitaire	- 7.661.712	- 15.812.480	
Fonds de roulement			- 23.474.192

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-97 APF du 2 août 2001 portant approbation du compte financier du Conservatoire artistique territorial pour l'exercice 1999 et affectant son résultat.

NOR : CAT0100526DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 442 CM du 5 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 886-2001 APF/CP du 16 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 87-2001 du 2 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 2 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du Conservatoire artistique territorial pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *deux cent quarante et un millions sept cent quatre-vingt mille sept cent cinquante-six francs CFP* (241.780.756 F CFP) se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement	237.090.618 F CFP
- section d'investissement	4.690.138 F CFP
<i>Total général</i>	<i>241.780.756 F CFP</i>

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du Conservatoire artistique territorial pour l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *deux cent vingt-quatre millions six cent trente-six mille quatre cent quatre-vingt-onze francs CFP* (224.636.491 F CFP) se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement	211.470.320 F CFP
- section d'investissement	13.166.171 F CFP
<i>Total</i>	<i>224.636.491 F CFP</i>

Art. 3.— Le résultat du compte financier du Conservatoire artistique territorial pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	Section II	Total
Recettes	237.090.618	4.690.138	241.780.756
Dépenses	211.470.320	13.166.171	224.636.491
Résultats	25.620.298	- 8.476.033	17.144.265

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-98 APF du 2 août 2001 portant approbation du compte financier, exercice 1999, du Centre des métier d'art.

NOR : CMA0100731DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 619 CM du 11 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 886-2001 APF/CP du 16 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 88-2001 du 2 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 2 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier du Centre des métiers d'art, pour l'exercice 1999, est arrêté à la somme de *quatre-vingt-cinq millions huit cent trente-huit mille cent vingt-trois francs CFP* (85.838.123 F CFP) se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement 81.587.093 F CFP
- section d'investissement 4.251.030 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier du Centre des métiers d'art, pour l'exercice 1999, est arrêté à la somme de *soixante-quatorze millions six cent quarante-huit mille deux cent quatre-vingt-trois francs CFP* (74.648.283 F CFP) se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement 70.678.169 F CFP
- section d'investissement 3.970.114 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier du Centre des métiers d'art pour l'exercice 1999 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	Section II	Total
En recettes	81.587.093	4.251.030	85.838.123
En dépenses	70.678.169	3.970.114	74.648.283
En résultat			
Excédent	+ 10.908.924	+ 280.916	+ 11.189.840

Art. 4.— Le résultat de la section de fonctionnement pour l'exercice 1999, soit un excédent de 10.908.924 F CFP, est affecté au compte 119 en diminution du report à nouveau débiteur.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-99 APF du 2 août 2001 portant approbation du compte financier de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'exercice 1999.

NOR : ITS0100047DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 110 CM du 22 janvier 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 886-2001 APF/CP du 16 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 89-2001 du 2 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 2 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Institut de la statistique de la Polynésie française, pour l'exercice 1999, est arrêté à la somme de *trois cent quinze millions huit cent soixante-treize mille quatre cent dix francs CFP* (315.873.410 F CFP) se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement 309.966.802 F CFP
- section d'investissement 5.906.608 F CFP
- Total 315.873.410 F CFP

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Institut de la statistique de la Polynésie française, pour l'exercice 1999, est arrêté à la somme de *deux cent soixante-huit millions huit cent soixante-dix-huit mille six cent quatre-vingt-un francs CFP* (268.878.681 F CFP) se décomposant ainsi :

- section de fonctionnement 246.762.748 F CFP
- section d'investissement 22.115.933 F CFP
- Total 268.878.681 F CFP

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Institut de la statistique de la Polynésie française, pour l'exercice 1999, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I	Section II	Total
Recettes	309.966.802	5.906.608	315.873.410
Dépenses	246.762.748	22.115.933	268.878.681
Résultat	+ 63.204.054	+ 16.209.325	+ 46.994.729

Art. 4.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-100 APF du 2 août 2001 portant approbation du compte financier 1999 de l'Ecole de formation et d'apprentissage maritime.

NOR : EFA01000133DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 281 CM du 6 mars 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 886-2001 APF/CP du 16 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 90-2001 du 2 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 2 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Est approuvé le compte financier 1999 de l'Ecole de formation et d'apprentissage maritime.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

DELIBERATION n° 2001-101 APF du 2 août 2001 approuvant le compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1999 de l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Tearama.

NOR : IMED01005720L

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 89-118 AT du 12 octobre 1989 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Institut médico-éducatif Raimanutea-Tiaitau" ;

Vu la délibération n° 2001-94 APF du 12 juillet 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;

Vu l'arrêté n° 466 CM du 9 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 886-2001 APF/CP du 16 juillet 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 91-2001 du 2 août 2001 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 2 août 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 1999 de l'Institut médico-éducatif Raimanutea-Tearama est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes	305.110.298	1.652.815	306.763.113
Dépenses	286.807.529	1.647.027	288.454.556
Résultat de fonctionnement	18.302.769		
Variation du fonds de roulement			18.308.557

Art. 2.— Le résultat de la section de fonctionnement est affecté au compte 110 "Report à nouveau".

Art. 3.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Patricia GRAND.

Le président,
Henri FLOHR.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1017 CM du 3 août 2001 portant nomination de M. Alain Aymard en qualité de délégué à l'environnement.

NOR : ENV0101191AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 juillet 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1040 AT du 30 mai 1985 portant création de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 portant organisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 805 CM du 14 juin 2001 portant nomination de M. Claude Serra en qualité de délégué à l'environnement par intérim ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Alain Aymard est nommé en qualité de délégué à l'environnement à compter du 25 juillet 2001.

Art. 2.— Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent

arrêté qui abroge l'arrêté n° 805 CM du 14 juin 2001 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 août 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du tourisme,
de l'environnement
et de la condition féminine,*
Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 1018 CM du 3 août 2001 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Gérard Sachet pour la réalisation d'un mur de clôture à Pirae.

NOR : SAU0101120AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (Comap) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 01-27 COMAP ;

Vu l'avis du Comap dans sa séance du 20 juin 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue est accordée à M. Gérard Sachet pour la réalisation d'un mur de clôture au droit de la parcelle cadastrée n° 368, section B, sise à Pirae, avenue du Général-de-Gaulle, selon les dispositions du dossier enregistré sous le n° 01-27 COMAP.

Art. 2.— Cette dérogation aux dispositions de l'article 16 H du règlement d'urbanisme autorise l'édification d'un mur en parpaing recouvert avec un enduit tyrolien sur les 2 faces et du lierre du côté de l'avenue, le long de la voie et dans la marge de recul de 5 mètres du côté de la limite est. Cependant, la hauteur du mur sera limitée à deux (2) mètres maximum.

Art. 3.— La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité

dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 3 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,
et de l'humanisation de la ville,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 1019 CM du 3 août 2001 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à la société Ledler Corporation pour la réalisation d'un mur de clôture à Pirae.

NOR : SAU0101148AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (Comap) ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 01-26 COMAP ;

Vu l'avis du Comap dans sa séance du 20 juin 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue est accordée à la société Ledler Corporation pour la réalisation d'un mur de clôture au droit des parcelles cadastrées n° 369 et n° 371, section B, sises à Pirae, avenue du Général-de-Gaulle, selon les dispositions du dossier enregistré sous le n° 01-26 COMAP.

Art. 2.— Cette dérogation aux dispositions de l'article 16 H en zone B' du règlement d'urbanisme autorise l'édification d'un mur en parpaing avec parement de type rocaille côté avenue. Cependant, la hauteur du mur sera limitée à deux (2) mètres maximum.

Art. 3.— La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 5.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 3 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,
et de l'humanisation de la ville,
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 1021 CM du 3 août 2001 portant modification de l'arrêté n° 697 CM du 8 juillet 1996 relatif à la commercialisation du pain en Polynésie française.

NOR : SAE0101216AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 juillet 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 modifiée fixant le régime général relatif au prix des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 modifié fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 697 CM du 8 juillet 1966 relatif à la commercialisation du pain en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er août 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 697 CM du 8 juillet 1996 est ainsi rédigé :

"Sur l'ensemble de la Polynésie française, les prix de vente maximaux de la baguette de pain mesurant entre 50 et 60 centimètres, d'un poids minimal de 250 grammes, sont fixés comme suit :

- prix de gros	40 F CFP
- prix de détail	43 F CFP"

Art. 2.— L'alinéa 2 de l'article 2 de ce même arrêté est ainsi rédigé :

" baguette d'un poids minimal de 300 grammes	60 F CFP
- pain d'un poids minimal de 500 grammes	80 F CFP
- pain d'un poids minimal de 620 grammes	90 F CFP"

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 16 août 2001 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de l'économie
et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 1026 CM du 3 août 2001 fixant le programme, la nature et le coefficient de l'examen du certificat de capacité à la conduite des taxis et des voitures de remise.

NOR : TTT0101213AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 juillet 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant réglementation des activités d'entrepreneurs de taxis, voitures de remise et véhicules de service particularisé ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er août 2001,

Arrête :

Article 1er.— Les épreuves du certificat de capacité à la conduite d'un taxi et d'une voiture de remise dont le programme est fixé en annexe du présent arrêté, comportent deux parties : les épreuves écrites d'admissibilité et l'épreuve orale d'admission.

1° Epreuves écrites

Tronc commun :

- 20 questions en français ou tahitien portant sur le code de la route : 20 points, coefficient 1 ;
- 20 questions en français ou tahitien portant sur les connaissances générales du tourisme en Polynésie française : 20 points, coefficient 1 ;
- 20 questions en français ou tahitien portant sur les connaissances spécifiques de l'île concernée : 20 points, coefficient 2.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une de ces épreuves entraîne l'élimination du candidat.

Option : taxi ou voiture de remise :

- 20 questions en français ou tahitien portant sur les règles applicables à l'activité de conducteur de taxi ou de voiture de remise : 20 points, coefficient 2.

Le candidat peut opter pour les deux options (taxi et voiture de remise). Lors de son inscription, le candidat doit préciser l'option ou les options choisie(s).

La durée de chaque épreuve est de 30 minutes.

Pour les candidats ayant opté pour une option, l'admissibilité est prononcée s'ils ont obtenu un minimum de 60 points sur 120 points.

Pour les candidats ayant opté pour les deux options, l'admissibilité est prononcée s'ils ont obtenu un minimum de 80 points sur 160 points.

2° Epreuve orale : durée 20 minutes (sans préparation)

- un entretien avec le jury portant sur des connaissances générales. Cet entretien comprend notamment une interrogation de calcul mental, une conversation en français, tahitien et anglais et une mise en situation réelle du candidat afin d'évaluer son comportement face au client : 20 points, coefficient 6.

Pour les candidats ayant opté pour une option, l'admission à l'examen s'obtient avec une moyenne générale de 120 sur 240 points.

Pour les candidats ayant opté pour deux options, l'admission à l'examen s'obtient avec une moyenne générale de 140 sur 280 points.

Art. 2.— Les épreuves orales ne pourront se dérouler, pour les candidats admissibles, qu'après un délai minimum de quinze jours après la fin des épreuves écrites.

Art. 3.— Les candidats ayant obtenu des résultats favorables aux épreuves écrites du tronc commun conservent le bénéfice des points obtenus à ces mêmes épreuves en vue de l'obtention du certificat de capacité à la conduite d'un taxi ou d'une voiture de remise, dans un délai de deux ans à compter de la proclamation de ces mêmes résultats.

Art. 4.— Les épreuves écrites sont préparées par :

- le service des transports terrestres pour les épreuves sur le code de la route et sur les règles applicables à l'activité ;
- le service des aménagements et des activités touristiques pour les épreuves sur les connaissances générales du tourisme en Polynésie française et sur les connaissances spécifiques de l'île concernée.

Les services assurent la correction des sujets qu'ils ont rédigés.

La traduction en tahitien des épreuves écrites est assurée par le service de la traduction et de l'interprétariat.

Art. 5.— Le ministre des transports et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports
et de l'énergie,*
Bruno SANDRAS.

ANNEXE

de l'arrêté n° 1026 CM du 3 août 2001

Programme des épreuves du certificat de capacité

1° Programme relatif à l'épreuve sur les règles applicables à l'activité de conducteur de taxi

- *l'exploitation des taxis* : définition, équipements et signes distinctifs, tarification ;
- *les conditions d'exercice* : certificat de capacité, accès à la profession, délivrance de la licence de taxis, exploitation des licences, cessibilité de l'autorisation et des licences, conditions générales ;
- *les conditions d'exécution des prestations* : autorisation de stationnement, prise en charge des clients, interdictions générales, embarquement des bagages, tenue vestimentaire ;
- *la commission consultative paritaire* ;
- *l'attribution des autorisations et des licences* ;
- *la procédure disciplinaire* ;
- *les mesures diverses.*

2° Programme relatif à l'épreuve sur les règles applicables à l'activité de conducteur de voiture de remise

- *l'exploitation des voitures de remise* : définition, équipements et signes distinctifs ;
- *les conditions d'exercice* : certificat de capacité, accès à la profession, délivrance de la licence de voiture de remise, exploitation des licences, cessibilité de l'autorisation et des licences, conditions générales ;
- *les conditions d'exécution des prestations* : prise en charge des clients, interdictions générales ;
- *la commission consultative paritaire* ;
- *l'attribution des autorisations et des licences* ;
- *la procédure disciplinaire* ;
- *les mesures diverses.*

3° Programme relatif à l'épreuve sur les règles du code de la route territorial

Dispositions réglementaires du code de la route territorial portant sur :

- la conduite des véhicules ;
- les règles de priorité ;
- les règles concernant la vitesse ;
- les panneaux de signalisation routière ;
- les aspects administratifs du permis de conduire, notamment l'application des dispositions relatives aux visites médicales ;
- les infractions au code de la route et les sanctions ;

Conduite à tenir en cas d'accident

Connaissance et entretien du véhicule, notamment :

- réglementation sur le contrôle technique des véhicules.

ARRETE n° 1029 CM du 3 août 2001 portant nomination du directeur par intérim de Tahiti Nui Manureva.

NOR : TNM0101237AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 juillet 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-84 APF du 9 juillet 2001 portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Tahiti Nui Manureva" ;

Vu l'arrêté n° 901 CM du 18 juillet 2001 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère administratif dénommé "Tahiti Nui Manureva" ;

Vu l'arrêté n° 887 CM du 16 juillet 2001 portant nomination du directeur de l'établissement public dénommé "Tahiti Nui Manureva" ;

Vu l'autorisation d'absence accordée à Mme Liza Chan ;

Vu les nécessités du service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 août 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Gérard Vanizette est nommé directeur de l'établissement public dénommé "Tahiti Nui Manureva", par intérim, durant les congés de Mme Liza Chan.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 1030 CM du 3 août 2001 portant tarification applicable au navire Tahiti Nui du service du Groupement d'interventions de la Polynésie.

NOR : GIP0101207AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 juillet 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-54 APF du 20 mai 1998 modifiée portant création du service dénommé "Groupement d'interventions de la Polynésie - Te Toa Arai" ;

Vu l'arrêté n° 95 CM du 29 janvier 1996 fixant les tarifs applicables aux prestations consenties par les navires de la flottille administrative de la direction de l'équipement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré le 1er août 2001,

Arrête :

Article 1er.— Les prestations du navire Tahiti Nui dans toute la Polynésie française sont effectuées pour le compte de collectivités publiques et exceptionnellement en cas de défaillance ou d'impossibilité des armateurs pour le compte des particuliers, des associations ou des sociétés privées.

Art. 2.— Location du navire

La location du navire s'étend au départ de Papeete et retour :

a) Tarifs de location avec carburant et huiles, hors T.V.A.

Tahiti Nui

- à la journée de marche de 24 heures : 2.500.000 F CFP ;
- à l'heure de navigation : 127.000 F CFP ;
- à l'heure d'escale : 84.000 F CFP.

Il est précisé en outre que pour toute location d'une durée supérieure à 20 heures, le tarif journalier est appliqué.

Toute fraction d'heure commencée devra être comptée comme pleine. Le temps d'escale à quai ou au mouillage, moteur arrêté, ne sera décompté que s'il représente plus de 20 % de la durée du voyage calculé entre l'heure de départ et l'heure de retour au port d'attache ou lieu de réemploi.

En cas de déroutement du navire vers des destinations imprévues au programme par suite de conditions atmosphériques défavorables ou par suite d'avaries mécaniques ou par décision du Président du gouvernement ou son représentant, les durées de location seront diminuées de la durée du déroutement entre le début du déroutement jusqu'à la reprise de l'itinéraire normal.

Lorsque le temps réel de navigation sera supérieur de plus de 12 heures au temps théorique de voyage calculé avec la vitesse théorique habituelle du navire, la facturation se fera sur la base de la durée théorique majorée de 12 heures.

Lorsque le navire loué n'est pas rempli, le transporteur se réserve la possibilité d'embarquer du fret supplémentaire tarifé suivant les barèmes en vigueur, mais non déduit du prix de l'affrètement.

Dans ce cas, le temps supplémentaire du transport en cas de détour et le temps de chargement et déchargement du fret supplémentaire seront décomptés du temps de location.

b) Tarifs de location sans carburant et huiles, hors T.V.A.

Lorsque l'avitaillement en carburants, lubrifiants et ingrédients nécessaires au voyage est assuré par l'affruteur, les tarifs de location seront de :

Tahiti Nui

- à la journée de marche de 24 heures : 1.300.000 F CFP ;
- à l'heure de navigation : 63.000 F CFP ;
- à l'heure d'escale : 42.000 F CFP.

Art. 3.— Les tarifs fixés à l'article 2 s'appliquent aux transports généraux pour les collectivités publiques.

Les tarifs de location seront majorés de 10 % lorsque les prestations seront effectuées pour le compte de particuliers et sociétés privées.

Ils seront minorés pour les transports concernant les services publics du territoire, des communes ou de l'Etat.

Le taux de réduction sera de 15 % pour les prestations payées sur les budgets d'investissement.

Le taux de réduction sera de 25 % pour les îles de la Société et 35 % pour les autres archipels pour les prestations payées sur les budgets d'entretien, de fonctionnement ou d'études.

Art. 4.— Location aux églises et associations (loi 1901)

Les tarifs de location des navires du Groupement d'interventions de la Polynésie définis à l'article 2 peuvent faire l'objet d'un abattement de 50 % pour les églises ou pour les associations (loi 1901).

Les associations caritatives, culturelles ou sportives désirant bénéficier de ces dispositions, doivent adresser leur demande à M. le Président du gouvernement de la Polynésie française, accompagnée d'un engagement de régler sur leurs fonds propres la quote-part du coût de la location du navire non susceptible d'abattement.

Art. 5.— Cumulativement avec les possibilités de location offertes aux articles 2, 3 et 4, le Groupement d'interventions de la Polynésie peut consentir aux services publics et aux associations des tarifs de groupes pour des passages ponctuels. Ces tarifs sont identiques à ceux pratiqués sur les autres navires du Groupement d'interventions de la Polynésie et les recettes correspondantes sont déduites des sommes facturées à l'affruteur.

Art. 6.— Les recettes directes provenant des cessions seront versées au budget du territoire et prises en compte au chapitre 962 "Secteur équipement", sous-chapitre 02 "Groupement d'interventions de la Polynésie".

Art. 7.— La date d'effet du présent arrêté est fixée au 26 juillet 2001.

Art. 8.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 1038 CM du 6 août 2001 portant nomination de Mme Marie-Paule Tearaitua Varet épouse Morgant en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'artisanat.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— Mme Marie-Paule Tearaitua Varet épouse Morgant est nommée en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de l'artisanat.

Art. 2.— Le présent arrêté prend effet à compter du 18 juillet 2001.

Art. 3.— Le ministre de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :
Pour le ministre de l'artisanat absent :

Le ministre du tourisme,
de l'environnement
et de la condition féminine,
Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 1040 CM du 7 août 2001 fixant les conditions d'indemnisation des rebuts par le service de la perliculture en application de la délibération n° 2001-88 APF du 12 juillet 2001 portant définition des produits tirés de l'activité de la perliculture en Polynésie française et fixation des règles relatives à la classification, à la commercialisation et aux formalités d'exportation de la perle de culture de Tahiti.

NOR : PRL0101138AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 juillet 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-88 APF du 12 juillet 2001 portant définition des produits tirés de l'activité de la perliculture en Polynésie française et fixation des règles relatives à la classification, à la commercialisation et aux formalités d'exportation de la perle de culture de Tahiti ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté fixe les conditions d'indemnisation des rebuts par le service de la perliculture, conformément à l'article 8 de la délibération n° 2001-88 APF du 12 juillet 2001 susvisée.

Art. 2.— Dans le cadre des formalités d'exportation des perles de culture de Tahiti, les producteurs bénéficient d'une indemnité compensatrice de la destruction de leurs rebuts, dans les conditions définies aux articles ci-après.

Art. 3.— Les rebuts sont pesés et conservés dans un ou plusieurs sachets scellés par un agent commissionné du service de la perliculture qui délivre un récépissé contresigné par le producteur. La forme et la teneur de ce récépissé sont définies en annexe 1 du présent arrêté.

Art. 4.— L'indemnité à verser au producteur est calculée sur la base de *cinquante francs pacifiques* le gramme (50 F CFP/g) de rebut, dans la limite de dix pour cent (10 %) du poids net total de perles dites de qualité d'exportation.

Art. 5.— Les producteurs prétendant à une indemnisation doivent justifier être titulaires d'une autorisation d'occuper le domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole et être à jour des redevances domaniales relatives à cette autorisation.

Art. 6.— L'exportateur doit fournir au service de la perliculture la preuve de l'exportation définitive du lot de perles dont les rebuts font l'objet de la demande d'indemnisation.

Art. 7.— Dans le cas d'une exportation temporaire, la limite de dix pour cent (10 %) visée à l'article 4 est appliquée au poids net total de perles exportées définitivement.

Art. 8.— Un arrêté du Président du gouvernement de la Polynésie française, ou d'un ministre habilité à cet effet, fixe le montant de l'indemnité conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 9.— Le ministre de l'économie et des finances, et le ministre chargé de la perliculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 août 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
Le ministre de l'économie
et des finances,
Georges PUCHON.

ANNEXE 1 à l'arrêté n° 1040 CM du 7 août 2001.

RECEPISSE de dépôt de rebuts en vue
de leur indemnisation
N° du

Je soussigné....., agent commissionné du service de la perliculture, atteste avoir reçu en dépôt dans le cadre du certificat de qualité d'exportation de perles de culture de Tahiti n° du grammes de rebuts, conditionnés dans sachets.

Ces rebuts correspondent à un lot de perles présenté au contrôle du service de la perliculture par M....., totalisant un poids de grammes.

L'arrêté d'indemnisation de ces rebuts sera établi conformément aux dispositions de l'arrêté n° 1040 CM du 7 août 2001.

Signature de l'agent

Signature du producteur
(à faire précéder de la mention lu et approuvé)

Par arrêté n° 1020 CM du 3 août 2001.— Sont nommés, pour un mandat de deux ans renouvelable, membres de la commission de contrôle de l'appellation d'origine "Monoï de Tahiti", au titre des professionnels de la filière de production :

- Mme Rosina Haoatai, représentant les producteurs de tiare ;
- M. Tuterapuni Salmon, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Gérard Raoult, représentant les producteurs d'huile de coprah raffinée ;
- M. Didier Chomer, représentant les fabricants de monoï de Tahiti.

Mme Isabelle Vahirua-Lechat, docteur en chimie, chef du laboratoire de chimie des plantes médicinales à l'Institut Louis-Malardé, est nommée, pour un mandat de deux ans renouvelable, membre de la commission de contrôle de l'appellation d'origine "Monoï de Tahiti", en raison de ses compétences scientifiques ou techniques dans le secteur du monoï.

L'arrêté n° 949 CM du 13 juillet 1999 est abrogé.

NOR : AFD0100894AC

Par arrêté n° 1022 CM du 3 août 2001.— La parcelle du délaissé de la route de ceinture sise à hauteur du P.K. 42 à Hitiaa, dans la commune de Hitiaa O Te Ra, au droit du lot 10 du partage de la terre Tehaoa, d'une superficie de 373 mètres carrés, est déclassée.

L'aliénation de cette parcelle déclassée au profit de Mme Ida Taata née Amaru est autorisée.

Le montant de l'aliénation est fixé à *sept cent huit mille sept cents francs CFP* (708.700 F CFP), payable à la caisse du receveur des domaines en cinq (5) annuités du montant de *cent quarante et un mille sept cent quarante francs CFP* (141.740 F CFP) chaque, la première à la signature de l'acte administratif de cession majorée des droits d'enregistrement et de transcription.

La partie atermoyée du prix sera majorée d'un intérêt au taux légal.

NOR : AFD0100895AC

Par arrêté n° 1023 CM du 3 août 2001.— La Polynésie française est autorisée à aliéner la parcelle cadastrée section N, n° 72, sise dans la commune de Pirae, d'une superficie de 408 mètres carrés, au profit de M. Paulin Tamarii.

Le montant de l'aliénation est fixé à *six cent douze mille francs CFP* (612.000 F CFP) payable à la caisse du receveur des domaines.

Les droits d'enregistrement et de transcription de l'acte administratif d'aliénation seront à la charge de M. Paulin Tamarii.

NOR : AFD0100963AC

Par arrêté n° 1024 CM du 3 août 2001.— La Polynésie française est autorisée à aliéner la parcelle cadastrée section N, n° 73, sise dans la commune de Pirae, d'une superficie de 717 mètres carrés, au profit de M. Jean Tamarii.

Le montant de l'aliénation est fixé à *un million soixante-quinze mille cinq cents francs CFP* (1.075.500 F CFP) payable à la caisse du receveur des domaines en deux annuités de *cinq cent trente-sept mille sept cent cinquante francs CFP* (537.750 F CFP) chaque, la première à la signature de l'acte administratif d'aliénation, augmentée des droits d'enregistrement et de transcription.

La partie attermoyée du prix sera majorée d'un intérêt calculé au taux légal.

NOR : AFD01001211AC

Par arrêté n° 1025 CM du 3 août 2001.— La Polynésie française est autorisée à conclure une convention d'occupation temporaire d'un terrain, sis à Paofai, cadastré section AB, parcelle 5, face à la Maison de la culture, d'une superficie de 2.412 mètres carrés, appartenant à la Caisse de prévoyance sociale. (1)

Cette occupation est autorisée gracieusement, pour une durée d'un an à compter de la signature de la convention.

L'occupation est destinée exclusivement à l'usage d'un parking public gratuit.

(1) La convention pourra être consultée à la direction des affaires foncières.

NOR : SDR0101200AC

Par arrêté n° 1027 CM du 3 août 2001.— Le tableau 4, catégorie II : "Produits peu dangereux", de l'arrêté n° 1701 ER du 2 septembre 1980, est complété comme suit :

Nom	Usage principal	Type chimique	DL 50 mg/kg	Observations
- Diféthialone	R		0.56	
- Floccoumafen	R		0.25	

Le tableau 5, catégorie III : "Autres produits", de l'arrêté n° 1701 ER du 2 septembre 1980, est complété comme suit :

Nom	Usage principal	Type chimique	DL 50 mg/kg	Observations, destination, restrictions d'emploi
- Harpin protein			> 5.000	
- Soufre	F.I.		> 3.000	

NOR : CPS0110212AC

Par arrêté n° 1028 CM du 3 août 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-2000 CA.RNS adoptée par le conseil d'administration du régime des non-salariés dans sa séance du 18 août 2000 relative à l'avenant n° 2 à la convention entre le Syndicat des orthophonistes de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale.

NOR : AFD0101197AC

Par arrêté n° 1031 CM du 6 août 2001.— La terre Tearamahipa 19 cadastrée commune de Manihi, section de commune Manihi, section H 4 n° 180 d'une superficie de 1 hectare 6 ares 53 centiares, est affectée au profit de la direction de l'équipement.

Cette affectation est destinée au prolongement de l'aérodrome de Manihi.

Cette construction devra être réalisée dans un délai de trois ans.

NOR : AFD0100899AC

Par arrêté n° 1032 CM du 6 août 2001.— La S.C.I. Fakarava Dream, dans le cadre de l'exploitation de l'hôtel Maitai Dream Fakarava, est autorisée à occuper temporairement un emplacement du domaine public maritime au droit de la terre Tenekega sise à Fakarava (îles des Tuamotu-Gambier), destiné à :

- l'implantation d'un ponton sur pilotis, d'une superficie de 257 mètres carrés, au bout duquel sera réalisé un abri entièrement fait de matériaux locaux ;
- réaliser des travaux de captage d'eau de mer nécessaire au fonctionnement des osmoseurs permettant l'alimentation en eau de l'hôtel.

Et tel que le tout figure sur les vues en plan du ponton et d'assainissement sous les références respectives PC n° 999 B01A et PC n° 999 B07 dressées le 15 décembre 2000 par l'agence Regaud et G. Beauvilain.

La présente autorisation d'occupation est accordée sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° L'emplacement concédé sera affecté à l'implantation d'un ponton sur pilotis. Cet ouvrage doit laisser libre, le passage en bordure de mer et la circulation des pirogues ;
- 2° Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et le ponton pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 3° Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement préalable du conseil des ministres ;
- 4° A l'expiration ou à la réalisation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire enlèvera à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations édifiées sur le domaine public maritime sans aucune indemnité ;
- 5° A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature devront être enlevées par le bénéficiaire à ses frais ;
- 6° Le captage d'eau de l'eau de mer se fera par une crépine située à 2,50 mètres en bout de ponton.

Pour le ponton, l'autorisation est accordée pour une durée de neuf (9) années à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à la somme de cinquante-cinq mille francs pacifiques (55.000 F CFP).

Le concessionnaire doit s'acquitter du paiement de cette redevance pendant toute la durée de l'occupation entre le 1er janvier et le 30 mars de chaque année.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la décision n° 1128 DOM du 28 février 1980.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public.

NOR : DIM0101220AC

Par arrêté n° 1033 CM du 6 août 2001. — Le premier paragraphe de l'article 4 de l'arrêté n° 1176 CM du 31 août 1999 définissant les modalités d'attribution d'une aide à la création ou au développement d'entreprises, est modifié comme suit :

- remplacer les mots : "le ministre chargé de l'économie, président", par : "le ministre chargé des petites et moyennes entreprises, président" ;
- rajouter, entre le premier et le second tiret : "- le ministre chargé du tourisme" ;
- remplacer les mots : "le directeur de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle" par : "le chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles, ou son représentant" ;
- remplacer les mots : "le responsable de la cellule 'code des investissements' de la présidence" par : "le délégué à la promotion des investissements".

NOR : AFD0101219AC

Par arrêté n° 1034 CM du 6 août 2001. — La Polynésie française est autorisée à acquérir les parcelles appartenant

aux époux Rose René et Maeva et constituées de plusieurs terres sises à Teahupoo (commune de Taiarapu-Ouest), telles que dénommées ci-après :

- Faremahora (PV 117) en partie :	8.550 mètres carrés
- Vaitaraa (PV 129) en partie :	107.440 mètres carrés
- Ativanaa (PV 131) :	5.584 mètres carrés
- Parauvera (PV 132) :	11.240 mètres carrés
- Tehoroaio (PV 135) :	11.060 mètres carrés
- Atirua (PV 136) :	16.760 mètres carrés
- Atimaui (PV 137) :	3.920 mètres carrés
- Faaruneneua (PV 138) :	4.584 mètres carrés
- Aoviri (PV 139) :	5.960 mètres carrés
- Atihau (PV 153) :	<u>9.448 mètres carrés</u>
Soit la superficie totale de :	184.546 mètres carrés

Ces parcelles sont destinées à la constitution de réserves foncières en matière d'habitation.

Le montant de l'acquisition est fixé à cent millions de francs pacifiques (100.000.000 F CFP).

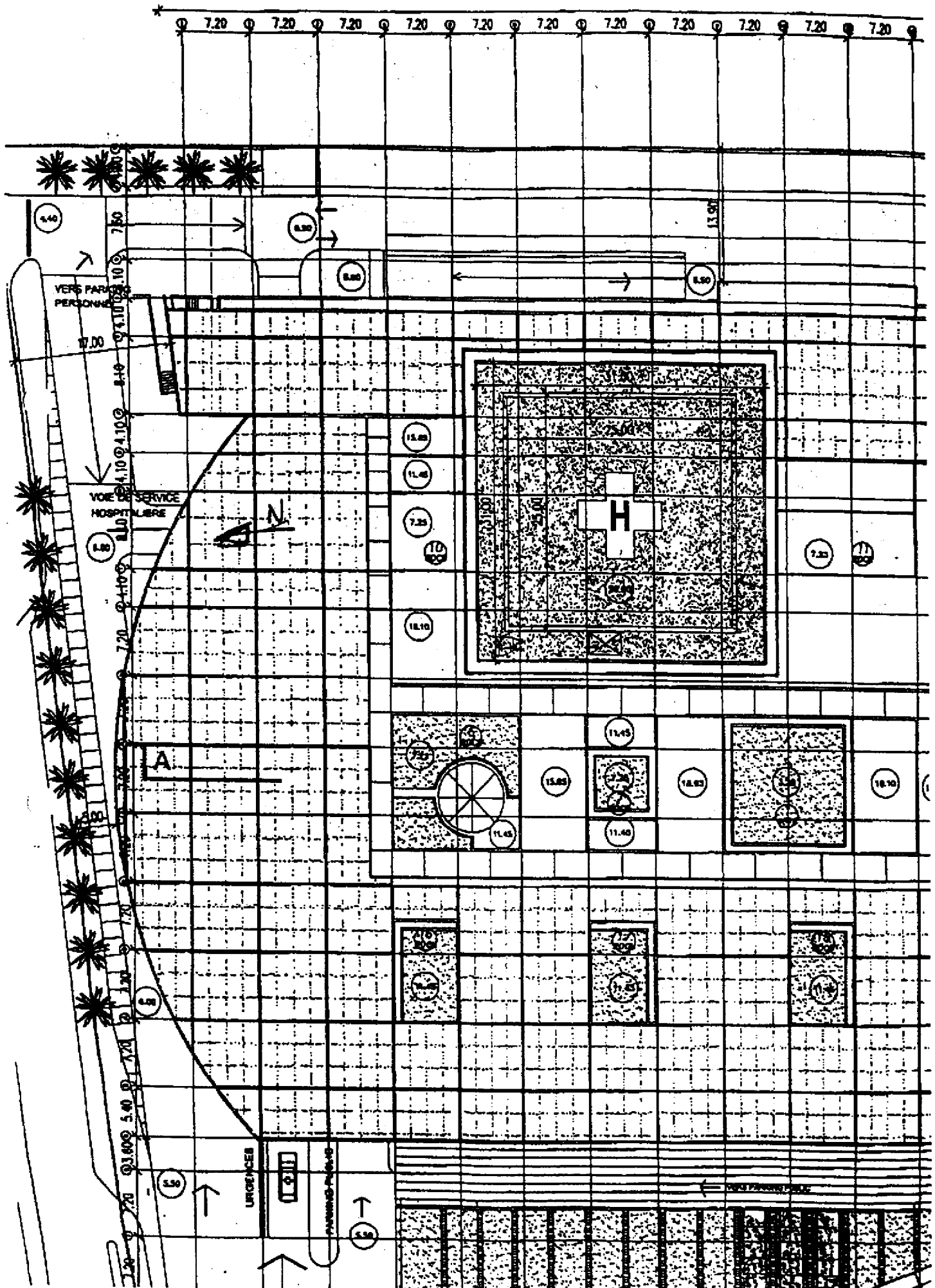
L'acte notarié étant exonéré des droits d'enregistrement et de transcription, les honoraires du notaire sont à la charge de la Polynésie française.

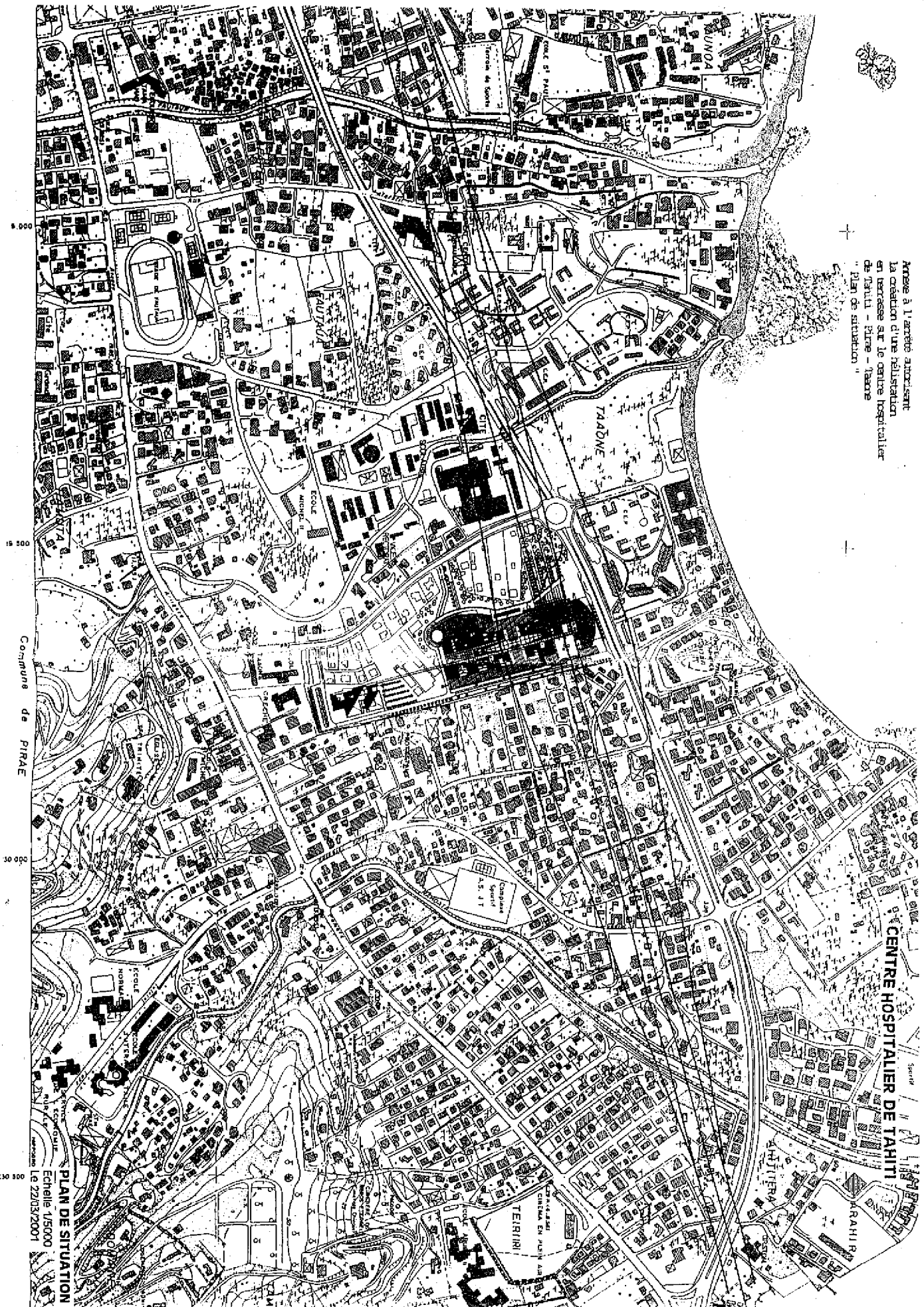
La dépense est imputée au budget de la Polynésie française, chapitre 900, article 210, AP 17-1999, AAP 221-2000.

NOR : TMA0101130AC

Par arrêté n° 1035 CM du 6 août 2001. — La création d'une hélisation en terrasse sur le Centre hospitalier de Tahiti, Taaone, Pirae, est autorisée conformément au plan déposé et présenté ci-annexé (2 annexes : extrait de plan de toiture de terrasse, plan de situation).

L'agrément et les conditions d'exploitation de cette hélisation font l'objet d'une décision séparée.





NOR : AFD0101198AC

Par arrêté n° 1039 CM du 7 août 2001.— Les terres Raautarata, Ahototae et parties des terres Tavana II et Faoo cadastrées commune de Papenoo, section AL n° 105, n° 107, n° 156 et n° 157 d'une superficie respective de 18 ares 42 centiares, 12 ares 48 centiares, 9 ares 69 centiares et 8 ares 32 centiares, sont affectées au profit de Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs.

Telles qu'elles appartiennent à la Polynésie française en vertu d'un acte transcrit à la conservation des hypothèques au volume 1687 n° 12.

Cette affectation est destinée à l'entretien du site de surf de Papenoo et de ses installations.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance du terrain et deviendra propriétaire par accession des constructions y édifiées sans aucune indemnité.

NOR : IME0101184AC

Par arrêté n° 1041 CM du 7 août 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-2001 IME du 3 juillet 2001 adoptant la décision modificative n° 2 du budget de l'Institut médico-éducatif "Raimanutea-Tearama" comme suit :

	Section 1 Fonctionnement	Section 2 Investissement	Total
Recettes	343.097.798	6.222.000	349.319.798
Dépenses	348.943.413	32.662.852	381.606.265
Variation du fonds de roulement			- 32.286.467

NOR : IME0101185AC

Par arrêté n° 1042 CM du 7 août 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 7-2001 IME du 3 juillet 2001 adoptant le compte financier 2000 et affectation du résultat de l'exercice 2000 de l'Institut médico-éducatif "Raimanutea-Tearama" comme suit :

	Section 1 Fonctionnement	Section 2 Investissement	Total
Recettes	313.827.912	1.756.000	315.583.912
Dépenses	309.253.504	19.142.657	328.396.161
Résultat	4.574.408		
Variation du fonds de roulement			- 12.812.249

NOR : IME0101186AC

Par arrêté n° 1043 CM du 7 août 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 9-2001 IME du 3 juillet 2001 relative à la fermeture des locaux actuels de l'établissement dit "Raimanutea" et transfert des sections I.M.E. sur un nouveau site.

NOR : IGA0101226AC

Par arrêté n° 1045 CM du 9 août 2001.— Durant l'absence de M. Jean-Jacques Delarce, M. Gilbert-Louis Lescroel est nommé chef du service de l'inspection générale de l'administration du territoire par intérim, du 13 août 2001 au 14 septembre 2001 inclus.

NOR : TNM0101242AC

Par arrêté n° 1046 CM du 10 août 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-2001 TNM du 10 août 2001 portant modification du budget primitif de Tahiti Nui Manureva pour l'exercice 2001.

NOR : TNM0101243AC

Par arrêté n° 1047 CM du 10 août 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-2001 TNM du 10 août 2001 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de délégation de service public entre la Polynésie française, Tahiti Nui Manureva et Air Tahiti Nui.

NOR : TNM0101244AC

Par arrêté n° 1048 CM du 10 août 2001.— Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention de délégation de service public entre la Polynésie française, Tahiti Nui Manureva et Air Tahiti Nui.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française est habilité à signer l'avenant n° 1 à la convention de délégation de service public.

(1) L'avenant sera publié ultérieurement.

NOR : ADF0101256AC

Par arrêté n° 1049 CM du 10 août 2001.— Est suspendue jusqu'au 31 décembre 2001, à compter de la publication du présent arrêté, la délivrance des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins perlicoles afférentes aux lagons des atolls de Aratika (commune de Fakarava), Ahe et Manihi (commune de Manihi), Mangareva, Aukena, Akamaru, Makaroa, Angakaitai, Taravai, l'îlot corallien de Totegegigie (commune des Gambier), Arutua (commune de Arutua) - partie Est du lagon, notamment dans la zone située entre les îlots (motu) Oehavana et Purahui (aérodrome) telle que présentée dans l'annexe jointe au présent arrêté. (1)

A compter de la date de publication du présent arrêté, les demandes relatives aux autorisations visés ci-dessus sont irrecevables de plein droit, les dossiers ne pouvant plus être enregistrés au service de la perliculture.

(1) L'annexe est à consulter au service de la perliculture.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1860 PR du 3 août 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la solidarité et de la famille.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 juin 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de la solidarité et de la famille ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Patrick Howell, ministre de la santé et de la recherche, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la solidarité et de la famille, pendant l'absence de Mme Pia Faatomo du 13 au 20 août 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 1895 PR du 6 août 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 juin 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 651 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Bruno Sandras, ministre des transports et de l'énergie, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, pendant l'absence de M. Reynald Temarii du 12 au 21 août 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 1916 PR du 6 août 2001 portant désignation des commissaires enquêteurs dans le cadre de l'enquête parcellaire prévue par le code de l'expropriation, concernant l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papeete à Mataiea.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu le code de l'expropriation étendu et adapté dans le territoire de la Polynésie française par la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 et le décret n° 95-323 du 23 mars 1995 et la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 ;

Vu l'arrêté n° 692 CM du 22 septembre 1997 fixant les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs assurant les fonctions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique par les procédures d'enquêtes préalables et parcellaires ;

Vu l'arrêté n° 296 DRCL du 30 mai 2001 fixant pour l'année 2001 la liste des personnes susceptibles d'être désignées pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête prévues à l'article R. 11.5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés dans le cadre de l'enquête publique prévue par le code de l'expropriation, préalable à la déclaration d'utilité publique sur l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papeete à Mataiea :

- *commissaire enquêteur* : M. Ellacott Alvane ;
- *commissaire enquêteur suppléant* : M. Siu Ken Khi dit Bernard.

Art. 2.— L'indemnisation du commissaire enquêteur est fixé à quinze vacations.

Art. 3.— Le ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres et le ministre de l'équipement et des ports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre des affaires foncières,
du domaine, de la valorisation
et de la redistribution des terres,
Gaston TONG SANG.

Le ministre de l'équipement
et des ports,
Jonas TAHUAITU.

ARRETE n° 1922 PR du 6 août 2001 portant enregistrement de déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie dénommée "Pharmacie Royale", sise P.K. 4,900, Arue, Tahiti, exploitée par la Société en nom collectif "Pharmacie Royale" représentée par MM. Alberto Bono et Franck Mulot, pharmaciens cogérants (enregistrement n° 4-2001).

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 2001-31 APF du 15 février 2001 définissant, à titre transitoire, les modalités d'enregistrement des pharmaciens sur une liste administrative annexée au tableau des pharmaciens inscrits à l'ordre des pharmaciens ;

Vu l'arrêté n° 4837 AA du 18 août 1976 autorisant l'ouverture par voie de création d'une officine de pharmacie à Arue, sur une parcelle de terre "Teiriiri" sise au P.K. 3,600, par M. Alberto Bono, pharmacien (licence n° 19) ;

Vu l'arrêté n° 311 AA du 21 novembre 1977 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie à Arue, P.K. 4,900, sur une parcelle de terre dépendant du domaine Pomare appartenant à M. Maury René Octave (licence n° 23) ;

Vu l'arrêté n° 524 AA du 21 juillet 1978 portant récépissé de déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie sise à Arue, P.K. 4,900 (licence n° 10) ;

Vu l'arrêté n° 7161 MSR du 9 décembre 1999 portant enregistrement de déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie, dénommée "Pharmacie Royale", sise P.K. 4,900, Arue, Tahiti, exploitée par la Société en nom collectif "Pharmacie Royale" (enregistrement n° 38) ;

Vu la demande d'enregistrement de déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie dénommée "Pharmacie Royale", sise P.K. 4,900, Arue, Tahiti, exploitée par la Société en nom collectif "Pharmacie Royale" représentée par ses associés cogérants MM. Alberto Bono et Franck Mulot, en date du 27 mars 2001 ;

Vu l'avis du délégué local de l'ordre des pharmaciens du 3 juillet 2001 ;

Sur proposition de la directrice de la santé du 4 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— Sous réserve de la réalisation des conditions posées à l'alinéa suivant, est enregistrée sous le n° 4-2001 la déclaration d'exploitation de MM. Alberto Bono et Franck Mulot en qualité d'associés cogérants de la S.N.C. "Pharmacie Royale", faisant connaître qu'ils exploiteront l'officine de pharmacie dénommée "Pharmacie Royale", sise à Arue, P.K. 4,900, Tahiti, objet de l'enregistrement n° 38.

Préalablement à toute exploitation par la S.N.C. "Pharmacie Royale", les documents suivants devront être transmis, en deux exemplaires, au ministère de la santé et de la recherche (inspection de la pharmacie) :

- cession définitive des parts sociales et justification de la continuité de la personnalité morale de la S.N.C. "Pharmacie Royale" ;
- déclaration de la date effective de début d'exploitation.

Art. 2.— Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la santé
et de la recherche,*
Patrick HOWELL.

ARRETE n° 1957 PR du 7 août 2001 portant modification de l'arrêté n° 332 PR du 22 février 2001 modifié constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et associations représentés au Conseil économique, social et culturel de Polynésie française.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1027 CM du 30 septembre 1991 modifié relatif à la composition du Conseil économique, social et culturel et à la désignation des représentants des groupements professionnels, des organismes et des associations qui le composent ;

Vu l'arrêté n° 332 PR du 22 février 2001 modifié constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et associations représentés au Conseil économique, social et culturel de Polynésie française ;

Vu la lettre n° 274-01 fg/CAPL du président de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagunaire de la Polynésie française en date du 17 juillet 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 332 PR du 22 février 2001 modifié constatant la désignation des représentants des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'artisanat, est ainsi modifié :

Au lieu de : Chambre de l'agriculture et de l'élevage, 2 sièges, représentée par Neti Teaurua (et un siège dont le représentant est en cours de désignation) ;

Lire : Chambre de l'agriculture et de l'élevage, 2 sièges, représentée par Neti Teauoroa et Fernand Ateo.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 août 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :
Le ministre de la jeunesse et des sports,
de l'insertion sociale des jeunes
et de la vie associative,
Reynald TEMARII.

Par arrêté n° 1842 PR du 2 août 2001.— Sont accordées, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 306 CM du 20 mars 1992, les autorisations d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis aux îles Sous-le-Vent et figurant sur le tableau ci-après (en F CFP) :

N° d'ordre	Bénéficiaires	Désignation	Situation	Destination	Redevances annuelles
1	M. Max Brodien (n° exploitant 254)	1 emplacement maritime d'une superficie de 60 mètres carrés	ILE DE RAIATEA <i>Commune de Taputapuatea</i> implanté sur le rocher Paiheuta, face à la baie de Avera Ili	1 maison d'exploitation et de greffage (60 mètres carrés)	12.000
2	M. Bill Jordan (n° exploitant 282)	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1 hectare 0 are 66 centiares	ILE DE TAHAA face à la pointe Ahuarui et au nord-est du motu Tautau à environ 600 mètres dans la baie de Vaoorea à Murifenua	élevage de la nacre et ferme perlière (1 hectare) 1 maison d'exploitation et de greffage (66 mètres carrés)	15.000 13.200

Les maisons d'exploitation et de greffage sont soumises à l'obtention préalable d'un permis de construire délivré par le service de l'urbanisme et les bénéficiaires devront se conformer aux directives dudit service quant aux types de construction qui doivent être de style local et en matériaux naturels.

Par arrêté n° 1843 PR du 2 août 2001.— Est accordée gratuitement, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de Mme Chantal Raita Vahinerii Martin, l'autorisation d'occupation temporaire de cinq emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1.000 mètres carrés, sis à environ 1.300 mètres de la terre "Ofare" à Takaroa, commune de Takaroa, précédemment attribuée à Mme Ida Tama épouse Pavaouau.

L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de 5 stations de collectage de naissains de nacre.

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Takaroa accordée à Mme Ida Tama épouse Pavaouau par arrêté n° 185 CM du 13 février 1992 n'est pas renouvelée.

Par arrêté n° 1844 PR du 2 août 2001.— Le tableau figurant à l'article 1er de l'arrêté n° 837 MLD du 12 mars 2001 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime aux îles Sous-le-Vent est rectifié comme suit en ce qui concerne Mme Pascale Renée Simone Kostecki à Raiatea, commune de Taputapuatea :

Désignation - situation : "1 emplacement maritime de 1 hectare, face à la pointe Maraeroa à environ 1,2 kilomètre du rivage, côté récif" ;

Désignation - redevances annuelles : "élevage de la nacre et la ferme perlière : 15.000 F CFP à compter du 1er septembre 2000 + pénalités de retard".

Par arrêté n° 1845 PR du 2 août 2001.— Est accordé gratuitement, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Jean-Marie Opeti, le renouvellement pour une période de 9 années à compter du 22 novembre 2000 de l'autorisation d'occupation temporaire de 5 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1.000 mètres carrés, sis à Ahe, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de 5 stations de collectage de naissains de nacre de 200 mètres x 1 mètre, soit :

- 2 stations au regard de la terre Kaminihi, à 3 kilomètres du rivage ;
- 1 station au regard du motu Katikatika, à environ 2 kilomètres du rivage ;
- 2 stations au regard du motu Topimarie, à environ 3,100 kilomètres du rivage.

Par arrêté n° 1846 PR du 2 août 2001.— Est accordé, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Bernard Gabriel Félix Henry, le renouvellement pour une période de 9 années à compter du 22 novembre 2000 de l'autorisation d'occupation temporaire de 6 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 2 hectares 10 ares, sis au droit de la terre Tikahera à Ahe, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exercice des activités ci-après :

- l'exploitation de 5 stations de collectage de naissains de nacre de 200 mètres x 1 mètre, à environ 600 mètres (1 station), 800 mètres (2 stations) et 1.000 mètres (2 stations) de ladite terre ;
- l'élevage de la nacre et la ferme perlière (2 hectares), à environ 300 mètres de ladite terre.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la recette-conservation, est fixée à 21.000 F CFP.

Par arrêté n° 1847 PR du 2 août 2001.— Est accordé, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Kelly Christophe Teai Fareata, le renouvellement pour une période de 9 années à compter du 29 avril 2001 de l'autorisation d'occupation temporaire de 6 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1 hectare 10 ares, sis à Arutua, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exercice des activités ci-après :

- l'exploitation de 5 stations de collectage de naissains de nacre de 200 mètres x 1 mètre (1.000 mètres carrés), à environ 1.700 mètres de la terre Tereia ;
- l'élevage de la nacre et la ferme perlière (1 hectare), au regard de la terre Tereia-Mairava à environ 800 mètres.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la recette-conservation, est fixée à 15.000 F CFP.

Par arrêté n° 1848 PR du 2 août 2001.— Est accordé gratuitement, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Julien Teupiko, le renouvellement de

l'autorisation d'occupation temporaire de 5 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1.000 mètres carrés, sis à environ 1.050 mètres au droit de la terre Otekiato à Takaroa, commune de Takaroa.

L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de 5 stations de collectage de naissains de nacre de 200 mètres x 1 mètre.

Par arrêté n° 1849 PR du 2 août 2001.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Marcel Ascension Mauru, l'autorisation d'occupation temporaire de 6 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1 hectare 10 ares, sis à Mangareva, commune des Gambier, précédemment attribuée à son défunt père M. Moïse Mauru.

L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exercice des activités ci-après :

- l'exploitation de 5 stations de collectage de naissains de nacre de 200 mètres x 1 mètre (1.000 mètres carrés), au regard de la pointe Tapaeture ;
- l'élevage de la nacre et la ferme perlière (1 hectare), dans la baie de Akaputu.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la recette-conservation, est fixée à 15.000 F CFP.

Par arrêté n° 1850 PR du 2 août 2001.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. François Teakarotu, l'autorisation d'occupation temporaire de 7 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 4.000 mètres carrés, sis à Atiaoa-Gatawake, commune des Gambier, précédemment attribuée à la Société coopérative Atiaoa.

L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exercice des activités ci-après :

- l'exploitation de 5 stations de collectage de naissains de nacre de 200 mètres x 1 mètre (1.000 mètres carrés), à environ 200 mètres de l'îlot Rumarei, dans la baie de Atiaoa ;
- l'élevage de la nacre (2.000 mètres carrés), à environ 100 mètres de l'îlot Rumare, dans la baie de Atiaoa ;
- la ferme perlière (1.000 mètres carrés), au droit de la terre Temapatea à environ 200 mètres du rivage.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la recette-conservation, est fixée à 50.000 F CFP.

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime accordée par arrêté n° 1091 CM du 7 octobre 1988 à la Société coopérative Atiaoa aux Gambier n'est pas renouvelée.

Par arrêté n° 1851 PR du 2 août 2001.— Sont accordées, aux clauses et conditions du cahier des charges type, les autorisations d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis dans les îles Tuamotu et figurant sur le tableau ci-après (en F CFP) :

N° d'ordre	Bénéficiaires	Désignation	Situation	Destination	Redevances annuelles
			COMMUNE DE ARUTUA 1) à ARUTUA		
1	M. Pou Telavahi Temariki et Mme Thérèse Juliette Bopp Dupont (n° exploitant 213)	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1.000 mètres carrés	à environ 1.320 mètres de la terre Kouma	5 stations de collectage de naissains de nacre (200 mètres x 1 mètre)	Gratis
			2) à APATAKI		
2	Mlle Marie Sylvia Mihiairi Esméralda Tavere (n° exploitant 170)	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1.000 mètres carrés	à environ 7,3 kilomètres du village au nord-est	5 stations de collectage de naissains de nacre (200 mètres x 1 mètre)	Gratis
3	M. Jean-Jacques Tavare (n° exploitant 171)	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1.000 mètres carrés	à environ 7,8 kilomètres du rivage de la terre Farapaati	5 stations de collectage de naissains de nacre (200 mètres x 1 mètre)	Gratis
4	M. Jean-Yves Tavare (n° exploitant 172)	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1.000 mètres carrés	à environ 7,5 kilomètres du rivage de la terre Farapaati	5 stations de collectage de naissains de nacre (200 mètres x 1 mètre)	Gratis
			COMMUNE DE MAKEMO à MAKEMO		
5	M. Théophile Teuira Tagi (n° exploitant 131)	1 emplacement maritime d'une superficie totale de 2 hectares	à environ 1.830 mètres de la terre Terunaga	élevage de la nacre et ferme perlière	21.000 F CFP réduite à 15.000 F CFP les 5 premières années

Par arrêté n° 1852 PR du 2 août 2001.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type, au profit de M. Lee Ré Temahaga, l'autorisation d'occupation temporaire de six emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 3 hectares 10 ares, sis au droit de la terre Tegatega PV n° 55 à Takaroa, commune de Takaroa.

L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour les activités ci-après désignées :

- l'exploitation de 5 stations de collectage de 200 mètres x 1 mètre (1.000 mètres carrés), sis à environ 2.200 mètres du rivage de ladite terre ;
- l'élevage de la nacre et l'exploitation d'une ferme perlière (3 hectares), sis à environ 2.100 mètres du rivage de ladite terre.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la recette-conservation de Papeete, fixée à 31.500 F CFP, est réduite à 15.750 F CFP pendant 4 ans.

Les dispositions de l'arrêté n° 2654 MLD du 15 mai 2000 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis aux Tuamotu sont abrogées en ce qu'elles concernent Mme Maylin Tetuanaterai Ahuroa Temahaga à Takaroa.

Par arrêté n° 1853 PR du 2 août 2001.— Est déconsignée au profit des marins de la Société de navigation des Tuamotu (navire Saint-Xavier-Maris-Stella), dont la liste nominative est ci-annexée, la somme de *deux millions trois cent soixante et un mille cinq cent soixante-six francs pacifiques* (2.361.566 F CFP), assortie de ses intérêts, à la Caisse des dépôts et consignations.

Cette somme sera versée aux marins du navire Saint-Xavier-Maris-Stella selon la répartition figurant sur la liste ci-annexée, assortie des intérêts individuels, calculés au prorata du principal.

Liste nominative des marins du navire Saint-Xavier-Maris-Stella (Société de navigation des Tuamotu)

N°	Nom	Prénom	PY	Date de naissance	Montant à déconsigner C.D.C.
1	Adams	Nestor Charles	5567	13/01/55	177.296
2	Arakino	Tepua Tefanau	5856	10/10/58	37.999
3	Avae	Arietera	3737	25/08/37	128.825
4	Bellais	Meteta	5633	18/04/56	10.060
5	Chaumette	François	6627	27/01/66	18.663
6	Chaumette	Jean	6512	11/08/65	73.780
7	Clark	Taaroa	4647	30/01/46	216
8	Haereraaroa	Gilles	4904	06/07/44	64.349
9	Hauata	Carlos	6912	15/02/69	122.385
10	Huhina	Joseph	5569	12/08/55	4.845
11	Huuti	Arefaia	5955	07/10/59	13.100
12	Ihopu	Léon	5942	08/01/59	1.615
13	Ioane	Tamapaturia	6263	02/11/62	19.739
14	Iputoa	Benoît Mataiti	6419	02/07/64	6.908
15	Keha	Togaterauepa	5666	05/08/56	12.023
16	Luisen	Charles	6911	28/06/69	113.628
17	Maraearo	Paul	6909	01/10/69	78.419
18	Maniteragi	Tauirariki	3556	25/08/35	1.727
19	Mauore	Félix	6908	25/09/69	99.236
20	Moke	Ernest	5545	12/01/55	5.922
21	Nanaia	Casimir	6365	16/11/63	39.658
22	Nanaia	Natanaera	5844	16/12/58	14.715
23	Natua	Peni	4805	30/08/48	5.805
24	Naura	Georges	5607	11/09/56	73.831
25	Naula	Marama	6152	20/07/61	13.279
26	Paerau	Teiva	6236	20/01/62	15.253
27	Poareu	Joseph	5256	20/11/52	11.873
28	Puai	Jean Mahuta	4001	06/01/40	27.737
29	Raioaoa	Auguste	6052	06/05/60	18.124
30	Raioaoa	Romain	6366	05/04/63	1.974
31	Salem	Elias	5031	06/06/50	336.684
32	Salem	Maurice	1910	18/08/19	10.540
33	Salem	Victor	5201	01/01/52	312.014
34	Tahaia	Teahio Eugène	5690	19/09/56	2.333
35	Takamoana	Tahua	5271	27/07/52	15.792
36	Teikitunaupoko	Taniera Daniel Emanuera	5860	28/01/58	26.559
37	Temarono	Fortune	4658	04/06/46	122.385
38	Teniarahi	Claude	5282	15/04/52	53.835
39	Teua	Parepare	3208	14/08/32	151.726
40	Tiapatai	Daniel	6204	04/10/62	14.875
41	Tiare	Jim	6444	16/03/44	7.357
42	Tuaira	Munanui	6058	25/10/60	11.485
43	Vaia	Moeroa	6612	20/09/66	10.049
44	Williams	Damas Tamati	3619	14/12/36	72.948
Total					2.361.566

Par arrêté n° 1854 PR du 2 août 2001.— Est déconsignée au profit des marins de la Société Te Niu O Temehani (navire Temehani 2), dont la liste nominative est ci-annexée, la somme de *quarante-cinq mille cinq cent quarante-trois francs pacifiques* (45.543 F CFP), assortie de ses intérêts, à la Caisse des dépôts et consignations.

Cette somme sera versée aux marins du navire Temehani 2 selon la répartition figurant sur la liste ci-annexée, assortie des intérêts individuels, calculés au prorata du principal.

Le reliquat de 322.111 F CFP et ses intérêts seront reversés au budget du territoire.

Liste nominative des marins du navire Temehani 2 (S.A.R.L. Te Niu O Temehani)

N°	Nom	Prénom	PY	Date de naissance	Montant à déconsigner C.D.C.
1	Aiho	Wilfred	6368	29/12/63	252
2	Alvarez	René	6359	04/02/63	22
3	Aritai	Lysis	4428	30/08/44	3.089
4	Avaeoru	Hauata	5255	26/01/52	222
5	Drayton	Ghislain	5936	25/07/59	3.270
6	Dumas	Christian Tamanui	6110	13/05/61	160
7	Etail	Jeffrey	6220	05/11/62	2.848
8	Fa Shin Chong	Jean-Paul	6910	15/02/69	1.355
9	Fa Shin Chong	Manfred	6712	17/02/67	163
10	Faave	Claude	5676	21/09/56	2.009
11	Foulaux	Antoine	4028	11/08/40	2.893
12	Horoï	Jean Kaoko	6815	02/07/68	18
13	Ioane	Edmond	5348	20/11/53	730
14	Itae	Tanetoo	3325	18/10/33	2.531
15	Leau Kang Mui	Lani	6449	05/02/64	749
16	Ma	Emile	5943	06/12/59	329
17	Mairau	Tuura	5351	03/10/53	18
18	Maitia	Taivarii	3613	28/09/36	921
19	Manate	Tepoe	5572	09/05/55	18
20	Mapuhi	Taputu	6502	03/06/65	87
21	Nanaia	Natanaera	5844	16/12/58	56
22	Natua	Tihoti	4506	21/03/45	17
23	Opuu	Samuel	6350	11/05/63	156
24	Pahio	Joseph	6517	14/07/65	1.994
25	Picard	Louis Edouard	5361	08/06/53	2.533
26	Shan	Assan	5039	20/10/50	79
27	Smith	Williams Maurinui	6506	08/12/65	1.728
28	Stin	Willy	4366	15/09/43	175
29	Tehaurai	Jean-Claude	6426	05/09/64	81
30	Tehio	Bernard	5658	12/01/56	222
31	Teikihuavanaka	Dominique	5543	20/02/55	2.137
32	Teikitunaupoko	Taniera Daniel Emanuera	5860	28/01/58	97
33	Temahuki	Tamakehu	5077	12/03/50	586
34	Tepa	Teri	5719	30/12/57	696
35	Tere	Olivier	6228	01/09/62	79
36	Tetauira	Bernard	5863	13/05/58	4.511
37	Tetauira	Joseph Tote	6229	25/10/62	18
38	Tetuanui	Jean-Paul	6146	15/09/61	18
39	Teuruarui	Paa	3947	08/10/39	2.522
40	Tiapatai	Daniel	6204	04/10/62	146
41	Tiapatai	Gilbert	6803	27/05/68	76
42	Tiareura	Michel	3716	05/09/37	709
43	Timau	Jean Auguste	6711	06/08/67	146
44	Tinorua	Axel	5516	04/01/55	108
45	Titifa	Jean-Paul Tetuanui	4803	10/04/48	9
46	Tupana	Martin	6206	22/11/62	343
47	Ufa	Gilbert	6622	21/09/66	789
48	Vahapata	Young Ping	6233	28/06/62	14
49	Vong	Mario	6227	01/11/62	1.012
50	Vong	Tony	6805	20/06/68	265
51	Wholer	Yannick	6322	02/07/63	2.537
Total					45.543

Par arrêté n° 1855 PR du 2 août 2001.— Est déconsignée au profit des marins de la Société Teremoana (navire Teremoana), dont la liste nominative est ci-annexée, la somme de *six cent soixante-treize mille deux cent quarante-six francs pacifiques* (673.246 F CFP), assortie de ses intérêts, à la Caisse des dépôts et consignations.

Cette somme sera versée aux marins du navire Teremoana selon la répartition figurant sur la liste ci-annexée, assortie des intérêts individuels, calculés au prorata du principal.

Liste nominative des marins du navire Teremoana (S.A.R.L. Teremoana)

N°	Nom	Prénom	PY	Date de naissance	Montant à déconsigner C.D.C.
1	Bruneau	Martin	4908	25/10/49	14.986
2	Calinaud	Paul	6253	22/02/62	19.536
3	le	Yves	5055	19/11/50	4.817
4	Iotua	Tapu	7103	15/01/71	75.199
5	Maamaatuaiahutapu	Teniapuaritahu	4550	23/11/45	34.947
6	Maitano	Denis	4252	16/02/42	183.417
7	Maitano	Willy	6371	28/03/63	67.438
8	Maraearo	Paul	6909	01/10/69	50.847
9	Natua	Karl	6541	10/05/65	18.198
10	Natua	Peni	4805	30/08/48	190.451
11	Tavi	Samuel	4809	03/01/48	10.705
12	Tupana	Martin	6206	22/11/62	2.705
Total					673.246

Par arrêté n° 1856 PR du 2 août 2001.— Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 359 PR du 26 février 2001 portant délivrance des autorisations administratives d'exercer la profession d'entrepreneur de taxis dans les îles Sous-le-Vent sont modifiées comme suit :

Remplacer :

- 003 TRX 01 - Teaniniuraitemoana Marona, né le 2 octobre 1947 à Uturoa ;
- 004 TRX 01 - Tehope Apia, né le 23 septembre 1954 à Papeete.

Par :

- 003 TRX 01 - Teaniniuraitemoana Marona, né le 8 septembre 1927 à Hauino (Tahaa) ;
- 004 TRX 01 - Tehope Apia, né le 17 avril 1928 à Tevaitoa (Raiatea).

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 1857 PR du 2 août 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Pirae pour l'extension de la salle de boxe de la Maison des jeunes et de la culture (M.J.C.) dont le coût est estimé à *quatorze millions cinq cent mille francs pacifiques* (14.500.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 30,34 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quatre millions quatre cent mille francs pacifiques* (4.400.000 F CFP).

L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- 50 %, soit *deux millions deux cent mille francs pacifiques* (2.200.000 F CFP), au démarrage de l'opération ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- *pour l'avance* : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ; tout acte attestant le droit de la commune sur le terrain concerné ; le permis de construire de l'extension ;
- *pour le solde* : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé en original par le trésorier des îles du Vent, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

Si à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'ouvrage subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

La dépense définie ci-dessus est imputable au chapitre 912, opération 27-1997, AAP 103-1998, article 130 du budget du territoire.

Par arrêté n° 1894 PR du 6 août 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Taïarapu-Est pour le renforcement de la conduite d'adduction d'eau de Pueu dont le coût est estimé à *trente-trois millions* (33.000.000) *de francs CFP*.

Le montant de la subvention s'élèvera à 80 % du coût final de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *vingt-six millions quatre cent mille (26.400.000) francs CFP*.

L'échéancier de versement de la subvention sera le suivant :

- 50 %, soit *treize millions deux cent mille (13.200.000) francs CFP* au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *cinq millions deux cent quatre-vingt mille (5.280.000) francs CFP*, sur justification par la commune des dépenses à hauteur respectivement de 13.200.000 F CFP et 21.780.000 F CFP ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Les pièces justificatives à produire par la commune à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ; l'autorisation de travaux sur la voirie territoriale ;
- pour les tranches intermédiaires : un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, des mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- pour le solde : tout acte attestant la fin d'exécution de l'opération ; un relevé, visé par le trésorier des îles du Vent, de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération subventionnée.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'ouvrage subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

Par arrêté n° 1904 PR du 6 août 2001.— Il est accordé à l'Union sportive de l'enseignement du 1er degré (U.S.E.P.), section "Classes de mer - classes vertes", un acompte de *un million deux cent cinquante-sept mille trois cents francs CFP* (1.257.300 F CFP) pour la participation au fonctionnement des classes de mer et classes vertes.

Imputation budgétaire :

Centre de travail : 8110
Chapitre : 943
Sous-chapitre : 94302
Article : 642-20
Code de tiers : 4457

Par arrêté n° 1908 PR du 6 août 2001.— Il est attribué, sur l'île de Hiva Oa, une inscription de services touristiques à M. Tematai Lecordier, né le 1er août 1975 à Papeete.

Cette attribution permet la mise en exploitation de la licence n° 01 C 06 MQ par un véhicule tout-terrain de catégorie C.

Le bénéficiaire de la présente inscription devra exercer son activité dans le respect de la réglementation en vigueur.

Par arrêté n° 1909 PR du 6 août 2001.— Conformément à l'article 13 de l'arrêté n° 1375 CM du 3 octobre 2000 relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement de la commission consultative des aides au développement des activités de la pêche, ainsi qu'aux modalités de leur octroi, les aides individuelles sont octroyées aux personnes suivantes :

Poti marara in board diesel 4.800.000 F CFP

- | | |
|-----------------------|---------------|
| 1) M. Hiro Teato | 800.000 F CFP |
| 2) M. Holman Terai | 800.000 F CFP |
| 3) M. Maffray Gilles | 800.000 F CFP |
| 4) M. Raioaoa Tauaea | 800.000 F CFP |
| 5) M. Taaroa Manuel | 800.000 F CFP |
| 6) M. Teriharoa Tario | 800.000 F CFP |

Matériel de sécurité 480.000 F CFP

Poti marara :

- | | |
|-----------------------|--------------|
| 1) M. Hiro Teato | 80.000 F CFP |
| 2) M. Maffray Gilles | 80.000 F CFP |
| 3) M. Raioaoa Tauaea | 80.000 F CFP |
| 4) M. Taaroa Manuel | 80.000 F CFP |
| 5) M. Taerea Raymond | 80.000 F CFP |
| 6) M. Teriharoa Tario | 80.000 F CFP |

Pêcheurs lagonaires 2.741.036 F CFP

- | | |
|-----------------------------|---------------|
| 1) M. Chin Ernest | 300.000 F CFP |
| 2) M. Hurioire Auguste | 300.000 F CFP |
| 3) M. Lieon Afa | 65.976 F CFP |
| 4) Mme Marahiti Eugénie | 174.924 F CFP |
| 5) M. Marere Thomasi (père) | 176.000 F CFP |
| 6) Mme Pogiti Milada | 180.800 F CFP |
| 7) M. Raapoto Opela | 300.000 F CFP |
| 8) M. Riveta Milton | 300.000 F CFP |
| 9) M. Taiore Moeterauri | 114.956 F CFP |
| 10) M. Teritehau Jean | 259.519 F CFP |
| 11) Mme Teuira Monette | 268.861 F CFP |
| 12) M. Tutavae Bastide | 300.000 F CFP |

Aides exceptionnelles 9.628.483 F CFP

Thoniers 5.979.311 F CFP

- | | |
|---|-----------------|
| 1) M. Butscher Henri - E.U.R.L. "Moorea Tautai" | 4.000.000 F CFP |
| 2) Mlle Lehartel Yvanne - S.N.C. "Ihitua" | 300.000 F CFP |
| 3) M. Pere Richard | 1.050.632 F CFP |
| 4) M. Taaroa Scilly | 628.679 F CFP |

Poti marara 1.770.143 F CFP

- | | |
|---------------------------------|---------------|
| 1) M. Carbayal Tihati | 400.000 F CFP |
| 2) M. Keck Alexandre | 400.000 F CFP |
| 3) M. Lucas Jean-François | 480.000 F CFP |
| 4) M. Mau Jean-Paul | 90.143 F CFP |
| 5) M. Tepahauataipari Robertson | 400.000 F CFP |

Bonitiers 1.879.029 F CFP

- | | |
|-----------------------------|---------------|
| 1) M. Chung Foui-Yi Francis | 700.000 F CFP |
| 2) M. Hung Chan Augustin | 620.279 F CFP |
| 3) Mme Joulain Suzanne | 558.750 F CFP |

Soit un montant total de : 17.649.519 F CFP

Ces aides individuelles donnent lieu à l'établissement d'une convention par bénéficiaire. Elles produisent des effets à la signature de cette convention entre le bénéficiaire et la Polynésie française.

Par arrêté n° 1910 PR du 6 août 2001.— M. Damas Tumg, né le 3 décembre 1972 à Papeete, est nommé clerc assermenté à l'étude de Me Michel Bruno, huissier de justice à Moorea.

Avant d'entrer en fonctions, M. Damas Tumg prêterait serment devant la cour d'appel de Papeete.

Par arrêté n° 1915 PR du 6 août 2001.— Les agents du service du développement rural dont les noms suivent sont habilités et commissionnés aux fins de constater les infractions à la réglementation sur la protection des végétaux en Polynésie française :

- MM. Hunter Yannick, Tau Pierre-Jean, Tehei Ido, Teinauri Tooa et Tuanaa Tu Huri ;
- MM. Aue Edwin, Moke Joseph et Mme Tehaamoana Anne-Marie.

A cet effet, les intéressés prêteront le serment prescrit par la loi.

Par arrêté n° 1923 PR du 6 août 2001.— Sont nommés pour une durée de deux ans, membres avec voix délibérative du conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah, au titre des intérêts professionnels :

- M. Claude Hauata, représentant la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire ;
- M. William Tupaia, représentant la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire ;
- M. Norbert Faarii, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Adrien Natua, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Temariata Tumarae, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Olivier Touboul, représentant les producteurs de monoi ;
- M. Siméon Richmond, représentant les transporteurs de coprah.

L'arrêté n° 1449 CM du 2 novembre 1999 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah est abrogé.

Par arrêté n° 1924 PR du 6 août 2001.— Les agents de la direction de l'équipement dont les noms suivent sont commissionnés aux fins de constater les infractions à la réglementation sur le domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux en Polynésie française :

- M. Chen San Jean-Pierre, agent de 3e catégorie de la C.C. A.N.F.A. ;
- M. Teheiuira Vaiarii, aide technique spécialisé F.P.T. ;
- M. Tefaata Joinville, agent technique principal F.P.T.

A cet effet, les intéressés prêteront le serment prescrit par la loi.

Par arrêté n° 1927 PR du 6 août 2001.— Il est accordé à l'Association du sport scolaire de l'enseignement privé (A.S.S.E.P.) une subvention de 280.000 F CFP (*deux cent quatre-vingt mille francs CFP*) pour la participation aux frais de déplacement des sportifs scolaires.

Imputation budgétaire :

Centre de travail : 8110
Chapitre : 943
Sous-chapitre : 94302
Article : 645-11
Tiers numéro : 4877

Par arrêté n° 1950 PR du 7 août 2001.— L'arrêté n° 1163 PR du 4 août 2000 accordant une indemnité de sujétions spéciales à certains agents de la direction de l'équipement est rapporté.

Par arrêté n° 1955 PR du 7 août 2001.— Il est accordé à Mme Corine Tetard, R.C. 38.141 A, n° Tahiti 572.297, une subvention de *trois millions cinq cent mille francs pacifiques* (3.500.000 F CFP) pour la création d'un hébergement touristique dénommé "Pension La Plage" à Punaauia, île de Tahiti, dans le cadre du dispositif incitatif en faveur des établissements d'hébergements chez l'habitant.

Le bénéficiaire dispose d'une période de douze mois à compter de la notification de la subvention pour réaliser la totalité de l'investissement prévu dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

La dépense est imputable au budget du territoire, sous-chapitre de ventilation 914, opération 315-91, article 130, AAP 211-2000. La totalité de la somme sera versée en une fois, sur le compte ouvert au nom de la "Pension La Plage", de la banque Socrédo.

Par arrêté n° 1956 PR du 7 août 2001.— Il est accordé, à Mme Cécile Ariihohoa épouse David, R.C. 26.437 A, n° Tahiti 384.081, une subvention de *huit cent mille francs pacifiques* (800.000 F CFP) pour la remise à niveau de l'hébergement touristique dénommé "Pension Henri" à Avatoru, Rangiroa, dans le cadre du dispositif incitatif en faveur des établissements d'hébergement chez l'habitant.

Le bénéficiaire dispose d'une période de douze mois à compter de la notification de la subvention pour réaliser la totalité de l'investissement prévu dans le cadre du projet présenté.

A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

La dépense est imputable au budget du territoire, sous-chapitre de ventilation 914, opération 315-91, article 130, AAP 242-1997. La totalité de la somme sera versée en une fois, sur le compte ouvert au nom de la "Pension Henri", de la banque Socrédo.

Par arrêté n° 1966 PR du 9 août 2001.— Les membres de droit et les membres élus constituant le conseil d'administration de l'Institut territorial de la consommation sont les suivants :

Au titre de l'intérêt général

- le ministre chargé de l'Institut territorial de la consommation, *président* ;
- le ministre chargé de la famille ou son représentant, *vice-président* ;
- le chef du service des affaires sociales ou son représentant ;
- le chef du service des affaires économiques ou son représentant ;
- deux conseillers territoriaux désignés par l'assemblée de Polynésie française ou leurs suppléants.

Au titre des intérêts des consommateurs

Conseil des femmes :

- Mme Lichtle Yvette, membre titulaire ;
- Mme Temarohirani Martine, membre suppléante.

Confédération des syndicats des travailleurs de Polynésie/Force ouvrière (C.S.T.P./F.O. Consommateurs) :

- M. Albert Buillard, membre titulaire ;
- M. Louis Maiotui, membre suppléant.

Association de consommateurs "Ite'a" :

- M. Hanny Tehaamatai, membre titulaire ;
- Mme Christiane Tehepuarii, membre suppléante.

Au titre des intérêts professionnels :

Fédération générale du commerce (F.G.C.) :

- Mme Evelyne Lee, membre titulaire ;
- M. Teddy Snogan, membre suppléant.

Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) :

- M. Jean Thion, membre titulaire ;
- Mme Valérie Lou, membre suppléante.

Syndicat des industriels de la Polynésie française (SIPOF) :

- M. Pascal Moux, membre titulaire ;
- M. Jean Galangau, membre suppléant.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE

Par arrêté n° 3049 MTR du 3 août 2001.— Pour la période de janvier à août 2001, le quota de gazole attribué aux différents groupements conventionnés pour le transport public routier régulier de voyageurs de l'île de Tahiti est fixé comme suit :

- G.I.E. Te Anuanua : 13.816 litres ;
- G.I.E. Te Motu Ovini : 8.848 litres ;
- G.I.E. Tefana I Ahurai : 148.292 litres ;
- G.I.E. T.C.P. : 482.286 litres.

Pour chacun des groupements précités, les quotas de gazole entre les différentes unités de transport sont fixés selon les annexes jointes au présent arrêté. (1)

(1) Elles peuvent être consultées au service des transports terrestres.

Par arrêté n° 3059 MTR du 3 août 2001.— Les membres représentant les intérêts professionnels au sein du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire (C.C.N.M.I.), sont les suivants :

Membres représentant la Confédération des armateurs de Polynésie française (C.A.P.) :

- Titulaires :* MM. Rey Ethode, Richmond Siméon et Degage Eugène ;
- Suppléants :* MM. Brotherson Richard, Wong Ernest et Hargous Paul.

Membres représentant les armateurs non syndiqués :

- Titulaires :* Mme Fifi Terou, MM. Jean-Claude Paquier et Peamata Ioane ;
- Suppléants :* MM. Hervé Danton, Roland Paquier et Morton Garbutt.

Membres représentant le Syndicat des navigateurs polynésiens affilié à la confédération syndicale Otahi :

- Titulaires :* Mme Lucie Tiffenat et M. Atitui Manate ;
- Suppléants :* Mme Gwendoline Panai et M. Taputu Mapuhi.

Par arrêté n° 3072 MTR du 7 août 2001.— Les membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission d'examen des tarifs maritimes interinsulaires (C.E.T.M.I.), sont les suivants :

Membres représentant la Confédération des armateurs de Polynésie française (C.A.P.) :

- Titulaires :* MM. Degage Eugène et Richmond Siméon ;
- Suppléants :* MM. Rey Ethode et Hargous Paul.

Membres représentant les armateurs non syndiqués :

- Titulaires :* Mme Fifi Terou et M. Jean-Claude Paquier ;
- Suppléant :* M. Jean-Claude Paquier.

Membres représentant le Syndicat des navigateurs polynésiens affilié à la confédération syndicale Otahi :

- Titulaire :* M. Atitui Manate ;
- Suppléante :* Mme Lucie Tiffenat.

Ces membres sont nommés pour une période de deux ans à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CONDITION FÉMININE**

ARRETE n° 3074 MTE du 7 août 2001 portant délégation de signature à M. Alain Aymard, délégué à l'environnement.

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 646 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine ;

Vu la délibération n° 85-1040 AT du 30 mai 1985 portant création de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 791 CM du 4 août 1986 portant organisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 518 CM du 15 mai 1996 portant réorganisation et attributions de la délégation à l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1017 CM du 3 août 2001 portant nomination M. Alain Aymard en qualité de délégué à l'environnement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Alain Aymard, délégué à l'environnement, à l'effet de signer au nom du ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine, dans la limite de ses attributions, tous actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— M. Alain Aymard est, en particulier, habilité à signer les pièces ci-après :

- 1° En matière d'installations classées pour la protection de l'environnement :
 - a) l'ouverture d'enquêtes publiques de commodo et incommodo ;
 - b) la notification des arrêtés et des refus d'autorisations ;
 - c) la mise en demeure de régularisation de la situation administrative d'une installation classée ou des travaux conformément aux prescriptions contenues dans l'arrêté d'autorisation ;
 - d) la mise en demeure de faire disparaître les dangers et inconvénients générés par une activité non comprise dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- 2° En matière d'études et de gestion de l'environnement :
 - a) le secrétariat de la commission des sites et des monuments naturels ;
 - b) les correspondances relatives à l'aménagement des périmètres protégés et à la gestion du patrimoine naturel ;
- 4° En matière d'information, d'éducation et de formation :
 - a) les avis, explications et notifications établis dans le contexte du contentieux de protection de l'environnement et du constat des infractions ;
 - b) les avis et renseignements liés à l'élaboration des documents de plans de développement de gestion ou d'aménagement ;
- 4° Engagements, certifications de services faits, liquidations, marchés, conventions, lettres de commandes, ainsi que toutes correspondances et pièces justificatives pour les dépenses imputées sur les budgets de fonctionnement et d'investissement du service de la délégation à l'environnement dans la limite de 6.600.000 F CFP ;
- 5° Engagements, certifications du service fait, liquidations ainsi que toutes correspondances et pièces justificatives pour les dépenses imputées sur la section locale du F.I.D.E.S. dans les matières relevant de la compétence de la délégation à l'environnement ;
- 6° Actes individuels concernant les congés de toute nature, certificats de travail et autres attestations prévus par la

réglementation sociale, notation et sanctions disciplinaires (avertissement et blâme) concernant les agents placés sous son autorité.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Aymard, les délégations prévues aux articles précédents sont exercées M. Claude Serra.

Art. 4.— L'arrêté n° 2295 MTE du 19 juin 2001 est abrogé.

Art. 5.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 août 2001.
Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 3086 MTE du 7 août 2001 autorisant la direction de la santé à installer et exploiter un dépôt d'hydrocarbures sis dans l'île de Rapa, îles Australes (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— La direction de la santé est autorisée à installer et à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sis dans l'enceinte du service de l'équipement sur la parcelle de remblai S 5, d'une superficie de 5.062,5 mètres carrés, située sur l'île de Rapa, archipel des îles Australes.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 130, comprend :

- une dalle étanche ;
- des fûts posés sur un lattes en bois ;
- un dépôt de kérosène d'une capacité de 2.400 litres, soit 12 fûts de 200 litres chacun ;
- des sangles pour maintenir les fûts sur leur support ;
- un caniveau ;
- une cuvette de rétention étanche de 2.000 litres ;
- un extincteur NF-MIH à poudre de 9 kilogrammes ;
- un extincteur NF-MIH à poudre sur roues de 50 kilogrammes ;
- une réserve de sable maintenu à l'état meuble ;
- une lance à mousse avec une réserve d'émulseur ;
- une motopompe assurant un débit de 17 litres/seconde ;
- une clôture accordéon de 2,1 mètres de hauteur ;
- des panneaux d'affichage avec la mention "Interdiction de fumer" et les numéros d'urgence.

Art. 3.— L'établissement est implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées.

Dispositions applicables aux dépôts non enterrés

Art. 4.— Une clôture de 2 mètres de hauteur au moins entourera l'aire de stockage. L'accès du dépôt est interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

Cuvette de rétention

Art. 5.— A chaque réservoir ou ensemble de réservoirs, doit être associée une cuvette de rétention étanche dont la capacité est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus.

Dans cette cuvette de rétention, sera aménagé un point bas étanche dans lequel on pompera les eaux recueillies.

Il n'existe aucune canalisation reliant l'intérieur de la cuvette à l'extérieur.

Art. 6.— Les fûts doivent être maintenus solidement de façon à ce qu'ils ne puissent pas se déplacer sous l'effet du vent ou des trépidations.

Protection contre l'incendie

Art. 7.— La protection du dépôt contre l'incendie est assurée :

- soit par deux extincteurs de 9 kilogrammes poudre BC, homologués NF-MIH par réservoir ;
- soit par un extincteur sur roues de 50 kilogrammes poudre BC, homologués NF-MIH, de 1 à 4 réservoirs ;
- par du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites ou égouttures éventuelles ;
- par un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux. Si l'installation de ce poteau d'incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 8.— Le personnel doit être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à cette lutte.

Art. 9.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie au voisinage du stockage, une zone s'étendant sur un rayon de 8 mètres autour de l'installation sera désherbée et entretenue régulièrement.

Protection de l'environnement

Art. 10.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Prescriptions administratives

Art. 11.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Prescriptions générales

Art. 12.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 13.— Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que fuite ou rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 14.— Une consigne écrite doit indiquer les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 15.— En cas d'incendie et pour les communes ou les îles disposant d'un centre des sapeurs-pompiers, ce centre doit être alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique doit être affiché bien en évidence.

Art. 16.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 17.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 7 août 2001.

Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 3087 MTE du 7 août 2001 autorisant la direction de la santé à installer et exploiter un dépôt d'hydrocarbures sis dans l'île de Raivavae, îles Australes (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— La direction de la santé est autorisée à installer et à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sis dans l'enceinte du service de l'équipement située sur l'île de Raivavae, archipel des îles Australes.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 130, comprend :

- une dalle étanche ;
- des fûts posés sur un lattis en bois ;
- un dépôt de kérosène d'une capacité de 2.400 litres, soit 12 fûts de 200 litres chacun ;
- des sangles pour maintenir les fûts sur leur support ;
- un caniveau ;
- une cuvette de rétention étanche de 2.000 litres ;
- un extincteur NF-MIH à poudre de 9 kilogrammes ;
- un extincteur NF-MIH à poudre sur roues de 50 kilogrammes ;
- une réserve de sable maintenu à l'état meuble ;
- une motopompe assurant un débit de 17 litres/seconde ;
- une lance à mousse avec une réserve d'émulseur ;
- une clôture accordéon de 2,1 mètres ;
- des panneaux d'affichage avec la mention "Interdiction de fumer" et les numéros d'urgence.

Art. 3.— L'établissement est implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées.

Dispositions applicables aux dépôts non enterrés

Art. 4.— Une clôture de 2 mètres de hauteur au moins entourera l'aire de stockage. L'accès du dépôt est interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

Cuvette de rétention

Art. 5.— A chaque réservoir ou ensemble de réservoirs, doit être associée une cuvette de rétention étanche dont la capacité est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus.

Dans cette cuvette de rétention, sera aménagé un point bas étanche dans lequel on pompera les eaux recueillies.

Il n'existe aucune canalisation reliant l'intérieur de la cuvette à l'extérieur.

Art. 6.— Les fûts doivent être maintenus solidement de façon à ce qu'ils ne puissent pas se déplacer sous l'effet du vent ou des trépidations.

Protection contre l'incendie

Art. 7.— La protection du dépôt contre l'incendie est assurée :

- soit par deux extincteurs de 9 kilogrammes poudre BC, homologués NF-MIH par réservoir ;
- soit par un extincteur sur roues de 50 kilogrammes poudre BC, homologués NF-MIH, de 1 à 4 réservoirs ;
- par du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites ou égouttures éventuelles ;
- par un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux. Si l'installation de ce poteau d'incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 8.— Le personnel doit être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à cette lutte.

Art. 9.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie au voisinage du stockage, une zone s'étendant sur un rayon de 8 mètres autour de l'installation sera désherbée et entretenue régulièrement.

Protection de l'environnement

Art. 10.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Prescriptions administratives

Art. 11.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Prescriptions générales

Art. 12.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 13.— Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que fuite ou rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 14.— Une consigne écrite doit indiquer les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 15.— En cas d'incendie et pour les communes ou les îles disposant d'un centre des sapeurs-pompiers, ce centre doit être alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique doit être affiché bien en évidence.

Art. 16.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 17.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 7 août 2001.
Nicole BOUTEAU.

Par arrêté n° 1837 PR du 2 août 2001.— Dans le cadre de la sauvegarde *in situ* du Monarque de Tahiti (*Pomarea nigra*), espèce protégée par l'arrêté n° 296 CM du 18 mars 1996, et pour permettre de suivre les évolutions de la population d'oiseaux existante, la Société d'ornithologie de Polynésie Manu est autorisée à capturer les spécimens vivants de cet oiseau sur l'île de Tahiti afin de les baguer puis de les relâcher.

La capture est réalisée par tous les moyens convenables et non dommageables aux oiseaux, sous la responsabilité de Mme Caroline Blanvillain, docteur vétérinaire, chargée du suivi scientifique de cette opération.

Cette autorisation de capture momentanée est accordée pour une durée d'un an.

Les oiseaux capturés sont bagués, puis immédiatement relâchés dans leur milieu naturel.

Un registre de capture et de libération des oiseaux est tenu à jour, une copie de ce registre est transmise régulièrement à la délégation à l'environnement.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 296 CM du 18 mars 1996, les infractions au présent arrêté sont passibles des sanctions prévues au chapitre IV de la délibération n° 95-257 relative à la protection de la nature.

Par arrêté n° 1838 PR du 2 août 2001.— Dans le cadre de la sauvegarde *in situ* du Bécasseau polynésien (*Prosobonia cancellata*) et de la Gallicolombe de la Société (*Gallicolumba erythroptera*), espèces protégées par l'arrêté n° 296 CM du 18 mars 1996, et pour permettre de suivre les évolutions de ces populations d'oiseaux, la Société d'ornithologie de Polynésie Manu est autorisée à capturer des spécimens vivants de ces oiseaux sur les îles du groupe Actéon afin de les baguer puis de les relâcher.

La capture est réalisée par tous les moyens convenables et non dommageables aux oiseaux, sous la responsabilité de Mme Caroline Blanvillain, docteur vétérinaire, chargée du suivi scientifique de cette opération.

Cette autorisation de capture momentanée est accordée pour le deuxième semestre 2001.

Les oiseaux capturés sont bagués, puis immédiatement relâchés dans leur milieu naturel.

Un registre de capture et de libération des oiseaux est tenu à jour, une copie de ce registre est transmise régulièrement à la délégation à l'environnement.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 296 CM du 18 mars 1996, les infractions au présent arrêté sont passibles des sanctions prévues au chapitre IV de la délibération n° 95-257 relative à la protection de la nature.

**MINISTÈRE DE LA PÊCHE, DE L'INDUSTRIE
ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

ARRETE n° 3114 MPI du 8 août 2001 portant délégation de signature du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises.

Le ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 647 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 991 CM du 27 juillet 2001 portant nomination de M. Jean-Claude Bianchi en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Claude Bianchi, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises, dans la limite de ses attributions, toutes correspondances ou notes nécessaires à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

- 1.1 tous actes et correspondances relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- 1.2 les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire pour les chefs de service relevant de l'autorité du ministre, et les ordres de déplacement d'une durée supérieure à six jours pour les agents de ces mêmes services.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Claude Bianchi, directeur de cabinet, pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Claude Bianchi, directeur de cabinet du ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises, les délégations de signature ci-dessus définies sont exercées par M. Denis Grellier, conseiller technique.

Art. 4.— Le ministre de la pêche, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2001.

Nina VERNAUDON.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE**

Par arrêté n° 3116 MAE du 8 août 2001.— En application du quatrième alinéa de l'article 46 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine public du territoire, la cession de 1.320 semences de noix de coco et de 300 plants de "uru" à la commune de Rapa Nui (île de Pâques) dans l'intérêt social, est autorisée à titre gratuit.

Par arrêté n° 3117 MAE du 8 août 2001.— En application du quatrième alinéa de l'article 46 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 portant réglementation en

matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine public du territoire, la cession de 10 plants fruitiers à la paroisse de Papenoo dans l'intérêt social, est autorisée à titre gratuit.

Par arrêté n° 3118 MAE du 8 août 2001.— En application du quatrième alinéa de l'article 46 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine public du territoire, la cession de 15 plants fruitiers au Centre d'éducation de l'ouïe et de la parole dans l'intérêt social, est autorisée à titre gratuit.

Par arrêté n° 3119 MAE du 8 août 2001.— En application du quatrième alinéa de l'article 46 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine public du territoire, la cession de 40 plants fruitiers et à essences forestières à l'association "Te Rani Hei No Maire Nui" de Tautira dans l'intérêt social, est autorisée à titre gratuit.

Par arrêté n° 3120 MAE du 8 août 2001.— En application du quatrième alinéa de l'article 46 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine public du territoire, la cession de 10 plants fruitiers à l'Amicale de l'administration pénitentiaire de Faavae dans l'intérêt social, est autorisée à titre gratuit.

**MINISTRE DU TRAVAIL, DU DIALOGUE SOCIAL,
DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DE LA RENOVATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE**

Par arrêté n° 3060 MTD du 3 août 2001.— L'association Te Niu O Te Huma représentée par sa présidente Mme Louise Montaron, dont le siège est situé à Fare Ute, cours des affaires économiques, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3.000.000 F CFP, composé de 30.000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 17 novembre 2001 dans les locaux de l'association, à Fare Ute.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté à l'aménagement du service de documentation pour personnes handicapées.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 1 A/R PPT/Los Angeles par Air France.....	85.000 F CFP
2e lot : 1 A/R PPT/Auckland par Air Tahiti Nui.....	82.000 F CFP

3e lot : 1 A/R PPT/Auckland par Air Tahiti Nui.....	82.000 F CFP
4e lot : 1 bijou offert par la bijouterie Tamanu.....	16.000 F CFP
5e lot : 1 dîner (buffet) pour 2 personnes au Méridien.....	8.000 F CFP
6e lot : 1 brunch pour 2 personnes au Sheraton.....	7.400 F CFP
7e lot : 1 invitation pour 2 personnes au Beachcomber.....	6.000 F CFP
8e lot : 1 repas du dimanche au Sofitel Maeva Beach.....	5.300 F CFP
9e lot : 1 repas du dimanche au Sofitel Maeva Beach.....	5.300 F CFP
10e lot : 1 sculpture.....	3.000 F CFP
Total des lots.....	300.000 F CFP

**ARRETES DE LA PRESIDENTE
DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

ARRETE n° 87 PR.APF du 6 août 2001 portant délégation de signature à M. Robert Tanseau, 1er vice-président de l'assemblée de la Polynésie française.

La présidente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 30-2001 APF/SG du 17 mai 2001 prenant acte de l'élection des conseillers territoriaux au sein du bureau de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Robert Tanseau, 1er vice-président de l'assemblée de la Polynésie française, pour signer au nom de la présidente de l'assemblée de la Polynésie française pendant la durée de son absence du 7 au 18 août 2001 :

- toutes les correspondances ;
- les bons de commande relatifs à des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- les réquisitions de passage des conseillers territoriaux pour les séances de l'assemblée de la Polynésie française ;
- les mandats.

Art. 2.— Afin d'assurer une parfaite information de la présidente de l'assemblée de la Polynésie française, les actes pour lesquels le vice-président a reçu délégation seront visés au préalable par M. Jean Chevrier, directeur de cabinet de la présidente de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Robert Tanseau, la délégation de signature accordée à l'article 1er ci-dessus sera donnée à Mme Juliette Tahuhuatama, 2e vice-présidente de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 4.— Le 1er vice-président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 août 2001.
Lucette TAERO.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE INTERMINISTERIEL du 4 juillet 2001 portant adaptation de la valeur en euros d'un montant exprimé en francs dans l'arrêté interministériel du 4 août 1993 portant déconcentration en matière d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation dans les territoires d'outre-mer.

Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer,

Vu le règlement n° 1103-97 CE du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement n° 974-98 CE du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement n° 2866-98 CE du Conseil du 31 décembre 1998 concernant le taux de conversion entre l'euro et les monnaies des Etats membres adoptant l'euro ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 août 1993 portant déconcentration en matière d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation dans les territoires d'outre-mer,

Arrêtent :

Article 1er.— Le montant de 100.000,00 F mentionné à l'article 1er de l'arrêté du 4 août 1993 susvisé est remplacé par le montant de 15.000 euros.

Art. 2.— Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur le 1er janvier 2002.

Art. 3.— Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 juillet 2001.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des libertés publiques
et des affaires juridiques,
S. FRATACCI.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Pour le secrétaire d'Etat
et par délégation :
Le directeur des affaires politiques,
administratives et financières
de l'outre-mer,
M. ABADIE.

AVENANT n° 95-01 du 26 juillet 2001 à la convention de financement n° 66-01 du 27 juin 2001 concernant de grosses réparations des sanitaires de l'internat du C.S.P. de Hakahau à Ua Pou.

Entre :

- le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Ua Pou, représentée par son maire M. Joseph Kaiha,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet de l'avenant*

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions des articles 1er et 2 de la convention n° 66-01 du 27 juin 2001 en le fait que l'opération, initialement destinée spécifiquement aux réparations des sanitaires de l'internat du C.S.P. de Hakahau, comprend également le remplacement des chambres froides du C.S.P.

Article 2.— L'article 1er de la convention est modifié ainsi :

Au lieu de : "La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Ua Pou pour faciliter la réalisation d'une première tranche de l'opération intitulée "Grosses réparations des sanitaires de l'internat du C.S.P. de Hakahau" décrite à l'article 2 ci-après."

Lire : "La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Ua Pou pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Grosses réparations des sanitaires de l'internat et remplacement des chambres froides du C.S.P. de Hakahau" décrite à l'article 2 ci-après."

Art. 3.— L'article 2 de la convention est modifié ainsi :

Au lieu de : "L'opération consiste en la restructuration de l'ensemble sanitaire de l'internat du C.S.P. de Hakahau qui est dans un état de vétusté important. Seuls les ouvrages en béton armé sont récupérés, les autres éléments sont démolis et remplacés. Elle se décompose ainsi :

- travaux	24.848.800 F CFP
- étude	1.610.200 F CFP
<i>Total</i>	<i>26.459.000 F CFP</i>

Le coût total de cette opération est estimé à 1.454.429,97 FF, soit 221.726,42 euros ou 26.459.000 F CFP".

Lire : "L'opération consiste en la restructuration de l'ensemble sanitaire de l'internat du C.S.P. de Hakahau qui est dans un état de vétusté important. Seuls les ouvrages en béton armé sont récupérés, les autres éléments sont démolis et remplacés. De plus, les chambres froides du centre scolaire sont remplacées. Elle se décompose ainsi :

- travaux sanitaires	22.145.380 F CFP
- étude sanitaires	1.610.200 F CFP
- chambres froides	2.703.420 F CFP
<i>Total</i>	<i>26.459.000 F CFP</i>

Le coût total de cette opération est estimé à 1.454.429,97 FF, soit 221.726,42 euros ou 26.459.000 F CFP".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

Pour le F.I.P.,
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française*
Christian MASSINON.

*Le maire de la commune
de Ua Pou,*
Joseph KAIHA.

AVENANT n° 1 du 30 juillet 2001 à la convention de financement n° 2 MARQ/FIDES du 12 décembre 2000 concernant le bétonnage de routes dans les vallées Hoata et Meau à Taiohae.

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Nuku Hiva, représentée par son conseiller-maire M. Lucien Kimitete,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet de l'avenant*

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions de l'article 5 de la convention n° 2 MARQ/FIDES du 12 décembre 2000 relatif aux modalités de versement de la subvention, et plus particulièrement l'attestation de réalisation visée par le chef de la subdivision administrative.

Art. 2.— Le dernier alinéa de l'article 5 de la convention susvisée est remplacé par :

"- le solde, d'un minimum de 20 %, sera versé sur justification effective de l'opération, des dépenses effectives et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (attestation de réalisation de l'opération visée par le chef de la subdivision administrative des îles Marquises au vu des pièces justificatives et de la vérification *in situ*)."

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

Pour l'Etat :

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Marquises,*
Marc-Henri BEGUIN.

*Le conseiller-maire de la commune
de Nuku Hiva,*

Pour le maire et par délégation :
Le deuxième adjoint,
Benoît KAUTAI.

AVENANT n° 1 du 30 juillet 2001 à la convention de financement n° 3 MARQ/FIDES du 12 décembre 2000 concernant l'acquisition d'un véhicule de secours aux asphyxiés et aux blessés tout-terrain.

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Nuku Hiva, représentée par son conseiller-maire M. Lucien Kimitete,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet de l'avenant*

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions de l'article 5 de la convention n° 3 MARQ/FIDES du 12 décembre 2000 relatif aux modalités de versement de la subvention, et plus particulièrement l'attestation de réalisation visée par le chef de la subdivision administrative.

Art. 2.— Le dernier alinéa de l'article 5 de la convention susvisée est remplacé par :

"- le solde, d'un minimum de 20 %, sera versé sur justification effective de l'opération, des dépenses effectives et de la

conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (attestation de réalisation de l'opération visée par le chef de la subdivision administrative des îles Marquises au vu des pièces justificatives et de la vérification *in situ*)."

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

Pour l'Etat :

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Marquises,*
Marc-Henri BEGUIN.

*Le conseiller-maire de la commune
de Nuku Hiva,*

Pour le maire et par délégation :

Le deuxième adjoint,
Benoît KAUTAI.

AVENANT n° 1 du 30 juillet 2001 à la convention de financement n° 4 MARQ/FIDES du 12 décembre 2000 concernant la construction d'une salle polyvalente à Aakapa.

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Nuku Hiva, représentée par son conseiller-maire M. Lucien Kimitete,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet de l'avenant*

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions de l'article 5 de la convention n° 4 MARQ/FIDES du 12 décembre 2000 relatif aux modalités de versement de la subvention, et plus particulièrement l'attestation de réalisation visée par le chef de la subdivision administrative.

Art. 2.— Le dernier alinéa de l'article 5 de la convention susvisée est remplacé par :

"- le solde, d'un minimum de 20 %, sera versé sur justification effective de l'opération, des dépenses effectives et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (attestation de réalisation de l'opération visée par le chef de la subdivision administrative des îles Marquises au vu des pièces justificatives et de la vérification *in situ*)."

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

Pour l'Etat :

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Marquises,*
Marc-Henri BEGUIN.

*Le conseiller-maire de la commune
de Nuku Hiva,*

Pour le maire et par délégation :

Le deuxième adjoint,
Benoît KAUTAI.

AVENANT n° 1 du 30 juillet 2001 à la convention de financement n° 5 MARQ/FIDES du 15 décembre 2000 concernant le cimentage des routes du village de Atuona, 2e tranche du lotissement Motutapu.

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Hiva Oa, représentée par son maire M. Guy Rauzy,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet de l'avenant*

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions de l'article 5 de la convention n° 5 MARQ/FIDES du 12 décembre 2000 relatif aux modalités de versement de la subvention, et plus particulièrement l'attestation de réalisation visée par le chef de la subdivision administrative.

Art. 2.— Le dernier alinéa de l'article 5 de la convention susvisée est remplacé par :

"- le solde, d'un minimum de 20 %, sera versé sur justification effective de l'opération, des dépenses effectives et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (attestation de réalisation de l'opération visée par le chef de la subdivision administrative des îles Marquises au vu des pièces justificatives et de la vérification *in situ*)."

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

Pour l'Etat :

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Marquises,*
Marc-Henri BEGUIN.

*Le maire de la commune
de Hiva Oa,*
Guy RAUZY.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 11 juillet 2001 fixant le nombre de places offertes aux concours pour le recrutement d'agents de constatation des douanes du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et de la secrétaire d'Etat au budget en date du 11 juillet 2001, le nombre de places offertes aux concours

(interne et externe) ouverts par un arrêté du 6 avril 2001 pour le recrutement d'agents de constatation des douanes du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est fixé à 8, réparties de la manière suivante :

Concours externe (prévu à l'article 5 [1°] du décret n° 79-88 du 25 janvier 1979 portant statut de ces agents) : 5 places, dont :

Pour la branche "contrôle des opérations commerciales et administration générale" : 2 ;

Pour la branche "surveillance" : 3 ;

Concours interne (prévu à l'article 5 [2°] du même décret) : 3 places, dont :

Pour la branche "contrôle des opérations commerciales et administration générale" : 2 ;

Pour la branche "surveillance" : 1 place.

Nota.— Pour tous renseignements, les candidats peuvent s'adresser au chef du service des douanes et droits indirects de la Polynésie française à Papeete, Motu Uta, B.P. 9006, 98601 Tahiti.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 11 juillet 2001 fixant le nombre de places offertes au concours interne pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et de la secrétaire d'Etat au budget en date du 11 juillet 2001, le nombre de places offertes au concours interne ouvert par un arrêté du 6 avril 2001 pour le recrutement de contrôleurs des douanes et droits indirects du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est fixé à 1.

Concours interne (prévu à l'article 8 [2°] du décret n° 95-330 du 10 avril 1995) : 1 place dans la branche "surveillance".

Nota.— Pour tous renseignements, les candidats peuvent s'adresser au chef du service des douanes et droits indirects de la Polynésie française à Papeete, Motu Uta, B.P. 9006, 98601 Tahiti.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 20 juillet 2001 autorisant au titre de l'année 2001 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'infirmière en chef et d'infirmier en chef des services médicaux des administrations de l'Etat pour la Polynésie française (femmes et hommes).

Par arrêté de la ministre de l'emploi et de la solidarité et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat en date du 20 juillet 2001, est autorisée au titre de l'année 2001 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'infirmière en chef et d'infirmier en chef des services médicaux des administrations de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femmes et hommes).

Le nombre total des places offertes à l'examen professionnel est fixé à 6, uniquement pour la Polynésie française.

La date d'ouverture des concours et la date limite de dépôt des candidatures, la liste des candidats admis à concourir et la composition du jury feront l'objet d'arrêtés du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Nota.— Pour tous renseignements et inscription, les candidats doivent s'adresser au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

CONVENTION de financement n° 1-01 MARQ du 19 juin 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par l'administrateur des îles Marquises délégué par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Fatu Hiva, représentée par son maire M. Marcel Bouyer,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Fatu Hiva pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Bétonnage de la route principale de Hanavave", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste à bétonner la partie encore non revêtue de la route principale de Hanavave. Cette section sera revêtue sur 4 mètres de largeur, 15 centimètres d'épaisseur et 500 mètres de longueur. Le coût total a été estimé à 15.000.000 F CFP, soit 824.537,95 FF.

Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune "fonds propres" 20 %	3.000.000 F CFP, soit 164.907,59 FF
- Etat 40 %	6.000.000 F CFP, soit 329.815,18 FF
- Territoire 40 %	<u>6.000.000 F CFP, soit 329.815,18 FF</u>
- Coût total 100 %	15.000.000 F CFP, soit 824.537,95 FF

CONVENTION de financement n° 69-01 du 28 juin 2001.

Entre :

- D'une part, l'Etat, intervenant au titre de la dotation globale d'équipement des communes (D.G.E.) et d'autre part, le Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P., tous les deux représentés par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du comité de gestion du F.I.P., M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Uturoa, représentée par son maire M. Philippe Brotherson,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

A - Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat et le F.I.P. apportent leur soutien financier à la commune de Uturoa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un lot d'habillement", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition d'équipements lourds d'habillement pour la lutte contre l'incendie comprenant notamment des vestes, des pantalons et des gants, dont le coût est estimé à 54.969,20 FF, soit 1.000.000 F CFP.

Art. 3.— Financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- F.I.P. "secours-incendie" dotation 2000, 50 % 27.484,60 FF, soit 500.000 F CFP
- Etat D.G.E. programme 2000, 25 % 13.742,30 FF, soit 250.000 F CFP
- Fonds propres communaux 25 % 13.742,30 FF, soit 250.000 F CFP

CONVENTION de financement n° 58-01 IDV du 26 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Arue, représentée par son maire M. Boris Léontieff,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Arue pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Aménagement des accès et stationnement autour des écoles Arue 1", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation de travaux de réfection de voirie, trottoirs et d'assainissement de manière à sécuriser le déplacement des enfants et améliorer la circulation des véhicules des usagers des écoles, dont le coût total est estimé à 2.198.767,86 FF (soit 40.000.000 F CFP ou 335.200 euros).

Art. 3.— Plan de financement

- Etat (30 %) 659.630,36 FF 12.000.000 F CFP 100.560 euros
- Commune (70 %) 1.539.137,50 FF 28.000.000 F CFP 234.640 euros

CONVENTION de financement n° 59-01 IDV du 26 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Arue, représentée par son maire M. Boris Léontieff,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Arue pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Aménagement du carrefour des écoles Erima", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation de travaux tendant à l'amélioration de la circulation des piétons (trottoirs) et des véhicules (stationnements, arrêt truck), ainsi que la sécurisation du secteur par la construction de clôtures, dont le coût total est estimé à 1.099.383,93 FF (soit 20.000.000 F CFP ou 167.600 euros).

Art. 3.— Plan de financement

- Etat (60 %) 659.630,36 FF 12.000.000 F CFP 100.560 euros
- Commune (40 %) 439.753,57 FF 8.000.000 F CFP 67.040 euros

CONVENTION de financement n° 60-01 IDV du 26 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Arue, représentée par son maire M. Boris Léontieff,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien

financier à la commune de Arue pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Couverture du plateau sportif de l'école Arue 1", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation de la couverture d'une aire de 510 mètres carrés qui abritera un terrain de basket ; les travaux comprennent également l'aménagement des sols et l'assainissement, dont le coût total est estimé à 2.088.829,47 FF (soit 38.000.000 F CFP ou 318.440 euros).

Art. 3.— Plan de financement

- Etat (60 %)	1.253.297,68 FF	22.800.000 F CFP	191.064 euros
- Commune (40 %)	835.531,79 FF	15.200.000 F CFP	127.376 euros

CONVENTION de financement n° 61-01 IDV du 26 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Te U'i Rau, représentée par son président M. Lorenzo Zoccastello,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Te U'i Rau pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Formations au permis de conduire", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'action

L'action consiste à permettre à 7 personnes d'obtenir le permis de conduire. Les intéressés sont soit moniteurs d'ateliers mis en place par l'association, soit des jeunes adultes en voie d'insertion et suivis par l'association.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 24.049,02 FF (soit 437.500 F CFP ou 3.666,25 euros).

Art. 3.— Plan de financement

- Ass. Te U'i Rau	1.923,92 FF	35.000 F CFP	293,30 euros
- Part. des bénéficiaires	2.885,88 FF	52.500 F CFP	439,95 euros
- Etat (80 %)	19.239,22 FF	350.000 F CFP	2.933 euros

CONVENTION de financement n° 62-01 IDV du 26 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Ecole de voile de Arue, représentée par son président M. Jean-François Dilhan,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Ecole de voile de Arue pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Saga Painapo 2001", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la mise en place de stages de voile dans l'île de Moorea dans le but de promouvoir la voile sous toutes ses formes, associée à des activités à caractère social et d'éveil en faveur de jeunes issus de milieux défavorisés pour un coût prévisionnel et global de 1.822.655,59 FF (33.157.763 F CFP ou 277.862,05 euros) dont 283.518,09 FF (5.157.763 F CFP ou 43.222,05 euros) concernent l'acquisition d'un bateau de sécurité et de son équipement, d'un moteur de 50 CV, de matériel VHF de sécurité, de matériel informatique et d'un véhicule de liaison.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Ass. Ecole de voile de Arue	96.622,82 FF	1.757.763 F CFP	14.730,05 euros
- Caisse de prévoyance sociale	109.938,39 FF	2.000.000 F CFP	16.760 euros
- Territoire	511.213,53 FF	9.300.000 F CFP	77.934 euros
(Service des affaires sociales - Service de la jeunesse et des sports - Fonds d'entraide aux îles)			
- Commune de Arue	10.993,84 FF	200.000 F CFP	1.676 euros
- Commune de Mahina	10.993,84 FF	200.000 F CFP	1.676 euros
- Autres	835.531,79 FF	15.200.000 F CFP	127.376 euros
- Etat (Fides, invest.)	164.907,59 FF	3.000.000 F CFP	25.140 euros
- Etat (F.I.V., foncl.)	82.453,79 FF	1.500.000 F CFP	12.570 euros

CONVENTION de financement n° 63-01 IDV du 26 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association de jeunesse de Pirae Uta, représentée par son président M. Edmond Vaki,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien

financier à l'association de jeunesse de Pirae Uta pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Construction et équipement d'une maison de quartier", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste d'une part en la construction d'une maison de quartier comprenant une salle d'activité, un bureau et deux vestiaires et, d'autre part, en l'acquisition d'équipements sportifs, de matériels de couture et de mobiliers de bureau.

Le coût total est estimé à 404.548,22 FF, soit 7.359.544 F CFP ou 61.672,98 euros.

La base de calcul de la subvention est fixée à 347.160,38 FF, soit 6.315.544 F CFP ou 52.924,26 euros. (Coût total estimé sans les frais d'aménagement du site réalisés en régie par la commune de Pirae).

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Fonds propres de l'ass.	6.766,71 FF	123.100 F CFP	1.031,57 euros
- Territoire	179.291 FF	3.097.935 F CFP	25.960,70 euros
(Ministère de la solidarité et de la famille/Ministère de la jeunesse et des sports)			
- Etat (49 %)	170.102,67 FF	3.094.509 F CFP	25.931,99 euros

CONVENTION de financement n° 64-01 IDV du 26 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'association Te U'i Rau, représentée par son président M. Lorenzo Zoccastello,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'association Te U'i Rau pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Insertion par l'économie de publics en difficulté", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition d'outils de jardinage afin de proposer une activité socio-économique au public visé par l'entretien des espaces verts. L'opération consiste également en l'acquisition de matériels informatiques pour les besoins de l'association, dont le coût total est estimé à 107.472,42 FF, soit 1.955.139 F CFP ou 16.384,06 euros.

Art. 3.— Plan de financement

- Association	42.988,99 FF	782.056 F CFP	6.553,62 euros
- Etat (60 %)	64.483,43 FF	1.173.083 F CFP	9.830,44 euros

CONVENTION de financement n° 93-01 IDV du 26 juillet 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Papeete, représentée par son maire M. Michel Buillard,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Papeete pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Acquisition de matériels de lutte contre les risques chimiques", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de matériels destinés à lutter contre les risques chimiques : scaphandre, barrages flottants, coussin obturateur, conduite d'air comprimé, etc., dont le coût total est estimé à 274.845,98 FF, soit 5.000.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (100 %)	274.845,98 FF	5.000.000 F CFP
------------------	---------------	-----------------

CONVENTION de financement n° 96-01 IDV du 26 juillet 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Moorea, représentée par son maire M. Teriitepaitua Maihi,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Moorea pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Simulation de facture du service de l'eau potable", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à constituer le fichier d'abonné et établir 3 facturations fictives avant la mise en place d'une tarification définitive, dont le coût total est estimé à 467.238,17 FF, soit 8.500.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

• F.I.P. (80 %)	373.790,54 FF	6.800.000 F CFP
• Commune (20 %)	93.447,63 FF	1.700.000 F CFP

CONVENTION de financement n° 98-01 du 26 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat et le F.I.P., représentés par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Nukutavake, représentée par son maire M. André Teariki,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales**Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat et le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) apportent leur soutien financier à la commune de Nukutavake pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Eau potable, programme citerne 1999-2000", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'équipement des maisons d'habitation de la commune de Nukutavake en systèmes individuels de recueil et de stockage des eaux pluviales, dont le coût global est estimé à 717.757,59 FF, soit 13.057.451 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

• Fonds propres, 10 %	71.775,75 FF, soit 1.305.745 F CFP
• Particuliers, 10 %	71.775,75 FF, soit 1.305.745 F CFP
• Territoire, 20 %	143.551,51 FF, soit 2.611.490 F CFP
• Etat, 25,49 %	182.957,83 FF, soit 3.328.370 F CFP
• F.I.P., 34,51 %	247.696,75 FF, soit 4.506.101 F CFP

**CONVENTION de financement n° 99-01 IDV
du 27 juillet 2001.**

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Anaa, représentée par son maire M. Michel Teata,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales**Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Anaa pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Réfection des toitures de l'école primaire de Anaa", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à réaliser, à l'école primaire de Anaa, les travaux de réfection des toitures de l'ensemble des bâtiments (six classes, citerne et trois coursives), pour un coût total estimé à 565.633,03 FF, soit 10.290.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

• F.I.P. 2001 (100 %)	565.633,03 FF	10.290.000 F CFP
-----------------------	---------------	------------------

**CONVENTION de financement n° 100-01 IDV
du 27 juillet 2001.**

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Gambier, représentée par son maire Mme Labbey-Richeton Monique,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales**Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Gambier pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Réfection des sanitaires et installation de deux buvettes à la cantine de Rikitea", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à réaliser, à la cantine de l'école primaire de Rikitea, les travaux de réfection des sanitaires et à installer deux points d'eau de consommation dénommés "buvettes", pour un coût total estimé à 274.845,98 FF, soit 5.000.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

F.I.P. 2001 (100 %)	274.845,98 FF	5.000.000 F CFP
---------------------	---------------	-----------------

**CONVENTION de financement n° 3-01 MARQ
du 30 juillet 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par l'administrateur des îles Marquises délégué par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Hiva Oa, représentée par son maire M. Guy Rauzy,

Il est convenu ce qui suit :

*Dispositions générales***Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Hiva Oa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Desserte téléphonique du lotissement Paepaenui à Atuona", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'ouverture d'une tranchée d'une longueur de 1.800 mètres et la pose de câbles. Elle comprend, outre la tranchée, la pose des câbles, les chambres de tirage et les bornes de raccordement. Le coût de cette opération a été estimé à 22.000.000 F CFP, soit 1.209.322,33 FF.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune fonds propres, 60 %	13.200.000 F CFP,	soit 725.593,40 FF
- Etat, 40 %	8.800.000 F CFP,	soit 483.728,93 FF
- Coût total, 100 %	22.000.000 F CFP,	soit 1.209.322,33 FF

**CONVENTION de financement n° 4-01 MARQ
du 30 juillet 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par l'administrateur des îles Marquises délégué par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Hiva Oa, représentée par son maire M. Guy Rauzy,

Il est convenu ce qui suit :

*Dispositions générales***Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Hiva Oa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction des réseaux électriques et hydrauliques du lotissement Paepaenui à Atuona", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la pose en souterrain des réseaux électriques et des conduites d'alimentation en eau du lotissement. L'extension basse tension sera réalisée à l'entreprise, tandis que les travaux hydrauliques le seront en régie. Le coût de cette opération a été estimé à 22.500.000 F CFP, soit 1.236.806,92 FF.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune fonds propres, 60 %	9.000.000 F CFP,	soit 494.722,77 FF
- Etat, 40 %	13.500.000 F CFP,	soit 742.084,15 FF
- Coût total, 100 %	22.500.000 F CFP,	soit 1.236.806,92 FF

**CONVENTION de financement n° 65-01 IDV
du 30 juillet 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'Association sportive Yacht Club de Tahiti, représentée par son président M. Thierry Hars,

Il est convenu ce qui suit :

*Conditions générales***Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'Association sportive Yacht Club de Tahiti pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Rénovation et extension des installations nautiques", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la rénovation et l'extension des installations nautiques du Yacht Club de Tahiti et de l'Ecole de voile de Arue, ainsi que des parties communes aux deux associations : parking, toiture, logement du gardien (mezzanine), dont le coût total est estimé à 34.075.000 F CFP, soit 1.873.075,37 FF ou 285.548,50 €.

Art. 3.— Plan de financement

- Yacht Club de Tahiti	10.605.000 F CFP,	soit 562.948,33 FF ou 88.869,90 €
- Ecole de voile de Arue	7.570.000 F CFP,	soit 416.116,81 FF ou 63.436,60 €
- Etat	15.900.000 F CFP,	soit 874.010,23 FF ou 133.242,00 €

CONVENTION de financement n° 66-01 IDV du 31 juillet 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Faa'a, représentée par son maire M. Oscar Temaru,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Faa'a pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction d'une salle polyvalente à Puurai", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la construction d'un bâtiment R+1 de 159 mètres carrés d'emprise au sol regroupant au rez-de-chaussée, une salle d'activité (réunion, cours, etc.), un local pour les repas avec cuisine et sanitaires, et à l'étage des sanitaires et un local repos, dont le coût total est estimé à 60.000.000 F CFP, soit 3.298.151,80 FF ou 502.800 €.

Art. 3.— Plan de financement

- Etat (60 %) 36.000.000 F CFP, soit 1.978.891,08 FF ou 301.680 €
- Commune (40 %) 24.000.000 F CFP, soit 1.319.260,72 FF ou 201.120 €

CONVENTION de financement n° 67-01 IDV du 1er août 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'Union chrétienne des jeunes gens (U.C.J.G.) de Tooa O Te Ra, représentée par sa présidente Mme Sylvia Tauotaha-Airima,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'U.C.J.G. de Tooa O Te Ra pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de petits matériels", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de trois machines à coudre et de trois tables de ping-pong. Ces matériels permettront de préparer la participation de jeunes issus de

quartiers défavorisés de la commune de Paea au mini-heiva 2001 et à d'autres manifestations, dont le coût total est estimé à 302.399 F CFP, soit 16.622,63 FF ou 2.534,10 €.

Art. 3.— Plan de financement

- Participation des adhérents 120.960 F CFP, soit 6.649,07 FF ou 1.013,64 €
- Etat (60 %) 181.439 F CFP, soit 9.973,56 FF ou 1.520,46 €

CONVENTION de financement n° 102-01 du 2 août 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Faa'a, représentée par son maire M. Oscar Temaru,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Faa'a pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction de murs de soutènement à l'école primaire Teroma", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants : construction d'un ensemble de murs de soutènements pour la mise en sécurité des talus, dont le coût total est estimé à 50.000.000 F CFP, soit 2.748.459,83 FF.

Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (100 %) 50.000.000 F CFP, soit 2.748.459,83 FF

CONVENTION n° 103-01 MAC/AEP du 2 août 2001 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Moorea-Maiao pour un programme d'adduction d'eau potable.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- L'Agence française de développement ;
- La banque Socrédo,

Et :

- La commune de Moorea-Maiao, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les intérêts versés par la commune de Moorea-Maiao à l'Agence française de développement au titre de l'article 2 de la convention d'ouverture de crédit n° CPF 1131 01 K du 2 novembre 1999 sont bonifiés par l'Etat à hauteur de 2,20 %, pendant cinq ans à compter de la première échéance appelée par l'Agence française de développement.

Les intérêts moratoires éventuellement dus par la commune sont exclus du champ d'application de la présente convention.

Art. 2.— Pendant toute la durée de la bonification, et à chaque envoi d'un avis d'échéance à la commune de Moorea-Maiao, une copie en est transmise par l'Agence française de développement à la Socrédo.

Art. 3.— Au vu de l'avis d'échéance et conformément aux dispositions de la convention Etat/Socrédo n° 130-97 du 1er octobre 1997 modifiée par avenant n° 139-00 du 4 août 2000, la Socrédo procédera immédiatement au paiement du montant de la bonification à la commune.

Cet avis d'échéance sera accompagné d'un état arrêtant le montant de la bonification à verser.

Art. 4.— La présente convention expire au terme du dernier versement de bonification, soit cinq ans après le versement de la première échéance appelée.

CONVENTION n° 104-01 MAC/AEP du 2 août 2001 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Tahaa pour un programme d'adduction d'eau potable.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- L'Agence française de développement ;
- La banque Socrédo,

Et :

- La commune de Tahaa, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les intérêts versés par la commune de Tahaa à l'Agence française de développement au titre de l'article 3 de la convention d'ouverture de crédit n° 41.840.40.007.0D/CPF 1095 01 V du 18 avril 1997 sont bonifiés par l'Etat à hauteur de 3 %, pendant cinq ans à compter de la première échéance appelée par l'Agence française de développement.

Les intérêts moratoires éventuellement dus par la commune sont exclus du champ d'application de la présente convention.

Art. 2.— Pendant toute la durée de la bonification, et à chaque envoi d'un avis d'échéance à la commune de Tahaa, une copie en est transmise par l'Agence française de développement à la Socrédo.

Art. 3.— Au vu de l'avis d'échéance et conformément aux dispositions de la convention Etat/Socrédo n° 130-97 du 1er octobre 1997 modifiée par avenant n° 139-00 du 4 août 2000, la Socrédo procédera immédiatement au paiement du montant de la bonification à la commune.

Cet avis d'échéance sera accompagné d'un état arrêtant le montant de la bonification à verser.

Art. 4.— La présente convention expire au terme du dernier versement de bonification, soit cinq ans après le versement de la première échéance appelée.

CONVENTION n° 105-01 MAC/AEP du 2 août 2001 relative à la bonification du prêt souscrit par la commune de Teva I Uta pour un programme d'adduction d'eau potable.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- L'Agence française de développement ;
- La banque Socrédo,

Et :

- La commune de Teva I Uta, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Les intérêts versés par la commune de Teva I Uta à l'Agence française de développement au titre de l'article 2 de la convention d'ouverture de crédit n° CFP 1133 01 M du 30 novembre 1999 sont bonifiés par l'Etat à hauteur de 2,20 %, pendant cinq ans à compter de la première échéance appelée par l'Agence française de développement.

Les intérêts moratoires éventuellement dus par la commune sont exclus du champ d'application de la présente convention.

Art. 2.— Pendant toute la durée de la bonification, et à chaque envoi d'un avis d'échéance à la commune de Teva I Uta, une copie en est transmise par l'Agence française de développement à la Socrédo.

Art. 3.— Au vu de l'avis d'échéance et conformément aux dispositions de la convention Etat/Socrédo n° 130-97 du 1er octobre 1997 modifiée par avenant n° 139-00 du 4 août 2000, la Socrédo procédera immédiatement au paiement du montant de la bonification à la commune.

Cet avis d'échéance sera accompagné d'un état arrêtant le montant de la bonification à verser.

Art. 4.— La présente convention expire au terme du dernier versement de bonification, soit cinq ans après le versement de la première échéance appelée.

CONVENTION de financement n° 68-01 du 3 août 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Papeete, représentée par son maire M. Michel Buillard,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Papeete pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Aménagements de trottoirs pour la desserte du collège Pomare et de l'école Viénot", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation de trottoirs dans la rue Dumont-d'Urville et la rue Charles-Viénot sur une longueur de 225 mètres, dont le coût total est estimé à 15.600.000 F CFP, soit 857.519,47 FF ou 130.728 €.

Art. 3.— Plan de financement

- | | |
|----------------------|--|
| - Commune de Papeete | 7.814.998 F CFP, soit 429.584,16 FF ou 65.489,68 € |
| - Etat (49,90 %) | 7.785.002 F CFP, soit 427.935,31 FF ou 65.238,32 € |

CONVENTION de financement n° 69-01 du 3 août 2001.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Papeete, représentée par son maire M. Michel Buillard,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Papeete pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Protection des stationnements pour handicapés", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la mise en place d'un dispositif de protection des places de stationnement pour handicapés par la pose d'arceaux de réservation de parking, dont le coût total est estimé à 8.524.019 F CFP, soit 468.558,48 FF ou 71.431,28 €.

Art. 3.— Plan de financement

- | | |
|----------------------|--|
| - Commune de Papeete | 3.409.808 F CFP, soit 187.423,42 FF ou 28.572,52 € |
| - Etat (60 %) | 5.114.411 F CFP, soit 281.135,06 FF ou 42.858,76 € |

**ACTES DES AUTORITES
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

SERVICE DE L'URBANISME

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE

N° 1141 MLA.AU

Référ. : - Arrêté n° 9044 MAA.AU du 4 décembre 1998.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux du lotissement Bel Air, sis à Moorea, réalisés par M. Didier Gralepois pour le compte de M. Jean-Claude Brouillet, ayant été accomplies pour le lot n° 32, le présent certificat, prévu à l'article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 9 août 2001.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service de l'urbanisme par intérim,
F. MERMILLOD-ANSELME.

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE

N° 1142 MLA.AU

Référ. : - Arrêté n° 7391 MAA.AU du 4 décembre 2000.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux du lotissement Punavai Nui, sis à Punaauia, réalisés par la S.C.P. Grand pour le compte de M. André Amouyal, ayant été accomplies pour les lots n° 174 à n° 181, n° 190 et n° 191, le présent certificat, prévu à l'article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 9 août 2001.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service de l'urbanisme par intérim,
F. MERMILLOD-ANSELME.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES AUSTRALES
POUR LE MOIS DE JUILLET 2001**

COMMUNE DE RURUTU

Travaux autorisés le 2 juillet 2001

PC n° 38-2001 MLA.CAU, M. Tepa Paul, parcelle de la terre Tauraamoora 1, PVB n° 1, sise à Unaa, construction d'un fare M.T.R. de 72 mètres carrés type F4.

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

PC n° 45-2001 MLA, Atai Alice, parcelle de la terre Torea, lot n° 2, PVB n° 147, sise à Unaa, construction d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 18 juillet 2001

PC n° 50-2001 MLA, M. et Mme Avae Denys et Mélia, parcelle de la terre Tematoiti 4, lot n° 2, PVB n° 256, sise à Moerai, construction d'une maison d'habitation ;

PC n° 51-2001, M. Taputu Gilles, parcelle de la terre Uruau, lot n° 2, PVB n° 125, sise à Hauti, construction d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 30 juillet 2001

PC n° 52-2001 MLA, Mlle Uura Patricia, parcelle de la terre Aroa 2, PVB n° 110, sise à Hauti, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TUBUAI*Travaux autorisés le 9 juillet 2001*

PC n° 40-2001 MLA, M. Jacques Ihorai, mandataire du conseil d'administration de l'E.E.P.F., parcelle de la terre Mititapu parcelle, PVB n° 481, sise à Mataura, construction d'une clôture.

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

PC n° 42-2001 MLA, Mme Glover Julia épouse Reiatua, parcelle 1 de la terre Hopua 1, PVB n° 141, sise à Taahuaia, construction d'un fare M.T.R., type F3 de 54 mètres carrés ;

PC n° 43-2001, Mme Glover Hinanui épouse Tiare, parcelle 1 de la terre Hopua 1, PVB n° 141, sise à Taahuaia, construction d'un fare M.T.R., type F3 de 54 mètres carrés ;

PC n° 44-2001, M. Tahiaata Vetea Noll, parcelle de la terre Haretapu n° 2, PVB n° 255, sise à Mahu, construction d'un fare M.T.R., type F4 de 72 mètres carrés.

Travaux autorisés le 18 juillet 2001

PC n° 47-2001 MLA, M. Doom Gilbert Charles, parcelle de la terre Peeura, PVB n° 177, sise à Mataura, construction d'un fare M.T.R., type F4 de 72 mètres carrés ;

PC n° 48-2001, M. Bonnet Philippe, parcelle de la terre Raahia 1, PVB n° 92, sise à Mataura, construction d'un fare M.T.R., type F4 de 72 mètres carrés ;

PC n° 49-2001, M. le directeur de l'équipement, parcelle des terres Onopata et Tehauopeva 2, PVB n° 94, sise à Mataura, construction d'un kiosque info santé.

COMMUNE DE RAIVAVAE*Travaux autorisés le 9 juillet 2001*

PC n° 41-2001 MLA, M. Tamaititahio Ephraïm, parcelle de la terre Tehataotini, PVB n° 91, sise à Anatonu, construction d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 17 juillet 2001

PC n° 46-2001 MLA, M. Haatani Roland, parcelle de la terre Huurani, PVB n° 138, sise à Vaiuru, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE RIMATARA*Travaux autorisés le 2 juillet 2001*

PC n° 39-2001 MLA, M. Tupuai Johnny, partie de la terre Teahao, PVB n° 946, sise à Mutuaura, construction d'un fare M.T.R. de 54 mètres carrés, type F3.

DELEGATION A L'ENVIRONNEMENT**ENQUETE
de commodo et incommodo****AVIS ENQUETE N° 01-24 ENVIC**

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et dans le cadre de la demande d'autorisation d'installer et d'exploiter les équipements techniques du bâtiment M.C.O. du nouveau Centre hospitalier de Tahiti, commune de Pirae, une enquête publique est ouverte du 13 août 2001 au 13 septembre 2001.

L'installation comprendra :

- une production frigorifique d'une puissance totale de 6.000 kW ;
- trois groupes électrogènes d'une puissance totale de 4.800 kVA ;
- un stockage de combustibles (5 cuves enterrées d'une capacité totale de 330 mètres cubes) ;
- un dépôt d'oxygène liquide d'une capacité totale de 17,5 mètres cubes ;
- un parc de stationnement couvert de 1.200 places.

Le bâtiment est situé sur une parcelle de terre dénommée Taaone 1 de 70.930 mètres carrés, section C, parcelle n° 8, commune de Pirae. La demande est formulée par M. Jean-Hugues Tricard, représentant du groupement Bouygues.

Le rayon d'affichage des avis d'enquête autour de l'installation est fixé à 1 kilomètre.

M. Antoine Biardeau est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Il recueillera les observations ou les oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête, les lundi, mardi et vendredi de 8 h 30 à 11 h 30, à la mairie de Pirae.

Le dossier peut en outre être consulté pendant les heures d'ouverture de la mairie mentionnée ci-dessus. Toute personne pourra y formuler ses observations sur un registre à feuillets non mobiles, ouvert à cet effet. La mairie de Pirae est désignée comme siège de l'enquête publique, toute correspondance doit y être adressée.

Fait à Papeete, le 4 août 2001.

Le délégué à l'environnement,
M. Alain AYMARD.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ETAT DES INSCRIPTIONS REÇUES AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS PENDANT LE MOIS DE JUILLET 2001

Inscriptions de personnes physiques

N° 38.925-A du 2	Buchin Jean-Yves	N° 39.125-A du 11	Mataitai Julien
N° 39.076-A du 2	Alexis épouse Bourcier Catherine	N° 39.126-A du 11	Ohotoua épouse Teikihakaupoko Hortense
N° 39.077-A du 2	Estall William	N° 39.127-A du 11	Rio Heirama
N° 39.078-A du 2	Grivel Severine	N° 39.128-A du 11	Reia Tumata
N° 39.079-A du 2	Maruhi Tama	N° 39.129-A du 11	Tai Paul
N° 39.080-A du 2	Tekehu Tiare	N° 39.130-A du 11	Tavae Elisabeth
N° 39.081-A du 3	Fournier Gérald	N° 39.131-A du 11	Teihotaata Atonia
N° 39.082-A du 3	Kavera Jean-Marie	N° 39.132-A du 11	Temarii Tihoti
N° 39.083-A du 3	Laufatte Francine	N° 39.133-A du 11	Thomas Loïc
N° 39.084-A du 3	Mahatia Yolande	N° 39.134-A du 11	Ulia Marius
N° 39.085-A du 3	Puhetini Firmin	N° 39.135-A du 12	Aberos Norberto
N° 39.086-A du 3	Tautu Jacky	N° 39.136-A du 12	Bernière Charles
N° 39.087-A du 3	Tetuanui Eddy	N° 39.137-A du 12	Brie Christophe
N° 39.088-A du 4	Kincsesdeak Nathalie	N° 39.138-A du 12	Owczarczak épouse Saint-Pe Laurence
N° 39.089-A du 4	Paquier épouse Bennett Dayna	N° 39.139-A du 12	Tavae épouse Pouira Julie, Terai
N° 39.090-A du 4	Prost Christine	N° 39.140-A du 12	Teihotua Michel
N° 39.091-A du 4	Sireuil Julien	N° 39.141-A du 12	Tereua Enoha
N° 39.092-A du 5	Bruny Vincent	N° 39.142-A du 12	Thomas épouse Nguyen Quang Jacqueline
N° 39.093-A du 5	Lai Rana	N° 39.143-A du 12	Uraore Zita
N° 39.094-A du 5	Leo Diana	N° 39.144-A du 12	Yee On Alphonse
N° 39.095-A du 5	Reis Lionel	N° 39.145-A du 13	Chapman Francis
N° 39.096-A du 6	Maitau Iosua	N° 39.146-A du 13	Charpentier Pascal
N° 39.097-A du 6	Chapman Elisa	N° 39.147-A du 13	Fiumarella Alphonse
N° 39.098-A du 6	Faatau Calixte	N° 39.148-A du 13	Robreau Marie-Eve
N° 39.099-A du 6	Fapa épouse Tanematea Guinaïda	N° 39.149-A du 13	Rouet Jean Marie
N° 39.100-A du 6	Ly Kin-son	N° 39.150-A du 13	Teauna Mario
N° 39.101-A du 6	Perez Carlos	N° 39.151-A du 13	Tematahotoua épouse Hauata Inahuarii
N° 39.102-A du 6	Pinson Denis	N° 39.152-A du 16	Banquant Gérard
N° 39.103-A du 6	Putua Nelly	N° 39.153-A du 16	Bennett William
N° 39.104-A du 6	Rotrou Christine	N° 39.154-A du 16	Devaux Taina
N° 39.105-A du 6	Suire Nicolas	N° 39.155-A du 16	Hoïore Hinarui
N° 39.106-A du 9	Faure Severine	N° 39.156-A du 16	Verie Jean-Pierre
N° 39.107-A du 9	Lustremant épouse Boutillier Marie-Christine	N° 39.157-A du 16	Viriamu épouse Panie Calinda
N° 39.108-A du 9	Maufay Carine	N° 39.158-A du 17	Bidaut Julien
N° 39.109-A du 9	Temorere Vahinematea	N° 39.159-A du 17	El Meguebli Fauzia épouse Margeon
N° 39.110-A du 9	Tuiti Michele	N° 39.160-A du 17	Ynam Rose Sou Koun
N° 39.111-A du 10	Bourdelon Arnaud	N° 39.161-A du 18	Bidault Adelaïne
N° 39.112-A du 10	Parker épouse Atger Florence	N° 39.162-A du 18	Faara Didier
N° 39.113-A du 10	Punaa Marcellino	N° 39.163-A du 18	Makario Violette
N° 39.114-A du 10	Reva Alexandre	N° 39.164-A du 18	Portugues Christophe
N° 39.115-A du 10	Rudolf Christophe	N° 39.165-A du 18	Ropati Elkaim
N° 39.116-A du 10	Teihotu épouse Delors Marcelle	N° 39.166-A du 18	Rosi Frédéric
N° 39.117-A du 10	Vane Moea	N° 39.167-A du 18	Taaroa Nella
N° 39.118-A du 10	Poupion Erik	N° 39.168-A du 19	Ariioehau Serge
N° 39.119-A du 10	Montas Marc	N° 39.169-A du 19	Babault épouse Ondicolberry Tauti
N° 39.120-A du 10	Lotti Isabelle	N° 39.170-A du 19	Halimi Dorian
N° 39.121-A du 10	Billy Serge	N° 39.171-A du 19	Lau Poui Cheung Angèle
N° 39.122-A du 11	Aturia Lorena	N° 39.172-A du 19	Lyou-Tsiou Kioung
N° 39.123-A du 11	Baudchon Richard	N° 39.173-A du 19	Marckt Julien
N° 39.124-A du 11	Jacquet Régis	N° 39.174-A du 19	Sachet Gérald
		N° 39.175-A du 19	Tairua épouse Tuteinhia Gisèle
		N° 39.176-A du 19	Tapu Bill
		N° 39.177-A du 19	Tehuritaua Gilbert
		N° 39.178-A du 19	Temanua Alexis
		N° 39.179-A du 19	Teriinohorai Sandra
		N° 39.180-A du 19	Tetoe Teanetea

N° 39.181-A du 19 Tuteirhia Charles
 N° 39.182-A du 23 Bruneau Cheyenne
 N° 39.183-A du 23 Charles Dale
 N° 39.184-A du 23 Teikivaeoho épouse Renvoyé Marthe
 N° 39.185-A du 23 Turoa Nephi
 N° 39.186-A du 23 Berthelot Gregory
 N° 39.187-A du 23 Baudrier épouse Said Louise
 N° 39.188-A du 23 Malefant Yves
 N° 39.189-A du 23 Martin Samantha
 N° 39.190-A du 23 Tahutini épouse Fenuaiti Punariki
 N° 39.191-A du 23 Tane Louis
 N° 39.192-A du 24 Bouiges Guylaine
 N° 39.193-A du 24 Manafenuaroa Ornela
 N° 39.194-A du 24 Maugis Franck
 N° 39.195-A du 24 Pinet Richard
 N° 39.196-A du 24 Tatro Vincent
 N° 39.197-A du 25 Bidault Jean-Alain
 N° 39.198-A du 25 Holler Rodolphe
 N° 39.199-A du 25 Prybys Bruno
 N° 39.200-A du 25 Temataru Natua
 N° 39.201-A du 26 Bouron Marcel
 N° 39.202-A du 26 Leu Jean-Charles
 N° 39.203-A du 26 Tagaroa Geneviève
 N° 39.204-A du 26 Teikihakaupoko Itaako
 N° 39.205-A du 27 Tevaatua épouse White Eléonore
 N° 39.206-A du 27 Tapatoa Heinana
 N° 39.207-A du 27 Pavaouau épouse Ah Sing Cécile
 N° 39.208-A du 27 Lemire Dany
 N° 39.209-A du 30 Montet Marc
 N° 39.210-A du 30 Timo Punau
 N° 39.211-A du 30 Tohetiaatua Joseph
 N° 39.212-A du 31 Jourdain Didier
 N° 39.213-A du 31 Lai Ah Che Pascal
 N° 39.214-A du 31 Maioitui Teina
 N° 39.215-A du 31 Peni épouse Mamatui Pauline
 N° 39.216-A du 31 Rodriguez-Gonzalez épouse Dufour Sofia

Radiations de personnes physiques

N° 15.065-A du 2 Terei Angéline
 N° 35.737-A du 2 Torres José
 N° 17.602-A du 2 Tchou Fouc Jean-Louis
 N° 26.855-A du 2 Mai Jean Claude
 N° 27.959-A du 2 Teotahi Henriette
 N° 29.022-A du 2 Teremate épouse Germain Elma
 N° 35.393-A du 2 Chewitchouc Jean-Marc
 N° 36.627-A du 2 Tanoa Teva
 N° 37.573-A du 2 Joubert Laurent
 N° 37.746-A du 2 Miley Christophe
 N° 37.148-A du 2 Paheroo Sandra
 N° 38.435-A du 2 Chung épouse Malinowski Léone
 N° 29.993-A du 3 Tepea Alexandre
 N° 34.190-A du 3 Marquois épouse Boutin Irène
 N° 36.293-A du 3 Helme Gunther
 N° 38.461-A du 3 Taae Rodolphe
 N° 18.391-A du 4 Barsinas épouse Vaki Marie
 N° 29.883-A du 4 Courtade Laurent
 N° 27.487-A du 4 Hopara Kyaume
 N° 30.284-A du 4 Pautu épouse Vinel Anie
 N° 35.310-A du 4 Parent Corinne
 N° 35.900-A du 4 Ah Lo Henri
 N° 37.725-A du 4 Bellais Irène
 N° 37.840-A du 4 Tetu Gilles
 N° 38.084-A du 4 Connan Florian
 N° 38.477-A du 4 Samuela Thérèse
 N° 18.551-A du 5 Loo Patrice
 N° 25.931-A du 5 Grange Hervé
 N° 33.626-A du 5 Deane Teraï

N° 35.598-A du 5 Gatafa épouse Petit Longine
 N° 38.555-A du 5 Manutahi René
 N° 13.515-A du 6 Reichart Jacques
 N° 18.573-A du 6 Astorga Emile
 N° 25.866-A du 6 Pavaouau Teliuhiani
 N° 32.413-A du 6 Teulra Marc
 N° 37.695-A du 6 Viri Aldrick
 N° 38.289-A du 6 Mailion Daniel
 N° 32.445-A du 9 Prot Virginie
 N° 35.511-A du 9 Proia Guillaume
 N° 24.728-A du 9 Laborde Louis
 N° 24.829-A du 10 Fanaura épouse Tavae Dorina
 N° 25.858-A du 10 Tinorua Atonia
 N° 35.031-A du 11 Beclier Christophe
 N° 36.735-A du 11 Tetiarahi Marlowa
 N° 37.487-A du 11 Lidec Fabrice
 N° 37.969-A du 11 Teritehau Melina
 N° 38.144-A du 11 Prud'homme Benoît
 N° 9.454-A du 12 Chalons Marcel
 N° 19.993-A du 12 Amar Jacob
 N° 26.362-A du 12 Degage Yasmina
 N° 28.099-A du 12 Jousset Chagin St Hilaire épouse Ludi Nadine
 N° 29.481-A du 12 Chapman Tehio
 N° 34.139-A du 12 Smith Didier
 N° 35.258-A du 12 Toa Marie
 N° 35.928-A du 12 Gadou épouse Bourda Patricia
 N° 36.647-A du 12 Salomon Vincent
 N° 36.761-A du 12 Témauri Alphonse
 N° 36.798-A du 12 Tinorua Claire
 N° 36.828-A du 12 Vernerey François
 N° 37.287-A du 12 Moutame Jasmine
 N° 37.363-A du 12 Tata épouse Bernière Franceska
 N° 38.036-A du 12 Cronier Olivier
 N° 38.090-A du 12 Atiu Pricylle
 N° 38.248-A du 12 Treboutea Christophe
 N° 38.444-A du 12 Cane Roger
 N° 39.109-A du 12 Temorere Vahinematea
 N° 2.136-A du 12 Yau Paura
 N° 28.159-A du 13 Tai épouse Sommers Kini
 N° 38.676-A du 13 Bouquet épouse Firuu Pascale
 N° 15.603-A du 13 Coriaux Jean-Pierre
 N° 20.470-A du 13 Cowan Vetea
 N° 38.377-A du 13 Dubray Marurai
 N° 29.389-A du 13 Gresset Eric
 N° 38.526-A du 13 Lancry Philippe
 N° 37.993-A du 13 Putoa Emmanuel
 N° 23.394-A du 13 Ragonneau Christophe
 N° 38.920-A du 16 Falchetto épouse Teritehau Hélène
 N° 37.263-A du 16 Maillard Stéphane
 N° 30.877-A du 16 Mariteragi Tupotahi
 N° 29.494-A du 16 Roucher Jean-Pierre
 N° 31.718-A du 17 Quesnel Laurent
 N° 12.748-A du 17 Chatellier Michel
 N° 38.883-A du 17 Gourlaouen épouse Baudry Carole
 N° 17.227-A du 17 Lichon épouse Lao Jeannette
 N° 33.506-A du 17 Pihahuna Moïse
 N° 36.939-A du 17 Temahahe épouse Scallamera Maite
 N° 32.041-A du 17 Toromona Marcel
 N° 24.238-A du 18 Nakeaetou Sylvana
 N° 29.570-A du 18 Tetahuaui Kautai Milaud
 N° 30.501-A du 18 Gerardin épouse Kintis Nathalie
 N° 38.817-A du 19 Berthier Sylvain
 N° 30.515-A du 19 Guillois Jean
 N° 6.586-A du 19 Manutahi Henri
 N° 17.303-A du 19 Matikaua Rose
 N° 38.381-A du 19 Sanford Claudia
 N° 31.395-A du 19 Tanoa Etou
 N° 36.363-A du 19 Tautu Maryline

N° 38.068-A du 19 Teriterooiterai Raphaël
 N° 2.236-A du 19 Yau Paura
 N° 34.050-A du 23 Ellis Antonio
 N° 34.579-A du 23 Jouffreleau Benoît
 N° 24.739-A du 23 Kautai Lucien
 N° 31.530-A du 23 Marcillac Georges
 N° 17.461-A du 23 Monod De Froideville Jean-Yves
 N° 36.373-A du 23 Robert Paul
 N° 20.646-A du 23 Taero épouse Tchang Carmelita
 N° 17.773-A du 23 Taumihau épouse Tahiaia Petronia
 N° 26.192-A du 23 Tehaurai Eugène
 N° 30.734-A du 23 Teritetoofa Michel
 N° 37.069-A du 23 Viriamu épouse Mou Cécile
 N° 27.293-A du 23 Yong Lorna
 N° 4.701-A du 23 Gendron Joseph
 N° 18.244-A du 24 Manaonao Tamatoa
 N° 25.813-A du 24 Tsing Tin épouse Devendeville Tamara
 N° 29.606-A du 24 Vaite François
 N° 31.824-A du 24 Haoatai Daniel
 N° 33.926-A du 24 Temahahe Tera
 N° 18.989-A du 24 Teritaochia Auguste
 N° 21.120-A du 24 Gazzano Patrick
 N° 30.562-A du 24 Pons Christophe
 N° 30.694-A du 24 Flohr Teavaina
 N° 36.885-A du 24 Brunet Saint-Claire
 N° 36.999-A du 24 Callebaut Luc
 N° 38.834-A du 24 Teritua épouse Brancourt Louise
 N° 15.822-A du 25 Aromaitera Jean-Paul
 N° 36.971-A du 25 Daniel Anne
 N° 21.106-A du 25 Piau épouse Solard Annie
 N° 37.191-A du 25 Tekohu Laurent
 N° 38.740-A du 25 Temauni Samuel
 N° 38.766-A du 25 Tetooa épouse Tamarino Monetta
 N° 35.432-A du 25 Tuitete Dorens
 N° 37.552-A du 25 Wong Pascal
 N° 34.105-A du 26 Tiroa Angélo
 N° 35.764-A du 26 Fatitini épouse Torohia Raita
 N° 37.028-A du 26 Wong King Richard
 N° 37.509-A du 26 Flohr Jean Paul
 N° 36.584-A du 26 Temaunioraa Wilton
 N° 18.135-A du 27 Keck Noëlla
 N° 26.573-A du 27 Faivre Thierry
 N° 31.082-A du 27 Rivière Raimana
 N° 27.348-A du 27 Teraïtua Lazare
 N° 36.472-A du 27 Carpentier Robert
 N° 36.895-A du 27 Viriamu Diane
 N° 38.418-A du 27 Bernaert épouse Allain Karine
 N° 38.903-A du 27 Nanni Silvano
 N° 32.967-A du 30 Avaemai Nui Moïse
 N° 26.127-A du 30 Dexter Dino James
 N° 20.907-A du 30 Geoffroy Françoise
 N° 33.485-A du 30 Homai Margarita
 N° 17.060-A du 30 Jean Gustave
 N° 25.389-A du 30 Pahuri Yves François
 N° 24.001-A du 30 Tangata Maru Maieha
 N° 36.986-A du 30 Teihotua épouse Taatoa Tetuanui
 N° 38.630-A du 30 Valadier Jean-Luc
 N° 2.259-A du 30 Senlis épouse Kong Louise
 N° 34.532-A du 31 Chave épouse Toiroro Rosine
 N° 37.931-A du 31 Chung Bruno
 N° 36.769-A du 31 Gousset Claudine
 N° 37.673-A du 31 Jamet Wilson
 N° 36.859-A du 31 Liant Vanina
 N° 36.977-A du 31 Tuairau Mareta
 N° 36.695-A du 31 Shan Phang Germain
 N° 35.261-A du 31 Pittman Kelvin
 N° 33.441-A du 31 Vanaa Maono

Inscriptions de sociétés

N° 8.339-B du 2 S.N.C. Fare Deco
 N° 8.340-B du 2 S.A.R.L. Société d'études et de recyclage
 N° 8.341-B du 3 S.N.C. Loux et Cie dénommée L.M.C.
 N° 8.342-B du 3 S.A.R.L. Pearls Polynésie française
 N° 8.343-B du 3 E.U.R.L. Sogetim Immobilier
 N° 8.344-C du 4 S.C.A. Aratoa Vanille
 N° 8.345-B du 4 S.N.C. Cannelle
 N° 8.346-B du 4 E.U.R.L. H.T.E. Construction
 N° 8.347-B du 5 S.A.R.L. Domric
 N° 8.348-B du 5 S.A.R.L. Pension Armelle
 N° 8.349-B du 6 S.N.C. L.Y.P. et Cie dénommée "Consulting Risk"
 N° 8.350-C du 6 S.C.I. Teaharoa
 N° 8.351-B du 9 S.A.R.L. Patachoux
 N° 8.352-C du 9 S.C.I. Pahono
 N° 8.353-C du 9 S.C.I. Marcante
 N° 8.354-B du 9 S.A.R.L. Le Saxophone
 N° 8.355-B du 9 S.N.C. Elige
 N° 8.356-C du 10 S.C.I. Ecil
 N° 8.357-B du 12 S.A.R.L. Hapaitahaa Timiona et Fils
 N° 8.358-C du 12 S.C.I. Toarolu
 N° 8.359-B du 12 E.U.R.L. Vai Ili
 N° 8.360-B du 13 S.A.R.L. Millénium Polynésie française
 N° 8.361-B du 13 S.A.R.L. Tahiti XXL
 N° 8.362-B du 16 S.N.C. Vainoni Natural product of Tahiti
 N° 8.363-B du 17 S.C.I. Moana promotion
 N° 8.364-C du 17 S.C.I. Tairupo
 N° 8.365-B du 17 S.N.C. Temehani
 N° 8.366-C du 17 S.C.A. Vaihi Poe
 N° 8.367-D du 18 G.I.E. Haere Mai
 N° 8.368-B du 18 S.N.C. Goldust
 N° 8.369-B du 19 S.A.R.L. Anthibe
 N° 8.370-B du 19 E.U.R.L. Polynésie intérim
 N° 8.371-B du 19 E.U.R.L. Tahiti finances & trade
 N° 8.372-B du 23 S.A.R.L. Exim
 N° 8.373-B du 23 S.A.R.L. Motu'au sunshine island
 N° 8.374-C du 24 S.C.I. Dauphin
 N° 8.375-C du 25 S.C.A. Fenua Poe
 N° 8.376-B du 25 S.A.R.L. Garage plaisance Ganiset
 N° 8.377-B du 25 S.N.C. Pacific Sunny
 N° 8.378-B du 25 E.U.R.L. Sunny
 N° 8.379-B du 25 S.A.R.L. XTC Pearls
 N° 8.380-B du 26 S.A.R.L. Cafecom
 N° 8.381-B du 26 S.A.R.L. Odep
 N° 8.382-B du 27 E.U.R.L. Mahana Tours
 N° 8.383-B du 27 S.A.R.L. Hyper-Média
 N° 8.384-B du 30 S.A.R.L. Super prix
 N° 8.385-B du 30 S.A.R.L. Belles demeures Tahiti
 N° 8.386-C du 30 S.C.I. Amouy
 N° 8.387-B du 31 S.A.R.L. Bip Bip Burger Marché

Radiations de sociétés

N° 2.472-B du 2 S.C.P. Granpas
 N° 7.184-B du 2 S.A. Graphland
 N° 6.476-B du 5 S.A.R.L. Feeling
 N° 8.265-B du 11 S.A.R.L. Te Ara Communications
 N° 3.426-B du 11 S.A.R.L. White Star Pacific
 N° 6.244-B du 18 E.U.R.L. Proma
 N° 5.703-B du 24 E.U.R.L. Natation Aquagym Tahiti

Réinscriptions de personnes physiques

N° 22.241-A du 2 Hiotua Teahui Willy
 N° 23.485-A du 3 Petris Stéphane
 N° 10.426-A du 3 Cougot Didier
 N° 24.015-A du 4 Chin Ah You Michaël

N° 24.469-A du 4 Rollet Yvan
 N° 18.478-A du 4 Leou Yee Sam
 N° 32.728-A du 5 Mohau Bertrand
 N° 33.058-A du 6 Vane Roland
 N° 30.401-A du 6 Maro Sandra
 N° 33.565-A du 9 Tavita Narii
 N° 29.431-A du 10 Harris Michel
 N° 33.380-A du 10 Ching Mike
 N° 25.955-A du 10 Tamarono Tarome
 N° 23.063-A du 10 Toti Walter
 N° 33.866-A du 11 Angia épouse Faraire Mila
 N° 23.229-A du 12 Tupaia Bertrand
 N° 27.534-A du 12 Peehi Samuela
 N° 34.704-A du 12 Nanualterai Gania
 N° 29.335-A du 12 Mamatui Jackson
 N° 27.496-A du 12 Bonjour Etienne
 N° 31.315-A du 13 Nanai Francis
 N° 19.953-A du 16 Muller Raymond
 N° 34.639-A du 18 Richmond Heiarii
 N° 29.939-A du 19 Salvanayagam Jacques
 N° 37.420-A du 23 Fassain Sylvestre
 N° 20.366-A du 24 Marchand Hervé
 N° 37.690-A du 24 Pater Jean
 N° 20.478-A du 24 Kautai Jean-Michel
 N° 23.129-A du 24 Pierre Thierry
 N° 9.771-A du 24 Arai Tehaurai
 N° 25.912-A du 25 Walker Sean
 N° 9.034-A du 27 Bernière Willy
 N° 25.384-A du 30 Thiebaut épouse Vaitoofa Mathilde

Fait à Papeete, le 6 août 2001.

Le greffier en chef,

C. LY.

S.N.C. FARE CONCEPT

Au capital de 100.000 F CFP

Siège social : Pamatai n° C7, lot Socrédo, Faa'a

R.C. n° 8.339 B - N.T. 591.198

Avis de modification

Aux termes de l'assemblée générale du 3 août 2001, les associés se sont consultés verbalement et ont décidé à l'unanimité du changement de la dénomination juridique de la S.N.C.

Modification de l'article 3 des statuts :

Ancienne mention : S.N.C. FARE DECO.

Nouvelle mention : S.N.C. FARE CONCEPT.

*Pour avis,
La gérance.*

SOCIETE CIVILE FAAHOTU IA TUHAA PAE

N° TAHITI : 32.077 - R.C. N° 5.384 C

Par décision de l'assemblée générale du 2 avril 2001, les statuts de la société sont modifiés comme suit :

Mention périmée

Art. 7.— Le capital social est fixé à la somme de 2.350.000 F CFP.

Mention nouvelle

Art. 7.— Le capital social est fixé à la somme de 9.450.000 F CFP.

L'augmentation de capital est effectuée par intégration de comptes courants d'associés.

Le gérant,
Hervé DANTON.

CASIMIR TAHITI AIRPORT DUTY FREE SHOP

Société anonyme

Capital : 5.400.000 F CFP

Siège social : ARUE, P.K. 4,600

R.C.S. PAPEETE N° 527 B

N° TAHITI 040.337

Continuation de la société

Il a été décidé aux termes des délibérations de l'assemblée générale mixte des actionnaires en date du 29 juin 2001 de continuer les activités de la société, en application de l'article 241 de la loi du 24 juillet 1966.

Pour avis et mention,
Le conseil d'administration.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION FAMILIALE TEPOE A AMO TAATIRA'A O TE HUA'A A TEPOE A AMO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (29 juillet 2001)

Président	: VOIRIN Nicolas André
Vice-président	: EBB John
Secrétaire	: VOIRIN Georges
Secrétaire adjointe	: VOIRIN Pascale
Trésorier	: VOIRIN Raymond
Trésorier adjoint	: REHUA Nomeface

ASSOCIATION SPORTIVE MIRA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (27 juillet 2001)

Président	: TEAMOTUAITAU Steve
Vice-présidents	: TEHEURA Jacky MAONO Isaia
Secrétaire	: MAHAGAFANAU Solange
Secrétaire adjoint	: LEBRONNEC François
Trésorier	: FAEHAU Lucien
Trésorier adjoint	: TEREVAURA Tunia

ASSOCIATION TAE KWON DO CLUB HEIMA

Modifications de statuts (23 juillet 2001)

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre TAE KWON DO CLUB HEIMA.

Elle a pour objet la pratique, l'enseignement et la promotion du Tae Kwon Do.

Son siège social est fixé à l'immeuble Grand-Hôtel, front de mer, B.P. 4030, 98713 Papeete, N° Tahiti 331.330. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

ASSOCIATION HITIRERE NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (4 juillet 2001)

Président	: PAHI Jacob
Vice-président	: DOMINGO Jean-Marc
Secrétaire	: TUAHU Olivier
Secrétaire adjoint	: MIHINOA Antoine
Trésorier	: ADAMS Arii
Trésorier adjoint	: ANUU Tane

ASSOCIATION SPORTIVE TEVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 février 2001)

Présidents d'honneur	: TERIITAHU Star BERNARDINO Adrien
Président	: WONGHEN Joe
Président-délégué	: BERNARDINO Philippe
Vice-président	: BERNARDINO Rodolph
Secrétaire	: STEPHENSON Sandro
Secrétaire adjoint	: FERRAND Max
Trésorier	: MAOPI Joël
Trésorier adjoint	: TETUANUI Jean-Clément

COMITE SPORTIF DE NUKU HIVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (13 juin 2001)

Président	: TAMARII Casimir
Vice-président	: TEHAAMOANA Pierre
Secrétaire	: TEHAAMOANA Joseph
Secrétaire adjoint	: LEAU CHOY Germain
Trésorier	: TAATA Alexandre
Trésorier adjoint	: GENDRON Adolphe
Commissaires	: PUHETINI Justin PUHETINI Laurent

ASSOCIATION PARE PIRAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (1er août 2001)

Président d'honneur	: FLOSSE Gaston
Présidente	: TEARIKI Nathalie
Vice-présidente	: PIHAATAE Violette
Secrétaire	: FAANA Diane
Secrétaire adjointe	: TIHI Catherine
Trésorière	: KATUKE Enrica
Trésorière adjointe	: BURNS Lucile

ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE MARQUISIENNE DE TAOHAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 juin 2001)

Président	: BRUNEAU André
Vice-président	: KAUTAI Siméon
Secrétaire	: GENDRON Georges
Secrétaire adjoint	: BRUNEAU Benoît
Trésorier	: LEAU CHOY Germain
Trésorier adjoint	: GENDRON Adolphe

Section football (jeunes)

Président	: JAMONEAU Christophe
Secrétaire	: TETAHIOTUPA Bernadette
Trésorière	: TEIKITEETINI Maryse

Section football (seniors)

Président	: TEIKIHAA Nazaire
Secrétaire	: YU TENG Edouard
Trésorier	: OTTO Jean-Raymond

Section volley-ball

Président	: TETO Apolline
Secrétaire	: TAUPOTINI Venance
Trésorière	: TAUPOTINI Marie-Yolinda

Section boxe

Président	: HUUKENA Théodore
Secrétaire	: GENDRON Adolphe
Trésorière	: KIMITETE Alice

Section basket-ball

Président	: TETO Simon
Secrétaire	: TAUPOTINI Marie-Yolinda
Trésorier	: TETO Apolline

Section pétanque

Président	: FIU Henri
Secrétaire	: GENDRON Georges
Trésorier	: BARSINAS Joël

ASSOCIATION ARTISANALE VAHINE NO MATAURA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 avril 2001)

Présidente d'honneur	: FAANA Maria
Présidente	: FLORES Tiarehitoa
Vice-présidente	: ANIHIA Teupoo
Secrétaire	: FAANA Minsmine
Secrétaire adjointe	: YIENG-KOW Nathalie
Trésorière	: FAANA Mirella
Trésorière adjointe	: HAUATA Marguerita
Assesseurs	: TEHOIRI Doris HAUPUNI Albertine

ASSOCIATION TAMARII EBENE EZERA PAPEETE (Récépissé n° 7991 DRCL du 8 août 2001)

Extraits de statuts

L'association TAMARII EBENE EZERA PAPEETE, fondée le 10 juin 2001 entre les adhérents aux présents statuts, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet d'acquérir des terrains et de construire une grande salle d'activités, et bien d'autres besoins et projets à venir au sein de cette association.

Son siège social est fixé à Papeete, quartier Puea, tél. : 43.12.47. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RIARIA Amona
Vice-présidents	: POAREU Mareto TEPA Tetua RANGIMAKEA Vanaa
Secrétaire	: PAPARAI Alfred
Secrétaire adjointe	: TIHONI Thérèse
Trésorier	: TEPA Joël
Trésorière adjointe	: TUPORO Myrna

ASSOCIATION DISTRICT DE PETANQUE DE HUAHINE

(Récépissé n° 8056 DRCL du 9 août 2001)

Extraits de statuts

L'association DISTRICT DE PETANQUE DE HUAHINE est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations.

Elle a pour objet de créer une dynamique éducative et sportive et promouvoir l'esprit sportif aux compétiteurs, aux officiels et responsables de clubs.

Elle se charge plus particulièrement :

- de planifier et d'harmoniser les calendriers des compétitions, tournois et championnats sportifs ;
- de soutenir tout joueur ou joueuse, tout club, toute sélection de Huahine dans sa préparation et lors de son déplacement pour participer à des compétitions hors de l'île et de la Polynésie française ;
- de fournir tout soutien pédagogique, moral et matériel ;
- de représenter Huahine et tout comité organisateur de jeux (C.O.J.), de tournois, de challenges et de championnats.

L'association s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique, racial ou confessionnel.

Son siège social est fixé à la mairie de Fare, Huahine. Il pourra être transféré en toute autre lieu par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MARE Bernard
Vice-présidents	: TEPEA Simon TERRITAPUNUI Atana
Secrétaire	: ROURA David
Secrétaire adjointe	: TENIARAHU Carine
Trésorier	: HOPARA Nano
Trésorier adjoint	: TIHIVA Tutohiarai

ASSOCIATION TE RIMA HERE O TE VAHINE RAUTINI

(Récépissé n° 6250 DRCL du 8 août 2001)

Extraits de statuts

L'association TE RIMA HERE O TE VAHINE RAUTINI, fondée le 30 avril 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application.

Elle a pour objet de soutenir la commune de Arutua au niveau de l'accueil des hautes personnalités, des agents administratifs et d'organiser la Noël des enfants.

Son siège social est fixé à Arutua. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: MAKIROTO Didier
Présidente	: TEAHA Simone
Secrétaire	: FAREATA Christine
Trésorière	: TAPARE Teumere
Assesseur	: TEFAAORA Maeva

ASSOCIATION REVAREVA NUI

(Récépissé n° 7914 DRCL du 8 août 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 7 juillet 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre REVAREVA NUI.

Elle a pour objet :

- d'améliorer des conditions agricoles ;
- l'embellissement du village.

Son siège social est fixé à Rautini, Arutua. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: NAUTA Claude
Vice-président	: TAPARE Joël
Secrétaire	: PAWLWIEZ Frank
Secrétaire adjointe	: TETUA Jeannette
Trésorier	: NAUTA Pupure
Trésorière adjointe	: TIAAHU Damaris

ASSOCIATION SPORTIVE OEHAVANA

(Récépissé n° 7987 DRCL du 8 août 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 30 juillet 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, dénommée ASSOCIATION SPORTIVE OEHAVANA.

Elle a pour objet de promouvoir le sport.

Son siège social est fixé à Arutua, Tuamotu. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAAVIRI Augustin
Vice-président	: TAAVIRI Angélo
Secrétaire	: TAPARE Léa
Secrétaire adjointe	: BUIILLARD Christiane
Trésorière	: TAAVIRI Catherine
Trésorière adjointe	: TAAVIRI Léonie

ASSOCIATION AGRICOLE ET D'ELEVAGE VAIHEKUA

(Récepissé n° 7063 DRCL du 12 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué le 13 juin 2001, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901. Elle prend le nom de ASSOCIATION AGRICOLE ET D'ELEVAGE VAIHEKUA.

Elle a pour but :

- de promouvoir l'agriculture et l'élevage au niveau des jeunes afin qu'ils puissent vivre de leur travail ;
- de donner des responsabilités aux jeunes afin qu'ils restent dans l'île ;
- de donner du travail aux jeunes de l'île à la fin de leur scolarité ;
- d'initier et d'encourager les jeunes à faire de l'agriculture et de l'élevage ;
- d'écouler les produits de leur travail par l'exportation de ceux-ci vers l'extérieur ;
- faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- de venir en aide aux membres.

Son siège social est fixé à Taipivai, îles Marquises.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HAITI Tuhatete
Secrétaire	: TATA Victorine
Trésorier	: AH SCHA Ernest
Assesseur	: VAIAANUI Cécile

ASSOCIATION TIHIU

(Récepissé n° 7045 DRCL du 8 août 2001)

Extraits de statuts

L'association TIHIU, fondée le 25 juin 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle est composée de la famille TEIKITUMENAVA Marcel Eriko et a pour but de sensibiliser, d'intéresser, d'accompagner des jeunes et même des adultes à des apprentissages de techniques, de méthodes, de connaissances liées à l'agriculture, à l'élevage de porcs, de chèvres, à l'artisanat et la pêche lagonaire, et d'assurer l'exposition-vente des pro-

duits agricoles, artisanaux, floraux de l'association sur l'île de Ua Pou.

Son siège social est fixé à Hohoi, Ua Pou, Marquises Nord.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEIKITUMENAVA Ludovic
Secrétaire	: AH-LO Brigitte
Trésorière	: TEIKITUMENAVA Eliane

ASSOCIATION TE OHI API NO MO'AROA

(Récepissé n° 8059 DRCL du 9 août 2001)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE OHI API NO MO'AROA, fondée le 20 juillet 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour but :

- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'aide à l'insertion sociale, professionnelle, économique et culturelle de ses membres ;
- de proposer et d'organiser des manifestations de toute nature au profit de ses membres, des soirées et des journées corporatives et culturelles et musicales, des programmes sportifs, socio-éducatifs et de protection de l'environnement ;
- de gérer et d'animer tout espace qui lui serait éventuellement confié par convention ;
- de promouvoir l'expression artistique sous toutes formes de ses membres ;
- de participer à la promotion du quartier, de la commune et du territoire ;
- de développer les relations et échanges amicaux entre les jeunes de tout horizon ;
- de manière générale, d'instruire et de suivre tout dossier relatif à ses membres.

Elle a son siège social à Mataiea, P.K. 41,500, côté montagne. Elle pourra être transférée par simple décision du bureau directeur qui sera ratifiée par l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: DOOM Eugénie
Vice-président	: CHEE AYEE Gilles
Secrétaire	: POETAI Angéla
Secrétaire adjointe	: TARAUFU Viviane
Trésorier	: MOARII Vaea
Trésorière adjointe	: TOOFA Sandrine
Assesseurs	: TEIHO Benjamin TARAUFU Clarisse

ASSOCIATION TE HAU MANA NUI

(Récepissé n° 8162 DRCL du 13 août 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 8 août 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour nom TE HAU MANA NUI.

Elle a pour but de favoriser la réflexion sur la société polynésienne dans ses réalités et ses évolutions. En tant que club de réflexion politique, elle accueille tous ceux et toutes celles qui, attachés aux valeurs de la démocratie libérale, souhaitent confronter leurs idées dans le respect de l'autre. Elle peut également conduire toute action d'intérêt publique ou caritative.

Son siège social est situé à Aute II, lot 31, Pirae, Tahiti. Il pourra être transféré par simple décision du bureau ; la décision sera ratifiée par l'assemblée générale la plus proche.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	DEXTER Hinano
Vice-présidents	:	ROHFRIETSCH Teva BAGNIS Hinano PEREZ Stéphane
Secrétaire	:	MACHENAUD-JACQUIER Philippe
Secrétaire adjoint	:	TIRAO Heifara
Trésorier	:	PAOLETTI Bernard
Trésorier adjoint	:	CHANEL Andy
Assesseeurs	:	TEAMOTUATAU Tearaina SALMON Aroma ALEXANDRE Steeve CHONVANT Sylvain TEKURIO Jean-Paul TAEA Rhyllana
Commissaire aux comptes	:	CAHOT Jean-Pierre

ASSOCIATION DE JEUNESSE TAMARII OPARA NIAU

(Récépissé n° 7309 DRCL du 18 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est créé une association de jeunesse TAMARII OPARA NIAU. Elle est régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

Elle a pour but :

- de favoriser les relations entre les jeunes et les adultes qui les entourent ;
- d'inciter les jeunes à la participation active au fonctionnement de l'association ;
- d'informer et de documenter, tant les jeunes que les adultes, sur tous les problèmes qui les concernent ;
- de mettre en place des structures d'accueil, de formation continue ou d'information pour les jeunes et les adultes ;
- de promouvoir les activités sportives, de jeunesse, culturelles, sociales, économiques et la protection de l'environnement (la nature et le milieu marin) ;
- de mettre en place toute action à caractère économique en faveur des jeunes (pêche, artisanat, agriculture, élevage, entreprise, etc.), dans un but d'insertion sociale et professionnelle ;
- d'établir des liens avec les services, les organismes, associations et établissements ayant une action éducative, sociale ou d'animation auprès des jeunes.

Son siège social est fixé chez le président dans l'île de Niau aux Tuamotu. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision du bureau, ratifiée en assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	FAREEA Aromai
Vice-président	:	TEHAVARU Geron
Secrétaire	:	TOROHIA Thierry
Secrétaire adjoint	:	REDEUILH Louis
Trésorier	:	FATITIRI Ririfatu
Trésorière adjointe	:	FAREEA Frida Teura

LOTO NATIONAL

AVIS RELATIF AU 2e TIRAGE DU LOTO N° 64 DU SAMEDI 11 AOUT 2001

Il sera attribué, à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 64 du samedi 11 août 2001, un gain total minimum de 477.326.968 F CFP net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal, tout d'abord à hauteur de 154.632.058 F CFP sur les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors de deuxième tirages antérieurs et placées dans le fonds de report et de réserve, et ensuite, s'il y a lieu, par tranches de 1.819.201 F CFP sur ledit fonds, en application de l'article 9 du règlement.

Fait à Papeete, le 7 août 2001.

Pour le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

AVIS RELATIF AU 2e TIRAGE DU LOTO N° 67 DU MERCREDI 22 AOUT 2001

Il sera attribué, à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 67 du mercredi 22 août 2001, un gain total minimum de 715.990.453 F CFP net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal, tout d'abord à hauteur de 372.936.140 F CFP sur les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors de deuxième tirages antérieurs et placées dans le fonds de report et de réserve, et ensuite, s'il y a lieu, par tranches de 1.819.201 F CFP sur ledit fonds, en application de l'article 9 du règlement.

Fait à Papeete, le 7 août 2001.

Pour le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

LOTO NATIONAL N° 63

Premier tirage du mercredi 8 août 2001 :

7 13 15 20 24 27Numéro complémentaire : **6**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	24.644.344
5 bons numéros et numéro complémentaire....	25	411.049
5 bons numéros.....	631	56.304
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.810	2.910
4 bons numéros.....	28.537	1.455
3 bons numéros et numéro complémentaire....	39.774	362
3 bons numéros.....	433.674	181

Deuxième tirage du mercredi 8 août 2001 :

6 18 27 38 46 49Numéro complémentaire : **21**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	52.774.109
5 bons numéros et numéro complémentaire....	3	3.305.408
5 bons numéros.....	304	115.610
4 bons numéros et numéro complémentaire....	748	5.130
4 bons numéros.....	16.791	2.565
3 bons numéros et numéro complémentaire....	22.442	544
3 bons numéros.....	296.700	272

N° JOKER : 9 2 8 8 5 5 5**LOTO NATIONAL N° 64**

Premier tirage du samedi 11 août 2001 :

6 10 28 41 43 45Numéro complémentaire : **3**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	pas de gagnant	
5 bons numéros et numéro complémentaire....	14	9.862.104
5 bons numéros.....	344	139.987
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.113	5.748
4 bons numéros.....	20.213	2.874
3 bons numéros et numéro complémentaire....	32.205	544
3 bons numéros.....	394.849	272

Deuxième tirage du samedi 11 août 2001 :

10 27 34 37 39 45Numéro complémentaire : **35**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	477.614.382
5 bons numéros et numéro complémentaire....	2	6.739.980
5 bons numéros.....	259	184.467
4 bons numéros et numéro complémentaire....	653	6.876
4 bons numéros.....	17.436	3.438
3 bons numéros et numéro complémentaire....	23.692	618
3 bons numéros.....	355.893	309

N° JOKER : 0 8 6 4 3 7 5**KENO**

Numéro Jackpot 7 36 87 06				Numéro Jackpot 6 12 66 29				Numéro Jackpot 6 08 40 45			
Lundi 06/08/01				Mardi 07/08/01				Mercredi 08/08/01			
1	2	11	12	2	6	7	8	11	17	19	24
16	17	22	26	13	16	18	22	25	28	31	35
28	32	33	36	24	25	28	39	37	39	40	44
43	44	46	53	40	42	44	46	46	49	53	58
56	61	64	68	56	64	65	69	60	64	66	67

Numéro Jackpot 4 09 74 61				Numéro Jackpot 6 60 85 78				Numéro Jackpot 2 33 30 01				Numéro Jackpot 8 78 43 60			
Jeudi 09/08/01				Vendredi 10/08/01				Samedi 11/08/01				Dimanche 12/08/01			
2	3	9	17	2	10	12	15	1	12	17	18	5	22	23	24
18	20	29	32	18	19	23	27	20	24	31	32	26	27	29	30
33	39	43	47	39	42	45	49	35	39	40	41	36	37	39	42
48	49	52	54	50	54	57	59	44	45	49	54	45	51	52	53
63	65	66	68	60	63	68	70	56	58	61	70	58	59	66	68

TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

VIENT DE PARAÎTRE

- Tarif des douanes (édition février 2001)..... 6.214 FCP

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Code de l'Education (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 25 août 2000)	433 FCP
- Code de la santé publique (J.O.P.F. n° 6 N.S. du 1er décembre 2000)	1.195 FCP
- Code du commerce (J.O.P.F. n° 7 N.S. du 15 décembre 2000)	973 FCP
- Contrat de développement Etat - Polynésie française 2000-2003 (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 21 décembre 2000)	278 FCP
- Code de l'environnement (J.O.P.F. n° 1 N.S. du 19 janvier 2001)	520 FCP
- Code de Justice Administrative (J.O.P.F. n° 2 N.S. du 30 janvier 2001)	322 FCP
- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 2001	2.652 FCP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien)	666 FCP
- Code de l'aménagement (édition 1999)	3.328 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996)	374 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996)	697 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française	1.342 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour)	3.380 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995)	2.700 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996)	2.075 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1997)	2.480 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1998)	2.886 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1999)	3.162 FCP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales	1.778 FCP
Tome 2 : Statut particulier	2.694 FCP
Tome 3 : Filière santé	1.643 FCP
- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2001)	3.172 FCP
- Code des douanes (juillet 1999)	2.141 FCP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61
Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie Officielle à compter de Janvier 2001

TARIF en F CFP	T.T.C.	Hors Taxe					
		Nouvelle-Calédonie	France, Andorre et Monaco	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle-Zélande	Autres Pays d'Europe
		Voie aérienne					
Numéro.....	198*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois	4.020	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an.....	7.296	10.785	14.225	13.680	15.465	14.660	19.080

* Frais d'expédition non inclus pour les îles.

